

**NEU CP**  
 (Negotiable European Commercial Paper - NEU CP-)<sup>1</sup>

**Programme non garanti**

| <b>DOCUMENTATION FINANCIERE</b>                         |   |
|---|---|
| <b>Nom du programme</b>                                 | Département de l'Eure, NEU CP   |
| <b>Nom de l'émetteur</b>                                | Département de l'Eure   |
| <b>Type de programme</b>                                | NEU CP  |
| <b>Plafond du programme</b>                             | 100 000 000 Euros (ou contre-valeur de ce montant en devises)   |
| <b>Garant</b>   | Sans objet  |
| <b>Notation du programme</b>                            | Noté (agence Moody's)   |
| <b>Arrangeur</b>  | HSBC France   |
| <b>Agent(s) Domiciliaire(s)</b>                         | NATIXIS   |
| <b>Agent(s) Placeur(s)</b>                              | HSBC France, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, NATIXIS, Société Générale, Crédit Mutuel ARKEA, BRED Banque Populaire |
| <b>Date de signature de la documentation financière</b> | 17/08/2017  |
| <b>Mise à jour par avenant</b>                          | Sans objet  |

*Documentation établie en application des articles L 213-1 A à L 213-4-1 du Code monétaire et financier*

Un exemplaire de la présente documentation est adressé à :

**BANQUE DE FRANCE**  
**Direction générale de la stabilité financière et des opérations (DGSO)**  
**Direction de la mise en œuvre de la politique monétaire (DMPM)**  
**21-1134 Service des Titres de Créances Négociables (STCN)**  
**39, rue Croix des Petits Champs**  
**75049 PARIS CEDEX 01**

**La Banque de France invite le lecteur à prendre connaissance des conditions générales d'utilisation des informations relatives aux titres de créances négociables :**

<https://www.banque-france.fr/politique-monetaire/surveillance-et-developpement-des-financements-de-marche-marche-neu-cp-neu-mtn/le-marche-des-titres-negociables-court-et-moyen-terme-neu-cp-neu-mtn>

<sup>1</sup> *Dénomination commerciale des titres définis à l'article D.213-1 du Code monétaire et financier*

## **TABLE DES MATIERES**

|              |   |
|--------------|---|
| Chapitre I   | Description du programme d'émission     |
|              | <b>pages 3 à 8</b>                      |
| Chapitre II  | Description de l'émetteur               |
|              | <b>pages 9 à 19</b>                     |
| Chapitre III | Certification des informations fournies |
|              | <b>page 20</b>                          |
| Annexes      |   |
|              | <b>pages 21 à 142</b>                   |

## **1** Chapitre I – Description du programme d'émission

Articles D. 213-9,1° et D. 213-11 du Code Monétaire et Financier et article 6 de l'arrêté du 30 mai 2016 et les réglementations postérieures

---

### ➤ **1.1 – Nom du programme**

Département de l'Eure, NEU CP

### ➤ **1.2 – Type de programme**

NEU CP

### ➤ **1.3 – Dénomination sociale de l'Emetteur**

Département de l'Eure

### ➤ **1.4 – Type d'émetteur**

Collectivité territoriale

### ➤ **1.5 – Objet du programme**

L'objet du programme est la couverture des besoins de financement à court terme du département de l'Eure.

### ➤ **1.6 – Le plafond du programme**

100.000.000 Euros (cent millions d'euros) ou contre-valeur de ce montant en devises.

### ➤ **1.7 – Forme des titres**

Titres émis dématérialisés, au porteur et inscrits en compte auprès d'intermédiaires autorisés conformément à la législation et à la réglementation française.

### ➤ **1.8 – Rémunération**

Conformément à la délibération 2010-S11-6 du Conseil départemental du 3 Novembre 2010 la rémunération des NEU CP ne peut être qu'à taux fixe ou variable.

Dans le cas d'une émission comportant une option de remboursement anticipé, de prorogation ou de rachat, les conditions de rémunération des NEU CP seront fixées à l'occasion de l'émission initiale et ne pourront pas être modifiées ultérieurement, notamment à l'occasion de l'exercice de l'option de prorogation ou de rachat.

➤ **1.9 – Devises d'émission**

Les NEU CP seront émis en Euro ou toute autre devise autorisée par la réglementation française applicable au moment de l'émission conformément à l'article D. 213-6 du Code monétaire et financier.

➤ **1.10 – Maturité**

L'échéance des NEU CP sera fixée conformément à la législation et à la réglementation française, ce qui implique qu'à la date des présentes la durée des émissions de NEU CP ne peut être supérieure à 1 an (365 jours ou 366 jours les années bissextiles). Par ailleurs, les NEU CP peuvent être remboursés avant maturité en accord avec les lois et les réglementations applicables en France.

Les NEU CP émis dans le cadre du Programme pourront comporter une ou plusieurs options de prorogation de l'échéance (au gré de l'Emetteur, ou du détenteur, ou en fonction d'un (ou plusieurs) évènement(s) indépendant(s) de l'Emetteur et ou du détenteur). Les NEU CP émis dans le cadre du Programme pourront aussi comporter une ou plusieurs options de rachat par l'Emetteur (au gré de l'émetteur, ou du détenteur, ou en fonction d'un (ou plusieurs) évènement(s) indépendant(s) de l'Emetteur et / ou du détenteur). L'option de remboursement anticipé, de prorogation ou de rachat de NEU CP, s'il y a lieu, devra être spécifiée explicitement dans le formulaire de confirmation de toute émission concernée. En tout état de cause, la durée de tout NEU CP assortie d'une ou de plusieurs de ces clauses, sera toujours, toutes options de prorogation ou rachat comprises, conforme à la réglementation en vigueur au moment de l'émission du dit NEU CP.

➤ **1.11 – Montant unitaire minimal des émissions**

150 000 Euros (cent cinquante mille euros) ou contre-valeur de ce montant en devises.

➤ **1.12 – Dénomination minimale des TCN**

En vertu de la réglementation, le montant minimum légal des Titres de Créances Négociables émis dans le cadre de ce programme doit être de 150 000 Euros ou la contre-valeur de ce montant en devises déterminée au moment de l'émission.

➤ **1.13 – Rang**

Les NEU CP constitueront des obligations directes, non assorties de sûreté et non subordonnées de l'Emetteur, venant au moins à égalité de rang avec les autres obligations actuelles et futures, directes, non assorties de sûreté et non subordonnées de l'Emetteur.

➤ **1.14 – Droit applicable**

Tout Titre Négociable à Court Terme émis dans le cadre de ce programme sera régi par le droit français.

Tous les litiges auxquels l'émission des NEU CP pourrait donner lieu seront régis par le droit français.

➤ **1.15 – Admission des titres sur un marché réglementé**

Non

➤ **1.16 – Système de règlement – livraison d'émission**

Euroclear France

➤ **1.17 – Notation du programme**

Noté par Moody's Investors Service.

Les notations sont susceptibles d'être revues à tout moment par les agences de notation. Les investisseurs sont invités à se reporter aux sites internet des agences concernées afin de consulter la notation en vigueur.

La notation attribuée par Moody's Investors Service à ce programme peut être vérifiée à l'adresse Internet suivante :

<https://www.moody's.com/credit-ratings/Departement-de-LEure-credit-rating-822247495>

Moody's Org ID: 822247495

➤ **1.18 – Garantie**

Le programme ne bénéficie d'aucune garantie.

➤ **1.19 – Agent Domiciliataire**

L'Emetteur a désigné NATIXIS en qualité d'agent domiciliataire unique de son Programme.

L'Emetteur se réserve la possibilité de désigner d'autres agents domiciliataires si cela s'avère nécessaire.

Tout changement ou ajout d'agent domiciliataire donnera lieu à une mise à jour de la Documentation Financière.

➤ **1.20 – Arrangeur**

HSBC France

➤ **1.21 – Mode de placement envisagé**

Placement via des agents placeurs :

- HSBC France,
- Crédit Agricole Corporate and Investment Bank,
- Société Générale,
- NATIXIS
- Crédit Mutuel ARKEA
- BRED Banque Populaire

L'Émetteur pourra ultérieurement remplacer un Agent Placeur ou nommer d'autres Agents Placeurs. Une liste à jour desdits Agents Placeurs sera communiquée aux investisseurs sur demande déposée auprès de l'Émetteur.

➤ **1.22 – Restrictions à la vente**

Restrictions Générales

Aucune mesure n'a été ou ne sera prise par l'Émetteur, chaque Agent Placeur, chaque souscripteur initial et chaque détenteur subséquent de NEU CP émis dans le cadre du Programme aux fins de permettre une offre au public des NEU CP, ou la détention ou la distribution de la Documentation Financière ou de tout autre document relatif aux NEU CP, dans un pays ou un territoire où des mesures sont nécessaires à cet effet.

L'Émetteur, chaque Agent Placeur, chaque souscripteur initial de NEU CP s'est engagé à respecter et chaque détenteur subséquent de NEU CP sera réputé s'être engagé à respecter, les lois et règlements en vigueur dans chaque pays ou territoire où il achète, offre ou vend les NEU CP ou dans lequel il détient ou distribue la Documentation Financière ou tout autre document relatif aux NEU CP et à obtenir tout consentement, accord ou permission nécessaire à l'achat, l'offre ou la vente de NEU CP conformément aux lois et règlements qui lui sont applicables et à ceux du pays ou territoire où il réalise cet achat, offre ou vente et ni l'Émetteur, ni aucun Agent Placeur, ni aucun souscripteur initial ou détenteur subséquent de NEU CP n'encourent de responsabilité à ce titre.

L'Émetteur, chaque Agent Placeur, chaque souscripteur initial de NEU CP a déclaré et garanti et chaque détenteur subséquent de NEU CP sera réputé avoir déclaré et garanti au jour de la date d'acquisition qu'il n'offrira, ne vendra ni ne remettra, directement ou indirectement, les NEU CP ou distribuera la Documentation Financière ou tout autre document relatif aux NEU CP, dans un pays ou territoire sauf dans des conditions où toutes les lois et règlements applicables seront respectés et ne mettront aucune obligation à la charge de l'Émetteur.

## France

L'Emetteur, chaque Agent Placeur, chaque souscripteur initial a déclaré et garanti et chaque détenteur subséquent de NEU CP sera réputé avoir déclaré et garanti au jour de la date d'acquisition des NEU CP respecter les lois et règlements en vigueur en France relatifs à l'offre, au placement, à la distribution et la revente des NEU CP ou à la distribution en France des documents y afférant.

### ➤ 1.23 - Taxation

L'Emetteur ne s'engage pas à indemniser les détenteurs de NEU CP en cas de prélèvement de nature fiscale en France ou à l'étranger, sur toute sommes versées au titre des NEU CP.

### ➤ 1.24 – Implication d'autorités nationales

Banque de France

### ➤ 1.25 – Coordonnées des personnes assurant la mise en œuvre du programme

**Thomas COLLIN** – Directeur

Direction des Finances, du Conseil en Gestion et de la Performance

Hôtel du département

14 Boulevard Georges Chauvin, 27 021 EVREUX

Téléphone : 02 32 31 50 40

Email : [thomas.collin@eure.fr](mailto:thomas.collin@eure.fr)

**Jean-Loup D'HOOREN** – Directeur Adjoint

Direction des Finances, du Conseil en Gestion et de la Performance

14 Boulevard Georges Chauvin, 27 021 EVREUX

Téléphone : 02 32 31 51 96

Email : [jean-loup.dhooren@eure.fr](mailto:jean-loup.dhooren@eure.fr)

Personne responsable du programme d'émission et des relations avec la Banque de France :

**Saïkou BAH** – Responsable de service  
Direction des Finances, du Conseil en Gestion et de la Performance  
Service Expertise et Gestion des Risques Financiers  
Hôtel du département  
14 Boulevard Georges Chauvin, 27 021 EVREUX  
Téléphone : 02 32 31 50 41  
Email : [saikou.bah@eure.fr](mailto:saikou.bah@eure.fr)

➤ **1.26 – Informations complémentaires relatives au Programme**

Optionnel<sup>1</sup>

➤ **1.27 – Langue de la documentation financière faisant foi**

Français

---

<sup>1</sup> *Optionnel : information pouvant ne pas être fournie par l'émetteur car la réglementation française ne l'impose pas*

## **1 Chapitre II – Description de l’Emetteur**

Article D. 213-9, 2° et D. 213-11 du Code monétaire et financier et Article 7, 3° de l’arrêté du 30 mai 2016 et les réglementations postérieures

---

### ➤ **2.1 – Dénomination sociale**

Département de l’Eure

### ➤ **2.2 – Forme juridique ; législation applicable à l’émetteur et tribunaux compétents**

Département régi par le Code Général des Collectivités Territoriales, auquel s'applique la législation française et dont les litiges sont portés pour ceux relevant de la juridiction administrative devant le tribunal administratif de Rouen et pour ceux relevant du droit commun devant le tribunal de grande instance d’Evreux.

### ➤ **2.3 – Date de constitution**

#### **Le 4 mars 1790**

Le département a été créé à la Révolution française, en application de la loi du 22 décembre 1789, sous la dénomination « Département d’Évreux », à partir d'une partie de la province de Normandie.

#### **Le 2 mars 1982**

Les lois de décentralisation de 1982 dotent le Département d’une autonomie de gestion en les exonérant de la tutelle préfectorale (jusqu’en 1982, l’exécutif du Département était le Préfet).

#### **Le 13 août 2004**

De nouvelles compétences sont transférées au Département (loi du 13 août 2004). Ces nouvelles compétences se sont accompagnées de nouveaux moyens humains (nouveaux agents), matériels (nouveau locaux, etc.) et financiers (nouvelles ressources).

#### **Le 17 Mai 2013**

Les conseillers généraux deviennent conseillers départementaux. La loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 institue le mode de scrutin binominal : les conseillers sont au nombre de deux par canton, chaque binôme devant être composé d’une femme et d’un homme.

#### **Le 17 Décembre 2014**

L'assemblée Nationale a adopté définitivement la nouvelle carte de France à 13 régions métropolitaines contre 22 précédemment.

#### **Le 15 Juillet 2015**

Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe). Cette loi répartit les compétences entre les collectivités et supprime la clause de compétence générale.

## ➤ 2.4 – Siège social

Département de l'Eure,  
Hôtel du département,  
14 Boulevard Georges Chauvin,  
27 021 EVREUX CEDEX  
France

## ➤ 2.5 – Numéro d'immatriculation

N°SIRET : 222 702 292 00012

Code APE (Activité Principale Exercée) : 8411 Z

## ➤ 2.6 – Objet social résumé

Les lois de décentralisation de 1982 ont instauré une répartition des compétences entre les différentes collectivités locales. Cette répartition s'est accompagnée d'un transfert de moyens financiers et matériels. La loi du 13 août 2004, dit « acte II de la décentralisation », a accentué ce mouvement en transférant d'autres compétences ou en les renforçant, au profit des départements, telles que la gestion de 20 000 km de routes nationales, la création et l'exploitation des transports non urbains ou le transfert des personnels techniques et ouvriers. La clause générale de compétences permet également au Conseil départemental de mettre en œuvre des politiques locales, adaptées aux besoins spécifiques du territoire et de la population euroise.

Dans le projet initial de la loi NOTRe, il était prévu que la gestion des collèges et la voirie départementale soient transférées aux régions.

La loi NOTRe promulguée le 7 août 2015 a confirmé que la gestion des collèges et des routes relevait d'une compétence départementale et que le département conservait la responsabilité des compétences de solidarité.

Par contre, cette loi aura comme conséquence, pour le Département de l'Eure, de supprimer la clause générale de compétence et de transférer à la Région Normandie les services de transport routier départementaux et les transports scolaires. Néanmoins, il sera possible aux régions de déléguer leur compétence en matière de transport scolaire aux départements.

La loi renforce le rôle de la région en matière de développement économique et d'aménagement durable du territoire. Les intercommunalités sortiront également renforcées.

Dans l'attente de la mise en place de la loi NOTRe au 1er janvier 2017, nous présentons ci-dessous les compétences exercées à ce jour par le Département de l'Eure.

- **Action sociale**
- **Education**
- **Transports et infrastructures**

- **Environnement**
- **Economie – Aménagement du territoire**
- **Animation**

### ➤ 2.7 – Description des principales activités de l'Emetteur

Les principales activités du Département de l'Eure sont les suivantes :

- **Action sociale**

La protection de l'enfance ;

L'insertion avec le RSA (Revenu de Solidarité Active) et les aides au logement ;

L'aide à l'insertion avec les contrats aidés ;

Le soutien et l'accompagnement des personnes âgées et handicapées avec notamment le versement de l'APA (Allocation Personnalisée à l'Autonomie) et de la PCH (Prestation de Compensation du Handicap) ;

La lutte contre les exclusions par la subvention de structures d'insertion.

- **Education**

La construction et la rénovation des 56 collèges de l'Eure ;

La restauration et l'hébergement dans les collèges ;

L'entretien général et technique des collèges ;

L'apport des dotations de fonctionnement aux collèges publics et privés

Les bourses départementales ;

Le plan de réussite éducative.

- **Transports et infrastructures**

L'entretien du réseau routier départemental ;

Les transports des personnes handicapées ;

Le réseau haut débit ;

Le service d'incendies et de secours.

- **Environnement**

La protection de la ressource en eau ;

La valorisation des espaces naturels sensibles ;

L'aide à la gestion des déchets ménagers ;

La mise en place d'un plan climat départemental ;

Le laboratoire départemental d'analyses.

- **Economie – Aménagement du territoire**

Le logement – l'aide à la pierre aux bailleurs sociaux ;

Le tourisme (réseau de voies vertes, schéma départemental du tourisme 2007/2013) ;

- **Animation**

Les aides aux communes pour les équipements sportifs et culturels ;

Les subventions aux associations sportives ;

L'animation culturelle avec le musée des impressionnistes Giverny et les sites du patrimoine départemental (Gisacum, au Vieil Evreux, et le domaine d'Harcourt) ;

Les archives départementales.

➤ **2.8 – Capital**

En raison de sa forme juridique, l'Emetteur n'a pas de capital social.

- **2.8.1 – Montant du capital souscrit et entièrement libéré**

Sans objet

- **2.8.2 – Montant du capital souscrit et non entièrement libéré**

Sans objet

➤ **2.9 – Répartition du capital**

Sans objet

- **2.10 – Marchés réglementés où les titres de capital ou de créances de l'émetteur sont négociés**

En 2013 le Département a mis en place un programme d'émission de titres EMTN (Euro Medium Term Note) dont le plafond est fixé à 400 M€. À la clôture de l'exercice 2016, l'encours du programme s'élève à 77 M€.

Liste des émissions obligataires

| Année | Montant  | Echéances        | Code ISIN    |
|-------|----------|------------------|--------------|
| 2016  | EUR 5 M  | 27 décembre 2024 | FR0013228756 |
| 2015  | EUR 15 M | 29 décembre 2028 | FR0013082369 |
|       | EUR 5M   | 7 octobre 2019   | FR0012994028 |
|       | EUR 5M   | 7 octobre 2020   | FR0012994410 |
|       | EUR 5M   | 8 octobre 2018   | FR0012993566 |
| 2014  | EUR 15M  | 15 janvier 2029  | FR0012403905 |
|       | EUR 7M   | 25 octobre 2021  | FR0012386316 |
| 2013  | EUR 20 M | 27 décembre 2026 | FR0011670132 |

## ➤ 2.11 – Organisation et fonctionnement du département

### 1 – Les organes exécutifs du Département de l'Eure

#### **46 conseillers départementaux au service des Eurois**

Le Conseil départemental est le lieu où se prennent les grandes décisions liées à l'aménagement et au développement de l'Eure. Il constitue en cela une véritable entreprise de services aux habitants. C'est aussi un « parlement local » dont les membres sont élus au suffrage universel lors des élections départementales. Ces membres, les conseillers départementaux, composent l'assemblée départementale. Chacun des 23 cantons du département de l'Eure est représenté par deux conseillers départementaux.

#### **Les Conseillers départementaux**

Elus tous les 6 ans au suffrage universel lors des élections départementales, les conseillers départementaux de l'Eure sont des élus proches du terrain, qui exercent une fonction de conseil auprès de leurs concitoyens. Ils sont les interlocuteurs privilégiés des maires et les représentants du Conseil départemental auprès d'organismes extérieurs. A chaque renouvellement, les conseillers départementaux élisent leur Président et leurs vice-présidents (12 vice-présidents) qui constituent le bureau.

|  |
|--|
| <p>1<sup>er</sup> vice-président<br/>Jean-Paul LEGENDRE en charge des affaires générales, des finances, de l'évaluation des politiques publiques et de l'équilibre des territoires - rapporteur général du budget</p>  |
| <p>2<sup>ème</sup> vice-président<br/>Frédéric DUCHE en charge du numérique, du dialogue social, de la contractualisation et du soutien aux collectivités locales.</p>   |
| <p>3<sup>ème</sup> vice-président<br/>Stéphanie AUGER en charge du développement économique, de l'emploi, de l'aménagement du territoire, de l'économie touristique et de l'axe Seine</p>                              |
| <p>4<sup>ème</sup> vice-président<br/>Jean-Hugues BONAMY en charge des grandes infrastructures, de la voirie, des transports et de la mobilité</p>   |
| <p>5<sup>ème</sup> vice-président<br/>Hafida OUADAH en charge de la politique de la ville et de la prévention spécialisée</p>  |
| <p>6<sup>ème</sup> vice-président<br/>Marie-Christine JOIN-LAMBERT en charge de l'agriculture, de l'alimentation, de la ruralité, et de la préservation de l'environnement</p>   |
| <p>7<sup>ème</sup> vice-président<br/>Benoît GATINET en charge des bâtiments, des moyens généraux, de la réussite éducative, des collèges, et de l'Enseignement supérieur</p>  |
| <p>8<sup>ème</sup> vice-président<br/>Diane LESEIGNEUR en charge de l'urbanisme, de l'habitat, du logement et de l'économie sociale, solidaire et circulaire</p>   |
| <p>9<sup>ème</sup> vice-président<br/>Alexandre RASSAERT en charge de la jeunesse, de la vie associative, des sports, de la culture et des relations internationales - Premier Secrétaire du Conseil départemental</p> |
| <p>10<sup>ème</sup> vice-président<br/>Perrine FORZY en charge de l'autonomie, des personnes âgées, des personnes handicapées, de l'accès à la santé, de l'insertion, de l'enfance et de l'égalité des chances</p>     |
| <p>11<sup>ème</sup> vice-président<br/>Gérard CHERON en charge des politiques de l'eau et de l'assainissement, de la protection des ressources naturelles et de la transition énergétique</p>                          |
| <p>12<sup>ème</sup> vice-président<br/>Martine SAINT-LAURENT en charge du patrimoine historique, de la lecture publique et des archives départementales</p>  |

Les prises de décisions appartiennent à 3 organes :

Elu par l'assemblée départementale après chaque renouvellement, le Président propose les délibérations qui sont soumises au vote de l'assemblée lors de chaque session. Il exécute les décisions prises par les conseillers départementaux. Il est également le chef des services départementaux. A ce titre, il est le chef hiérarchique du personnel qu'il recrute et nomme.

**L'assemblée délibérante.** Au moins quatre fois par an, l'ensemble des conseillers départementaux se réunit pour débattre et voter les grandes décisions, telles que le budget du Département, la fiscalité, les décisions budgétaires modificatives et toutes les orientations politiques des nombreux domaines de compétences du Conseil départemental. La séance est publique.

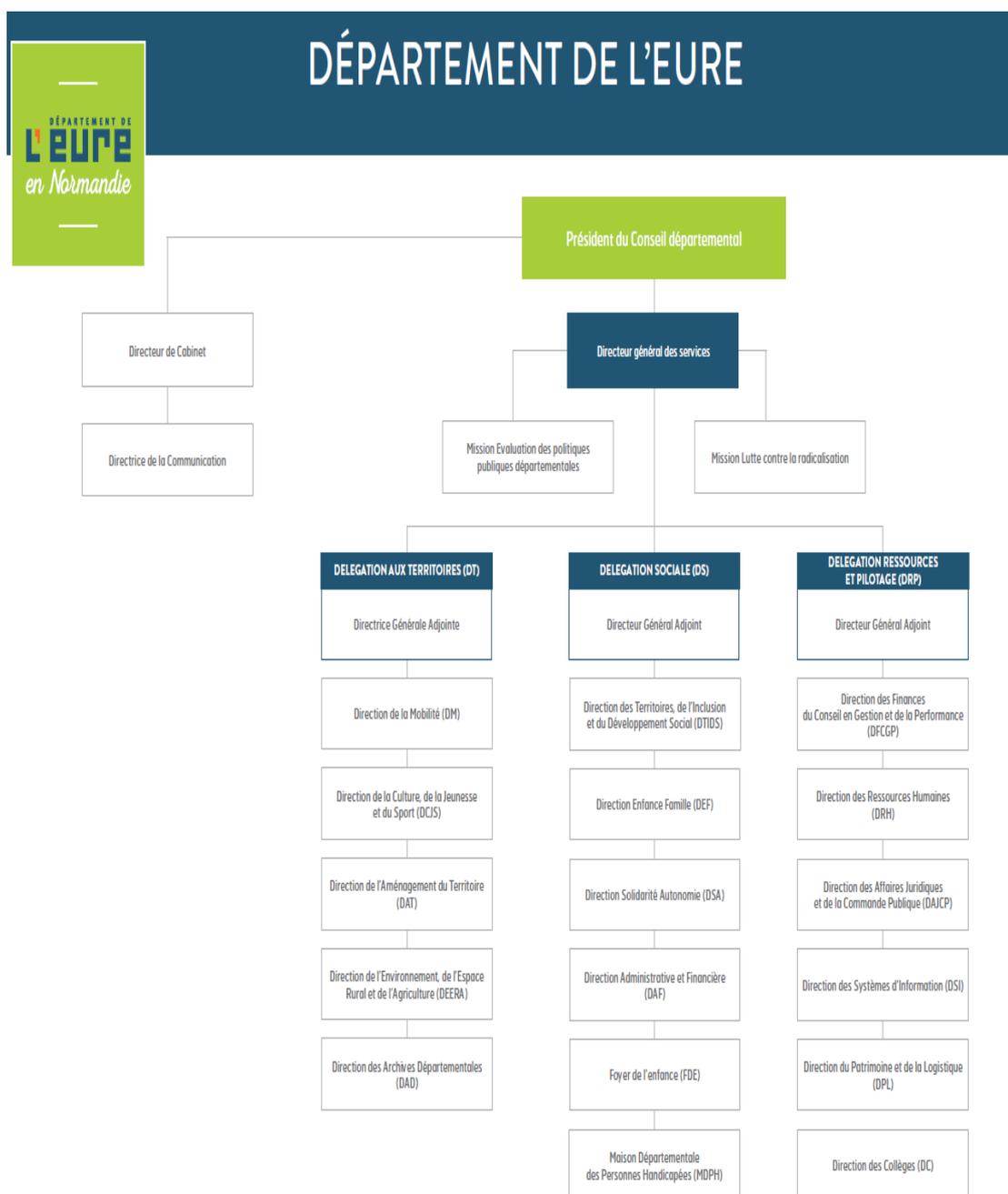
**La commission permanente.** Plus restreinte, elle comprend, outre le Président, 32 membres. Elle se réunit chaque mois pour régler les affaires courantes qui lui ont été déléguées par l'Assemblée. La séance n'est pas publique.

**Sept commissions techniques** étudient les projets soumis au vote de l'assemblée départementale.

|  |  |
|--|--|
| <p><b>1<sup>ère</sup> Commission : Commission des finances, des moyens généraux et du SDIS (Service Départemental d'Incendie et de Secours)</b></p>  | <p><b>Président :</b> Monsieur Alfred Recours<br/> <b>Vice-présidents :</b> Monsieur Jean-Paul Legendre</p> <p><b>Membres :</b><br/> Monsieur Jean-Pierre Le Roux<br/> Monsieur Bruno Questel</p>  |
| <p><b>2<sup>ème</sup> Commission : Commission développement économique, emploi, économie touristique, numérique et aménagement du territoire</b></p> | <p><b>Présidente :</b> Madame Stéphanie Auger<br/> <b>Vice-président :</b> Monsieur Frédéric Duché</p> <p><b>Membres :</b><br/> Monsieur Daniel Jubert<br/> Monsieur Michel François<br/> Monsieur Jean-Rémi Ermont<br/> Monsieur Gaëtan Levitre<br/> Madame Gaby Lefebvre</p>                       |
| <p><b>3<sup>ème</sup> Commission : Commission logement, habitat, politique de la ville et de l'économie sociale</b></p>                              | <p><b>Présidente :</b> Madame Hafidha Ouadah<br/> <b>Vice-présidente :</b> Madame Diane Leseigneur</p> <p><b>Membres :</b><br/> Madame Clarisse Juin<br/> Madame Jocelyne De Tomasi<br/> Madame Janick Léger<br/> Madame Marie-Claire Haki</p>   |
| <p><b>4<sup>ème</sup> Commission : Commission autonomie, handicap et accès à la santé, insertion, enfance famille</b></p>                            | <p><b>Présidente :</b> Madame Perrine Forzy<br/> <b>Vice-président :</b> Monsieur Olivier Lepinteur</p> <p><b>Membres :</b><br/> Madame Françoise Collemare<br/> Madame Colette Bonnard<br/> Madame Catherine Meulien<br/> Madame Laurence Cléret<br/> Madame Andrée Oger</p>                        |
| <p><b>5<sup>ème</sup> Commission : Commission infrastructures, transports, agriculture et environnement</b></p>                                      | <p><b>Président :</b> Monsieur Jean-Hugues Bonamy<br/> <b>Vice-présidente :</b> Madame Marie-Christine Join-Lambert</p> <p><b>Membres :</b><br/> Monsieur Gérard Chéron<br/> Madame Chantale Le Gall<br/> Monsieur Jean-Jacques Coquelet<br/> Madame Maryannick Deshayes</p>                         |
| <p><b>6<sup>ème</sup> Commission : Commission éducation, collèges, réussite éducative et enseignement supérieur</b></p>                              | <p><b>Président :</b> Monsieur Benoît Gatinet<br/> <b>Vice-président :</b> Monsieur Xavier Hubert</p> <p><b>Membres :</b><br/> Madame Cécile Caron<br/> Monsieur Francis Courel<br/> Monsieur Serge Masson</p>   |
| <p><b>7<sup>ème</sup> Commission : Commission jeunesse, sport, culture et relations internationales</b></p>  | <p><b>Président :</b> Monsieur Alexandre Rassaërt<br/> <b>Vice-président :</b> Monsieur Ludovic Bourrellier</p> <p><b>Membres :</b><br/> Madame Valérie Branlot<br/> Madame Catherine Delalande<br/> Monsieur Jean-Pierre Flambard<br/> Madame Micheline Paris<br/> Madame Martine Saint-Laurent</p> |

## 2 – Organisation des services du Département de l'Eure

Plus de 2 200 agents du Département, hommes et femmes de tous âges, mettent à profit leurs compétences au quotidien et assurent le bon déroulement des actions du Conseil départemental.



➤ **2.12 – Normes comptables utilisées pour les données consolidées (ou à défaut des données sociales)**

L'émetteur n'établit pas de comptes consolidés. Les instructions budgétaires et comptables qui sont applicables aux collectivités territoriales diffèrent en fonction de chaque collectivité considérée. Elles ont toutes été récemment réformées afin de se rapprocher du plan comptable général grâce à l'application de plusieurs de ses grands principes. Il s'agit en effet d'une comptabilité de droits constatés, tenue en partie double (correspondance entre les ressources et leurs emplois) par un comptable du Trésor. L'instruction comptable applicable pour le Département est la M. 52.

➤ **2.13 – Exercice comptable**

Du 01/01 au 31/12

➤ **2.13.1 – Date de tenue de l'assemblée générale annuelle ayant approuvé les comptes annuels de l'exercice écoulé**

Le Conseil départemental a adopté en séance plénière du 19/06/2017 le compte administratif 2016.

➤ **2.14 – Exercice fiscal**

Du 01/01 au 31/12

➤ **2.15 – Commissaires aux comptes de l'Emetteur ayant audité les comptes annuels de l'Emetteur**

• ***2.15.1 – Commissaires aux comptes***

La fonction d'audit des comptes annuels n'est pas exercée par un commissaire aux comptes pour les collectivités territoriales.

Le contrôle financier *a posteriori* est exercé par la Chambre Régionale des Comptes de Normandie.

Le paiement des dépenses et le recouvrement des recettes sont assurés par un comptable public, le Payeur Départemental de l'Eure : **M. Jean-René LEFEVRE**

Ce mode de fonctionnement, qui résulte du principe de séparation de l'ordonnateur et du comptable issu des textes généraux régissant les règles de la comptabilité publique en France, a pour effet de réserver au comptable public le maniement des fonds publics départementaux et d'organiser un contrôle externe de la validité de chacun des mandats de paiement émis chaque année.

Le rôle ainsi dévolu au comptable public représente une garantie pour la sécurité financière de l'institution départementale.

Parallèlement au compte administratif réalisé par le Département, le comptable public tient un compte de gestion qui retrace l'ensemble des écritures comptables passées par le Département et validées par le Payeur Départemental. Le compte de gestion retrace également le bilan comptable de la collectivité.

Pour chaque exercice, le Conseil départemental prend une décision d'adoption de ce compte de gestion. Il est ensuite analysé par la Chambre Régionale des Comptes qui vérifie si les recettes ont été recouvrées et si les dépenses ont été payées conformément aux règles en vigueur. Elle analyse les comptes et les pièces justificatives et examine l'équilibre des comptes. Elle donne alors décharge au comptable si les comptes sont réguliers. Les comptes des comptables publics sont généralement examinés selon une périodicité moyenne de quatre ans sur une période reprenant les comptes depuis le dernier contrôle de la Chambre Régionale des Comptes.

Par ailleurs, la Chambre Régionale des Comptes peut effectuer un contrôle sur la qualité et la régularité de la gestion, sur l'emploi des moyens et sur l'efficacité des actions menées par une collectivité. A l'issue d'une procédure contradictoire, la Chambre Régionale des Comptes adopte un rapport d'observations définitives qui, assorti des réponses de l'ordonnateur, est transmis à l'Assemblée délibérante. Cet examen porte sur l'ensemble de la période écoulée depuis le précédent contrôle.

- **2.15.2 – Rapport des commissaires aux comptes**

Le rapport de la chambre régionale des comptes peut être obtenu auprès de l'Emetteur ou consulté sur le site internet :

<https://www.ccomptes.fr/fr/publications/departement-departement-de-leure-evreux-eure>

- **2.16 – Autres programmes de l'Emetteur de même nature à l'étranger**

Sans objet

- **2.17 – Notation de l'Emetteur**

Noté par Moody's Investors Service

- **2.18 – Information complémentaire sur l'Emetteur**

Optionnel <sup>1</sup>

<sup>1</sup> optionnel : information pouvant ne pas être fournie par l'Emetteur car la réglementation française ne l'impose pas

## 1 Chapitre III – Certification des informations fournies

Article D. 213-9, 4° du Code Monétaire et Financier et les réglementations postérieures)

➤ **3.1 – Personne responsable de la Documentation Financière portant sur le programme de NEU CP**

Monsieur Pascal LEHONGRE, Président du Conseil Départemental de l'Eure

➤ **3.2 – Déclaration de la personne responsable de la Documentation Financière portant sur le programme de NEU CP**

**Attestation**

*« A ma connaissance les données de la documentation financière sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée ».*

Le Président du Conseil Départemental de l'Eure



Monsieur Pascal LEHONGRE

A Evreux, le 17 /08 / 2017

## **ANNEXES**

ANNEXE 1 – Notation du programme du Département de l'Eure (page 22)

ANNEXE 2 – Attestation de concordance des comptes (pages 23 à 24)

ANNEXE 3 – Délibération du Conseil départemental en date de novembre 2010 relative à la mise en place du Programme de NEU CP (pages 25 à 31)

ANNEXE 4 – Délibération du Conseil départemental en date de juin 2016 relative à l'approbation du Compte Administratif 2015 et Compte de gestion (pages 32 à 35)

ANNEXE 5 - Délibération du Conseil départemental en date de juin 2017 relative à l'approbation du Compte Administratif 2016 et Compte de gestion (pages 36 à 39)

ANNEXE 6 – Délibération du Conseil départemental en date de mars 2017 relative à l'approbation du Budget Primitif 2017 (pages 40 à 43)

ANNEXE 7 – Synthèse du Compte administratif 2015\* (pages 44 à 84)

ANNEXE 8 – Synthèse du Compte administratif 2016\* (pages 85 à 128)

ANNEXE 9 – Synthèse du Budget primitif 2017\* (pages 129 à 135)

ANNEXE 10 – Tableau prévisionnel du profil d'extinction de la dette (pages 136 à 137)

ANNEXE 11 – Charte Gissler (pages 138 à 138)

ANNEXE 12 – Synthèse des ratios ATR (pages 139 à 142)

Les informations financières annexes de l'émetteur exposées à l'article D. 213-9 du Code monétaire et financier sont tenues à la disposition de toute personne qui en ferait la demande, conformément aux articles D. 213-9 du Code monétaire et financier et L.232-23 du Code de commerce.

\* Les Comptes et Budgets complets des Annexes 7, 8 et 9 sont fournies à la Banque de France en version électronique uniquement.

## ANNEXE 1

### Notation du programme du Département de l'Eure

Moody's Investors Service

<https://www.moodys.com/credit-ratings/Departement-de-LEure-credit-rating-822247495>

Moody's Org ID: 822247495

**ANNEXE 2**  
**Attestation de concordance des comptes**

## Documentation Financière

### Attestation de concordance des comptes

Je soussigné M. Jean-René LEFEVRE, Payeur Départemental de l'Eure, certifie la concordance entre les comptes administratifs relatifs aux exercices 2015 et 2016 et les comptes de gestion établis pour les mêmes exercices.

Monsieur Jean-René LEFEVRE

Le Payeur Départemental de l'Eure



Fait à Evreux, le 17 /08 /2017

### **ANNEXE 3**

**Délibération du Conseil départemental en date de novembre 2010 relative à la mise en place du Programme de NEU CP**

Conseil général  
de l'Eure

## Extrait du procès-verbal des délibérations

PREFECTURE DE L'EURE  
10 NOV. 2010  
ARRIVEE

Réunion du 3 novembre 2010

Objet : Mise en place d'un programme d'émission de billets de trésorerie

Suite à la convocation du 21/09/2010, le quorum légal étant atteint le Conseil général s'est réuni en séance publique dans la salle de ses délibérations, le mercredi 3 novembre 2010 à 15h00, sous la présidence de Monsieur Jean Louis DESTANS, Président du Conseil général.

Étaient présents : M. Claude AUFFRET, M. Guy AUZOUX, M. Pierre BEAUFILS, M. Claude BEHAR, M. Jean-Hugues BONAMY, M. Michel CHAMPREDON, M. Gérard CHERON, M. Bernard CHRISTOPHE, Mme Leslie CLERET, M. Francis COUREL, Mme Laure DAEL, M. Jackie DESRUES, M. Jean Louis DESTANS, M. Jean-Rémi ERMONT, M. Jean-Pierre FLAMBARD, M. Gérard GRIMAUULT, M. Joël HERVIEU, M. Alain HUARD, M. Michel JOUYET, M. Marcel LARMANOU, M. Jean-Paul LEGENDRE, Mme Janick LEGER, M. Daniel LEHO, M. Pascal LEHONGRE, M. Gaëtan LEVITRE, Mme Anne MANSOURET, Mme Andrée OGER, M. Louis PETIET, M. Thierry PLOUVIER, M. Jacques POLETTI, M. Ladislav PONIATOWSKI, M. Lionel PREVOST, M. Jean-Luc RECHER, M. Gérard SILIGHINI, M. Marc VAMPA, M. Myrtil VIQUESNEL, M. Gérard VOLPATTI

Étaient représentés : M. Bruno QUESTEL à M. Daniel LEHO, M. Patrick VERDAVOINE à M. Alain HUARD

Étaient excusés :

Vu l'avis émis par la 1<sup>ère</sup> commission du Conseil général.

**Conseil général  
de l'Eure**

**Extrait du procès-verbal  
des délibérations**

**Rapport N° 2010-S11-6**

**Réunion  
de novembre 2010**

**Objet :** Mise en place d'un programme d'émission de billets de trésorerie

**Délégation :** Délégation des ressources et des finances

**Direction :** Direction des finances

**Résumé :** Ce rapport vous propose d'autoriser la mise en place d'un programme pluriannuel d'émission de billets de trésorerie, à hauteur de cent millions d'euros, par le Département.

Le Département mène depuis de nombreuses années une gestion dynamique de sa trésorerie. Celle-ci consiste à minimiser l'encaisse déposée sur son compte, non rémunéré, au Trésor Public.

Les instruments financiers utilisés dans ce cadre sont constitués de ligne(s) de crédit de trésorerie (renouvelée(s) annuellement) et de crédits long terme renouvelables également appelés emprunts revolving ou "OCLT".

La crise financière récente a remis en cause l'opportunité d'utilisation des lignes de trésorerie. En effet, les marges appliquées par les établissements bancaires sur ces lignes de crédit ont fortement augmenté. Il en résulte un renchérissement du coût de financement de la collectivité. Le Département souhaite donc diversifier et optimiser ses sources de financement de court terme.

A cette fin, le recours aux titres de créances négociables et, plus précisément, aux billets de trésorerie, autorisé par la loi n° 2001-420 du 15 mai 2001 relative aux nouvelles régulations économiques (article 25 alinéa 6), peut présenter une opportunité pour le Département.

En effet, il apparaît au regard des conditions financières appliquées aux collectivités territoriales qui émettent actuellement des billets de trésorerie, que la charge financière associée à l'utilisation de cet instrument est particulièrement faible.

La mise en place, par le département de l'Eure, d'un programme de billets de trésorerie, permettra ainsi de minorer la charge d'intérêt payée par le Département pour couvrir ses besoins de financement de court terme et de diversifier ses sources de financement.

Un billet de Trésorerie est un titre de créance négociable émis pour une durée comprise entre un jour et un an. Emettre un billet consiste ainsi à émettre un titre de créance qui va être proposé directement à des investisseurs<sup>[1]</sup>.

Le programme définit les principales caractéristiques des billets pouvant être émis, notamment leur montant maximum. Ainsi, il est possible d'émettre un nombre illimité de billets de trésorerie, pour des durées variables (toujours comprises entre 1 jour et 1 an) dont la somme globale est limitée à la taille du programme.

Je vous propose d'autoriser la mise en place d'un programme de billets de trésorerie.

Le programme sera mis en place pour une durée indéterminée et sera adaptable par voie d'avenant. Son montant plafond sera de 100 millions d'euros ou la contre valeur de ce montant en devises. Ce montant est en cohérence avec lignes de crédits court terme renouvelable et les lignes de trésorerie du Département qui feront office de réserve de liquidité.

[1] Les investisseurs intervenant sur le marché des billets de trésorerie sont principalement des banques, des entreprises, des OPCVM ou encore des compagnies d'assurance.

Les billets émis dans le cadre de ce programme, d'un montant minimum de cent cinquante mille euros, auront une échéance fixe et une durée comprise entre un jour et un an.

Le taux d'intérêt appliqué aux billets de trésorerie émis dans le cadre de ce programme sera généralement fixe. Le cas échéant, il pourra être indexé sur l'EONIA. Les intérêts seront généralement précomptés.

Le programme devra être noté annuellement par une agence de notation financière. Pour cela, une consultation a été lancée en mai dernier. Le candidat retenu, l'agence Moody's, a d'ores et déjà procédé à la notation d'émetteur du Département (notation de long terme) et procèdera, avant la finalisation du programme, à la notation de celui-ci (notation de court terme).

Une consultation a également été lancée afin de déterminer les opérateurs pressentis <sup>[1]</sup> qui accompagneront le Département dans l'élaboration et l'utilisation de son programme. Il s'agit des établissements bancaires suivants :

- HSBC en qualité d'Arrangeur : il assiste le Département dans la mise en place du programme notamment l'élaboration du document de présentation financière, la rédaction des documents juridiques, les relations avec les autorités de contrôle et de surveillance du marché des Billets de trésorerie (Banque de France et Autorité des marchés financiers), et l'éventuel dispositif de communication au moment du lancement.

- DEXIA Crédit Local, Société Générale CIB, NATIXIS, Crédit Agricole CIB et HSBC en qualité d'Agents placeurs : ils assurent le placement des billets émis par le Département auprès des investisseurs.

- NATIXIS en qualité d'Agent domiciliataire : il assure le service financier, la tenue des comptes des émissions et fournit à la Banque de France les éléments statistiques relatifs aux émissions du Département.

Je vous remercie de bien vouloir délibérer.

---

<sup>[1]</sup> Aucun engagement contractuel n'a, à ce jour, été pris. Les opérateurs présentés ci-dessous sont encore susceptibles de changer.

Après en avoir délibéré, le Conseil général,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

Vu la loi n° 2001-420 du 15 mai 2001 relative aux nouvelles régulations économiques ;

**Décide**

**à l'unanimité**

**des membres présents ou représentés**

- d'adopter le présent rapport de Monsieur le Président du Conseil général relatif à la mise en place d'un programme d'émission de billets de trésorerie ;
- d'autoriser la mise en place d'un programme de billets de trésorerie, d'une durée indéterminée et d'un montant de 100 000 000,00 d'euros ou sa contre valeur en devises. Les intérêts versés sur les billets seront fixes ou indexés sur l'EONIA ;
- d'autoriser Monsieur le Président du Conseil général à :
  - mandater l'arrangeur ainsi que de choisir les agents placeurs et agent(s) domiciliataire(s) définitifs ;
  - négocier et signer les contrats d'agents placeurs et d'agent(s) domiciliataire(s) ;
  - viser le dossier de présentation financière et sa mise à jour annuelle ;
  - de manière générale, à signer tous les actes ou documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente décision.
  - de déléguer à Monsieur le Président du Conseil général la gestion quotidienne du programme. A cette fin, le Conseil général autorise Monsieur le Président du Conseil général à signer tous les documents relatifs à l'émission et au remboursement des billets appartenant à ce programme ainsi qu'à négocier les conditions financières propres à chaque émission avec les agents placeurs. Afin d'assurer cette gestion, une délégation de signature pourra être donnée par Monsieur le Président du Conseil général aux responsables des services opérationnels.

L'assemblée délibérante sera tenue informée annuellement des décisions prises dans le cadre de cette délégation.

Pour extrait conforme  
Le Président du Conseil général



Jean Louis DESTANS

Le Président du Conseil général certifie que la présente décision est exécutoire en application de l'article L.3131-1 du code général des collectivités territoriales.

Date de réception par le représentant de l'Etat : 10/11/2010

Date d'affichage : 10/11/2010

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL, CERTIFIE QUE LA PRÉSENTE  
DÉCISION EST EXÉCUTOIRE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 45  
MODIFIÉ DE LA LOI N°219 DU 2 MARS 1962  
Date de réception par le Représentant de l'État : 10/11/2010  
Date de la notification-publication : 10/11/2010  
Pour le Président et par délégation

## **ANNEXE 4**

**Délibération du Conseil départemental en date de juin 2016  
relative à l'approbation du Compte Administratif 2015 et Compte de gestion**

**Réunion du 20 juin 2016 et du 21 juin 2016**

**Objet** : Compte administratif 2015 - Budget principal - Rapport d'activités

**Commission** : 1ère Commission (finances, moyens généraux et SDIS)

**Direction** : Direction des finances

**Résumé** : Le présent rapport a pour objet de vous présenter les résultats du compte administratif 2015 du budget principal. Le compte administratif est le document par lequel le Président du Conseil départemental rend compte du mandat que l'Assemblée lui a confié lors du vote du budget. Il récapitule l'ensemble des dépenses et des recettes effectivement réalisées au cours de l'exercice écoulé.

# COPIE CERTIFIÉE CONFORME

Après en avoir délibéré, le Conseil départemental,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

**Décide**

**à l'unanimité**

**des membres présents ou représentés**

Le président s'étant retiré de l'assemblée et ne prenant pas part au vote,  
conformément aux dispositions de l'article L 3312-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

- d'adopter le compte administratif 2015 dont les résultats sont les suivants en mouvements budgétaires :

## RESULTATS DU COMPTE ADMINISTRATIF 2015

|  |                                    | DEPENSES       | RECETTES       | RESULTAT<br>COMPTABLE DE<br>L'EXERCICE 2015 |
|--|------------------------------------|----------------|----------------|---|
| REALISATIONS DE<br>L'EXERCICE 2015           | Section de<br>fonctionnement       | 513 350 698,96 | 529 082 777,38 | 15 732 078,42                               |
|  | Section<br>d'investissement        | 123 465 184,16 | 124 331 226,04 | 866 041,88                                  |
|  | Total des sections                 | 636 815 883,12 | 653 414 003,42 | 16 598 120,30                               |
| RESULTATS ANTERIEURS<br><br>(exercice 2014)  | Section de<br>fonctionnement (002) | 0,00           | 4 359 145,87   |   |
|  | Section<br>d'investissement (001)  | 10 540 704,31  | 0,00           | -6 181 558,44                               |
| RESULTAT DE CLOTURE<br>2015                  | Section de<br>fonctionnement       | 513 350 698,96 | 533 441 923,25 | 20 091 224,29                               |
|  | Section<br>d'investissement        | 134 005 888,47 | 124 331 226,04 | -9 674 662,43                               |
|  | Total des sections                 | 647 356 587,43 | 657 773 149,29 | 10 416 561,86                               |
| RESTES A REALISER 2015<br>A REPORTER EN 2016 | Section de<br>fonctionnement       | 0,00           | 0,00           | 0,00  |
|  | Section<br>d'investissement        | 0,00           | 0,00           | 0,00  |
|  | Total des sections                 | 0,00           | 0,00           | 0,00  |
| RESULTAT CUMULE 2015                         |                                    | 647 356 587,43 | 657 773 149,29 | 10 416 561,86                               |

- **d'affecter** l'excédent de fonctionnement de l'exercice 2015 s'élevant à un montant total de 20 091 224,29 €
  - au besoin de financement de la section d'investissement après prise en compte des restes à réaliser en dépenses et en recettes, pour 9 674 662,43 €, au compte de recette d'investissement 1068 "excédents de fonctionnement capitalisés
  - en recettes de fonctionnement, le solde, soit 10 416 561,86 €, au compte de recette de fonctionnement 002 "résultat de fonctionnement reporté" du budget de l'exercice 2016
- **de reporter** le résultat déficitaire d'investissement de 9 674 662,43 € au compte 001 "solde d'exécution de la section d'investissement reporté"

**AFFECTATION DU RESULTAT 2015**

|  |                              | DEPENSES     | RECETTES      |
|--|------------------------------|--------------|---------------|
| <b>AFFECTATION DES<br/>RESULTATS 2015 EN 2016<br/>(BS)</b> | Section<br>d'investissement  |              |               |
|  | 001                          | 9 674 662,43 |               |
|  | 1068                         |              | 9 674 662,43  |
|  | Section de<br>fonctionnement |              |               |
|  | 002                          |              | 10 416 561,86 |

- de prendre acte du rapport d'activités 2015

Pour extrait conforme

Le Président du Conseil départemental



Sébastien LECORNU

Le Président du Conseil départemental certifie que la présente décision est exécutoire en application de l'article L.3131-1 du code général des collectivités territoriales.

Date de réception par le représentant de l'Etat : 27/06/2016



A/R de la télétransmission : 037-222702292-20160620-65247-DE-1-1

## **ANNEXE 5**

**Délibération du Conseil départemental en date de juin 2017  
relative à l'approbation du Compte Administratif 2016 et Compte de gestion**

**Conseil départemental  
de l'Eure**

**Extrait du procès-verbal  
des délibérations**

**Rapport N° 2017-S06-1-10**

**Réunion du 19 juin 2017**

**Objet : Compte administratif 2016 - Budget principal - Rapport d'activités**

**Commission : 1ère Commission (finances, moyens généraux et SDIS)**

**Direction : Direction des finances, du conseil en gestion et de la performance**

**Résumé : Le présent rapport a pour objet de vous présenter les résultats du compte administratif 2016 du budget principal.**

Après en avoir délibéré, le Conseil départemental,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

**Décide**

**à l'unanimité**

**des suffrages exprimés**

Le président du Conseil départemental de l'Eure s'étant retiré de l'assemblée et ne prenant pas part au vote, conformément aux dispositions de l'article L 3312-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

- **d'adopter** le compte administratif 2016 dont les résultats sont les suivants en mouvements budgétaires :

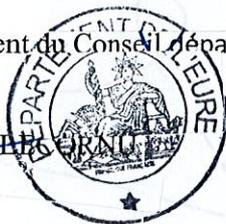
**RESULTATS DU COMPTE ADMINISTRATIF 2016**

|  |                                 | DEPENSES              | RECETTES              | RESULTAT COMP-TABLE DE L'EXERCICE 2015 |
|--|---------------------------------|-----------------------|-----------------------|--|
| <b>REALISATIONS DE L'EXERCICE 2016</b>           | Section de fonctionnement       | 503 845 908,50        | 549 404 366,95        | 45 558 458,45                          |
|  | Section d'investissement        | 134 243 458,46        | 93 187 502,48         | -41 055 955,98                         |
|  | <b>Total des sections</b>       | <b>638 089 366,96</b> | <b>642 591 869,43</b> | <b>4 502 502,47</b>                    |
| <b>RESULTATS ANTERIEURS (exercice 2015)</b>      | Section de fonctionnement (002) | 0,00                  | 10 416 561,86         |  |
|  | Section d'investissement (001)  | 9 674 662,43          | 0,00                  | 741 899,43                             |
| <b>RESULTAT DE CLOTURE 2016</b>                  | Section de fonctionnement       | 503 845 908,50        | 559 820 928,81        | 55 975 020,31                          |
|  | Section d'investissement        | 143 918 120,89        | 93 187 502,48         | -50 730 618,41                         |
|  | <b>Total des sections</b>       | <b>647 764 029,39</b> | <b>653 008 431,29</b> | <b>5 244 401,90</b>                    |
| <b>RESTES A REALISER 2015 A REPORTER EN 2016</b> | Section de fonctionnement       | 0,00                  | 0,00                  | 0,00                                   |
|  | Section d'investissement        | 0,00                  | 0,00                  | 0,00                                   |
|  | <b>Total des sections</b>       | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>                            |
| <b>RESULTAT CUMULE 2016</b>                      |                                 | <b>647 764 029,39</b> | <b>653 008 431,29</b> | <b>5 244 401,90</b>                    |

Pour extrait conforme

Le Président du Conseil départemental

Sébastien LECORNU



Le Président du Conseil départemental certifie que la présente décision est exécutoire en application de l'article L.3131-1 du code général des collectivités territoriales.

Date de réception par le représentant de l'Etat : 27/06/2017



A/R de la télétransmission : 027-222702292-20170619-72036-DE-1-1

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Date d'affichage : 27/06/2017

#### Détail du vote

30 pour :

Mme Stéphanie AUGER, M. Jean-Hugues BONAMY, Mme Colette BONNARD, M. Ludovic BOURRELLIER, Mme Valérie BRANLOT, Mme Cécile CARON, M. Gérard CHÉRON, Mme Françoise COLLEMARE, Mme Jocelyne DE TOMASI, Mme Catherine DELALANDE, M. Frédéric DUCHÉ, Mme Perrine FORZY, M. Michel FRANCOIS, M. Benoît GATINET, M. Xavier HUBERT, Mme Marie-Christine JOIN-LAMBERT, M. Daniel JUBERT, Mme Clarisse JUIN, Mme Chantale LE GALL, M. Jean-Pierre LE ROUX, M. Jean-Paul LEGENDRE, M. Pascal LEHONGRE, M. Ollivier LEPINTEUR, Mme Diane LESEIGNEUR, Mme Hafidha OUADAH, Mme Micheline PARIS, M. Thierry PLOUVIER, M. Alexandre RASSAËRT, Mme Martine SAINT-LAURENT, Mme Marie TAMARELLE-VERHAEGHE.

15 abstentions :

Mme Laurence CLÉRET, M. Jean-Jacques COQUELET, M. Francis COUREL, Mme Maryannick DESHAYES, M. Jean-Rémi ERMONT, M. Jean-Pierre FLAMBARD, Mme Marie-Claire HAKI, Mme Gaby LEFEBVRE, Mme Janick LÉGER, M. Gaëtan LEVITRE, M. Serge MASSON, Mme Catherine MEULIEN, Mme Andrée OGER, M. Bruno QUESTEL, M. Alfred RECOURS.

1 n'a pas pris part au vote :

M. Sébastien LECORNU.

## **ANNEXE 6**

**Délibération du Conseil départemental en date de mars 2017  
relative à l'approbation du Budget Primitif 2017**

**Conseil départemental  
de l'Eure**

**Extrait du procès-verbal  
des délibérations**

**Rapport N° 2017-S03-1-2**

**Réunion du 13 mars 2017**

**Objet** : Budget primitif 2017 du budget principal

**Commission** : 1ère Commission (finances, moyens généraux et SDIS)

**Direction** : Direction des finances, du conseil en gestion et de la performance

**Résumé** : Le présent rapport a pour objet de vous présenter le projet de budget 2017 du budget principal. Le budget 2017 est équilibré en dépenses et recettes à 717 M€, dont 510,6 M€ en fonctionnement et 206,4 M€ en investissement incluant les mouvements d'ordre (94,31M€ d'investissements directs hors remboursement de la dette).

Après en avoir délibéré, le Conseil départemental,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

**Décide**

**à la majorité des suffrages exprimés**

**des membres présents ou représentés**

- d'adopter le présent rapport de Monsieur le Président du Conseil départemental de l'Eure relatif au : "Budget primitifs 2017 du budget principal" ;
- d'approuver le budget primitif 2017, en mouvements réels, en mouvements d'ordres et neutres, de la manière suivante et tel qu'il résulte des maquettes budgétaires figurant en annexe 1 :

#### **EQUILIBRE GENERAL DU BUDGET**

|                             | OBJET                       | BP 2017               |
|-----------------------------|-----------------------------|-----------------------|
| DEPENSES                    | <b>FONCTIONNEMENT</b>       | <b>510 561 453</b>    |
|                             | opérations réelles          | 443 151 381           |
|                             | opérations d'ordre          | 67 410 072            |
|                             | <b>INVESTISSEMENT</b>       | <b>206 404 922</b>    |
|                             | opérations réelles          | 114 061 227           |
|                             | Mouvements neutres (mixtes) | 40 000 000            |
|                             | opérations d'ordre          | 52 343 696            |
|                             | <b>TOTAL DEPENSES</b>       | <b>716 966 375</b>    |
|                             | opérations réelles          | 557 212 608           |
|                             | Mouvements neutres (mixtes) | 40 000 000            |
|                             | opérations d'ordre          | 119 753 767           |
|                             | RECETTES                    | <b>FONCTIONNEMENT</b> |
| opérations réelles          |                             | 468 567 757           |
| opérations d'ordre          |                             | 41 993 696            |
| <b>INVESTISSEMENT</b>       |                             | <b>206 404 922</b>    |
| opérations réelles          |                             | 88 644 851            |
| Mouvements neutres (mixtes) |                             | 40 000 000            |
| opérations d'ordre          |                             | 77 760 072            |
| <b>TOTAL RECETTES</b>       |                             | <b>716 966 375</b>    |
| opérations réelles          |                             | 557 212 608           |
| Mouvements neutres (mixtes) |                             | 40 000 000            |
| opérations d'ordre          |                             | 119 753 767           |

Pour extrait conforme

Le Président du Conseil départemental



Sébastien LECORNU

Le Président du Conseil départemental certifie que la présente décision est exécutoire en application de l'article L.3131-1 du code général des collectivités territoriales.

Date de réception par le représentant de l'Etat : 16/03/2017

A/R de la télétransmission : 027-222702292-20170313-70602-DE-1-1

  
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Date d'affichage : 16/03/2017

#### Détail du vote

32 pour :

Mme Stéphanie AUGER, M. Jean-Hugues BONAMY, Mme Colette BONNARD, M. Ludovic BOURRELLIER, Mme Cécile CARON, M. Gérard CHÉRON, Mme Françoise COLLEMARE, Mme Jocelyne DE TOMASI, Mme Catherine DELALANDE, M. Frédéric DUCHÉ, M. Jean-Pierre FLAMBARD, Mme Perrine FORZY, M. Michel FRANCOIS, M. Benoît GATINET, M. Xavier HUBERT, Mme Marie-Christine JOIN-LAMBERT, M. Daniel JUBERT, Mme Clarisse JUIN, Mme Chantale LE GALL, M. Jean-Pierre LE ROUX, M. Sébastien LECORNU, Mme Gaby LEFEBVRE, M. Jean-Paul LEGENDRE, M. Pascal LEHONGRE, M. Ollivier LEPINTEUR, Mme Diane LESEIGNEUR, Mme Hafidha OUADAH, Mme Micheline PARIS, M. Thierry PLOUVIER, M. Alexandre RASSAËRT, Mme Martine SAINT-LAURENT, Mme Marie TAMARELLE-VERHAEGHE.

4 contre :

Mme Maryannick DESHAYES, M. Gaëtan LEVITRE, M. Serge MASSON, Mme Andrée OGER.

9 abstentions :

Mme Valérie BRANLOT, Mme Laurence CLÉRET, M. Jean-Jacques COQUELET, M. Francis COUREL, M. Jean-Rémi ERMONT, Mme Marie-Claire HAKI, Mme Janick LÉGER, Mme Catherine MEULIEN, M. Alfred RECOURS.

**ANNEXE 7**  
**Synthèse du Compte administratif 2015**

## I. Le résultat de l'exercice 2015

L'exercice 2015 présente les équilibres suivants :

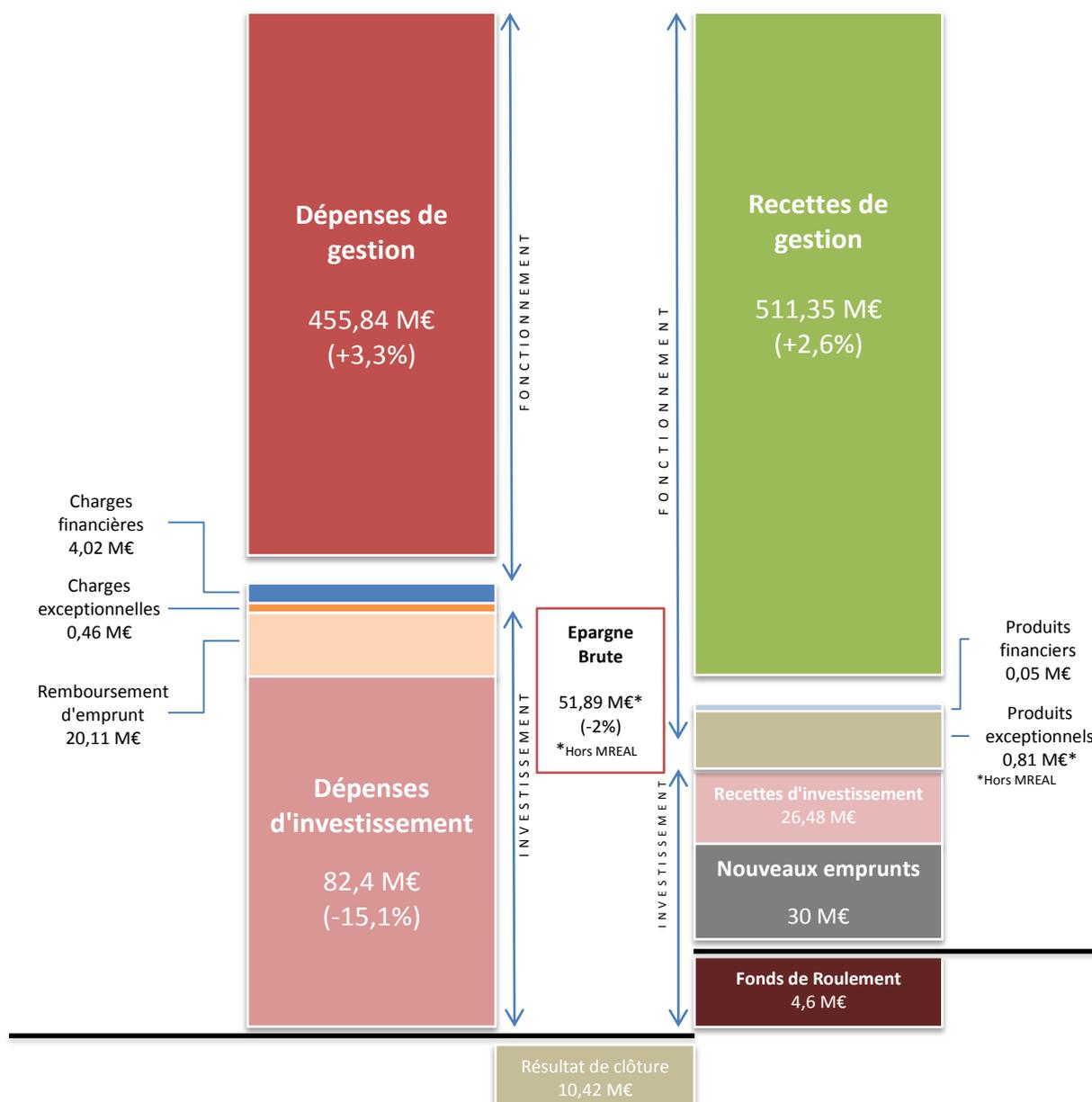
1. **Les dépenses totales** de l'exercice 2015 s'élèvent à 647,36 M€ dont 513,35 M€ pour le fonctionnement et 134 M€ pour l'investissement. Les dépenses de fonctionnement se décomposent en 460,32 M€ de dépenses réelles et 53,03 M€ de dépenses d'ordre. Les dépenses d'investissement sont constituées par 108,71 M€ d'opérations réelles, 10,54 M€ de reprise du déficit antérieur N-1 et 14,75 M€ d'opérations d'ordre.
2. **Les recettes totales** s'élèvent à 657,77 M€ dont 533,44 M€ de recettes de fonctionnement et 124,33 M€ de recettes d'investissement. Les recettes de fonctionnement se décomposent en 516,67 M€ de recettes réelles, 4,36 M€ de reprise de l'excédent N-1 et 12,42 M€ de recettes d'ordre. Les recettes d'investissement se répartissent en 58,22 M€ de recettes réelles, 55,37 M€ de recettes d'ordre et 10,74 M€ d'excédent d'investissement capitalisé (1068).
3. **Le résultat de l'exercice** est donc en excédent de 16,6 M€ se décomposant en un excédent d'investissement de 0,87 M€ et un excédent de fonctionnement de 15,73 M€
4. **Le résultat global cumulé de l'exercice**, après la prise en compte des résultats antérieurs et du solde des restes à réaliser, est en excédent de 10,42 M€.

L'excédent disponible sera réintégré lors du BS 2016 en fonction de l'affectation des résultats décidée préalablement par l'assemblée délibérante. L'ensemble des résultats est récapitulé dans le tableau qui suit.

### RESULTAT DU CA 2015 - BUDGET PRINCIPAL

| OBJET                                   | INVESTISSEMENT<br>2015 | FONCTIONNEMENT<br>2015 | TOTAUX<br>2015       |
|---|------------------------|------------------------|----------------------|
| A) RECETTES                             | 124 331 226,04         | 529 082 777,38         | 653 414 003,42       |
| Recettes réelles                        | 58 221 417,92          | 516 666 582,47         | 574 888 000,39       |
| <b>Recettes d'ordre</b>                 | <b>55 369 720,81</b>   | <b>12 416 194,91</b>   | <b>67 785 915,72</b> |
| <b>Affectation (1068)</b>               | <b>10 740 087,31</b>   |                        | <b>10 740 087,31</b> |
| B) DEPENSES                             | 123 465 184,16         | 513 350 698,96         | 636 815 883,12       |
| Dépenses réelles                        | 108 711 087,96         | 460 318 879,44         | 569 029 967,40       |
| <b>Dépenses d'ordre</b>                 | <b>14 754 096,20</b>   | <b>53 031 819,52</b>   | <b>67 785 915,72</b> |
| C) RESULTAT DE L'EXERCICE (A-B)         | 866 041,88             | 15 732 078,42          | 16 598 120,30        |
| D) RESULTATS ANTERIEURS                 | 10 540 704,31          | 4 359 145,87           | -6 181 558,44        |
| <b>Dépenses d'investissement (001)</b>  | <b>10 540 704,31</b>   |                        |                      |
| <b>Recettes de fonctionnement (002)</b> |                        | <b>4 359 145,87</b>    |                      |
| E) RESULTAT DE CLOTURE (C+D)            | -9 674 662,43          | 20 091 224,29          | 10 416 561,86        |
| F) SOLDE DES RESTES A REALISER          | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                 |
| <b>Dépenses</b>                         | <b>0,00</b>            |                        | <b>0,00</b>          |
| <b>Recettes</b>                         | <b>0,00</b>            |                        | <b>0,00</b>          |
| G) RESULTAT CUMULE (E+F)                | -9 674 662,43          | 20 091 224,29          | 10 416 561,86        |

## II. L'équilibre général du budget



Cette présentation synthétique du budget principal du département de l'Eure permet d'avoir une vision générale des résultats de l'année 2015 et des montants consacrés à chaque grande catégorie de dépenses (dépenses et recettes de gestion, dépenses et recettes financières et exceptionnelles, dépenses et recettes d'investissement...) à l'exclusion des opérations d'ordre.

Cette présentation permet également de visualiser rapidement la capacité d'autofinancement (épargne brute) dégagée par notre collectivité par la section de fonctionnement, le montant du recours à l'emprunt et, par différence, l'endettement (emprunt > remboursement d'emprunt) ou le désendettement (emprunt < remboursement d'emprunt) du département.

Le montant de l'épargne brute dégagée pour le financement de l'investissement est de 51,9 M€ (53 M€ en 2014). Le recours aux nouveaux emprunts a été de 30 M€ en 2015 (37 M€ en 2014) pour un remboursement en capital de la dette de 20,1 M€, soit un endettement de la

collectivité de 9,9 M€. Le fonds de roulement participe au résultat 2015 à hauteur de 4,6 M€ et permet de dégager un excédent de clôture de 10,42 M€ (hors reports).

### III. Les soldes intermédiaires de gestion et les ratios d'analyse

#### 1. Les soldes intermédiaires de gestion

Le tableau ci-après détaille le calcul des soldes intermédiaires de gestion du département. Ces soldes (épargne de gestion, épargne brute ou capacité d'autofinancement, épargne nette) témoignent de l'évolution de la situation financière du département.

#### *Repères méthodologiques*

A partir de cette section, les principaux résultats et soldes intermédiaires de gestion sont présentés en retraitant les chiffres de l'opération MREAL. Ces opérations, par leur caractère totalement exceptionnel, doivent être neutralisées pour permettre des comparaisons à périmètre constant.

La dépense liée à l'opération MREAL recouvre 3 composantes principales : une dépense exceptionnelle en section de fonctionnement pour le remboursement notamment de la taxe foncière (1 M€ en 2014 uniquement), une dépense d'investissement pour le rachat à l'EPFN des terrains restants (4,68 M€) et une recette de fonctionnement pour la revente des terrains à Double A et au Grand Port Maritime de Rouen (4,45 M€).

La dépense de fonctionnement, initialement inscrite en dépenses courantes, a été retraitée en charges exceptionnelles. La recette de fonctionnement pour la revente à Double A et au Grand Port Maritime de Rouen a été transférée en section d'investissement pour que les opérations comptables liées à la vente et à l'achat soit dans les mêmes sections et ainsi éviter des distorsions dans les soldes intermédiaires de gestion du département entre 2014 et 2015. Il s'agit d'un retraitement classique d'analyse financière.

| OBJET   | 2014               | 2015               | Ev°<br>2015/2014 |
|---|--------------------|--------------------|------------------|
| Recettes courantes de fonctionnement                | 498 639 082        | <b>511 354 885</b> | 2,6%             |
| Dépenses courantes de fonctionnement                | 441 075 366        | <b>455 837 286</b> | 3,3%             |
| <b>Epargne de gestion</b>                           | <b>57 563 716</b>  | <b>55 517 599</b>  | <b>-3,6%</b>     |
| Produits financiers                                 | 54 625             | <b>46 067</b>      | -15,7%           |
| Frais financiers                                    | 4 179 905          | <b>4 017 019</b>   | -3,9%            |
| <i>Solde financier</i>                              | - 4 125 280        | - <b>3 970 953</b> | -3,7%            |
| Produits exceptionnels (hors MREAL)                 | 952 883            | <b>811 631</b>     | -14,8%           |
| Charges exceptionnelles                             | 394 545            | <b>464 575</b>     | 17,7%            |
| <i>Charges exceptionnelles retraitées* (MREAL)</i>  | <i>1 036 845</i>   | <i>-</i>           | <i>-100,0%</i>   |
| <i>Solde exceptionnel</i>                           | - 478 507          | <b>347 056</b>     | -172,5%          |
| <b>TOTAL DES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b> | <b>499 646 590</b> | <b>512 212 582</b> | <b>2,5%</b>      |
| <b>TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b> | <b>446 686 661</b> | <b>460 318 879</b> | <b>3,1%</b>      |
| <b>Epargne brute (Capacité d'Autofinancement)</b>   | <b>52 959 929</b>  | <b>51 893 703</b>  | <b>-2,0%</b>     |
| Remboursement en capital de la dette                | 21 391 250         | <b>20 113 810</b>  | -6,0%            |
| <b>Epargne nette</b>                                | <b>31 568 679</b>  | <b>31 779 893</b>  | <b>0,7%</b>      |

**L'épargne de gestion** est la différence entre les recettes courantes de fonctionnement et les dépenses courantes de fonctionnement. Ce SIG tient compte des dépenses récurrentes de la collectivité pour assurer son fonctionnement quotidien. Il ne tient pas compte de la politique d'investissement puisqu'il est calculé avant la prise en compte des frais financiers et des produits financiers. Il neutralise également les dépenses et recettes exceptionnelles. L'épargne de gestion s'établit en 2015 à 55,5 M€ en diminution de 3,6% par rapport à 2014 (57,6 M€). En 2014, la baisse de l'épargne de gestion était plus accentuée (- 14,3%). Cette moindre dégradation de notre épargne de gestion en 2015 est liée à une excellente tenue de nos rentrées fiscales (TFPB, CVAE, DMTO...) conjuguée à une forte maîtrise de nos dépenses de gestion (charges à caractère général, charges de personnel). Cette évolution est d'autant plus remarquable que les dépenses sociales ont continué à croître fortement (+4,4%) et que les dotations de l'Etat ont diminué de près de 10 M€ en 2015.

**L'épargne brute** est obtenue après la prise en compte du solde des opérations financières et du solde des opérations exceptionnelles. Ce solde d'épargne peut être également dégagé par le solde des dépenses et recettes réelles de fonctionnement. Les frais financiers au compte administratif 2015, avec 4 M€, sont en baisse par rapport à 2014 de 3,9%. Cette baisse est obtenue malgré un recours à l'emprunt plus important sur les deux dernières années. Ce résultat est en réalité l'effet direct d'un niveau des taux d'intérêt au plus bas historique (cf. rapport sur la dette). Le solde des opérations exceptionnelles, intégrant la partie des charges retraitées, passe quant à lui de -0,48 M€ à +0,35 M€ sous l'effet de la forte baisse des charges exceptionnelles retraitées. **L'épargne brute**, sous l'effet d'une augmentation des recettes réelles de fonctionnement de 2,5% et d'une hausse des dépenses réelles de fonctionnement de 3,1%, est en diminution de 2% et se situe au 31 décembre 2015 à 51,9 M€ contre 53 M€ en 2014. Ainsi, l'excellente tenue de l'épargne de gestion est renforcée pour l'épargne brute sous l'effet d'un résultat financier et exceptionnel de meilleur niveau que 2014.

**L'épargne nette** obtenue après déduction du remboursement de l'annuité de la dette en capital s'élève à 31,8 M€ contre 31,6 M€ en 2014. Elle est en hausse de 0,7%. Cette augmentation est le résultat d'une baisse du remboursement en capital de la dette en 2015 par rapport à 2014 (-6%), baisse liée au profil d'extinction de notre dette (cf. rapport sur la dette).

L'évolution des ratios d'épargne montre un ralentissement en 2015 de l'effet de ciseau subi par le département malgré des dépenses sociales très dynamiques (+11,4 M€). Des efforts de gestion conséquents ont été menés pour permettre une réelle maîtrise des charges générales et des charges de personnel et limiter ainsi l'effet de ciseau.

Le détail des évolutions de chacun des postes de dépenses et recettes, section par section, fait l'objet d'une analyse dans les deux chapitres suivants. Cette analyse permet de comprendre les composantes de l'effet ciseau.

## 2. Les ratios d'analyse financière

Le tableau ci-dessous donne un aperçu des principaux ratios d'analyse financière. Nous pouvons nous concentrer sur l'évolution de 2 de ces ratios qui constituent les ratios de pilotage des finances du département, à savoir le taux d'épargne brute et la capacité de désendettement.

| RATIOS D'ENDETTEMENT   | 2014        | 2015               | Ev°<br>2015/2014 |
|--|-------------|--------------------|------------------|
| Endettement au 1er Janvier                                       | 233 193 276 | <b>248 802 026</b> | 6,7%             |
| Endettement au 31 décembre                                       | 248 802 026 | <b>258 688 216</b> | 4,0%             |
| Variation de l'encours de dette                                  | 15 608 750  | <b>9 886 190</b>   | -36,7%           |
| Endettement/Recettes réelles de fonctionnement                   | 49,8%       | <b>50,5%</b>       | 1,4%             |
| Capacité de désendettement (en années)                           | 4,70        | <b>4,98</b>        | 6,1%             |
| Annuité/Recettes réelles de fonctionnement                       | 5,1%        | <b>4,7%</b>        | -7,9%            |
| Taux d'intérêt moyen   | 1,69%       | <b>1,58%</b>       | -6,5%            |
| AUTRES RATIOS  | 2014        | 2015               | Ev°<br>2015/2014 |
| Taux d'épargne brute (Epargne brute/RRF)                         | 10,6%       | <b>10,1%</b>       | -4,4%            |
| Rigidité des charges de structures<br>(Charges de personnel/RRF) | 14,3%       | <b>14,2%</b>       | -0,8%            |

**Le taux d'épargne brute** calcule le pourcentage de recettes réelles de fonctionnement qui est dégagé (après paiement des charges de fonctionnement) pour permettre le financement de nos investissements. Il passe de 10,6% en 2014 à 10,1% en 2015 (-4,4%). La baisse de ce ratio est fortement limitée en 2015 comparée à 2014. Les raisons sont identiques à celles évoquées pour l'épargne brute. Ce ratio se maintient au-dessus des 10% ce qui reste un bon niveau relativement aux autres départements. Sa comparaison définitive avec les autres départements ne pourra cependant pas se faire avant septembre 2015, date de publication des chiffres des autres départements.

**La capacité de désendettement** est un ratio calculant le temps nécessaire pour rembourser intégralement la dette si nous devions y affecter l'ensemble de notre épargne brute. L'évolution de ce ratio est extrêmement sensible à l'évolution de notre épargne brute et dans une moindre mesure à notre politique d'endettement. Il passe de 4,69 années à 4,98 ans. La dégradation de ce ratio est extrêmement modérée. C'est à la fois dû à une bonne tenue de notre épargne brute et à un stock de dette en légère augmentation. Ce ratio reste inférieur en 2015 à la contrainte de gestion fixée par l'exécutif (10 ans).

**La rigidité des charges de structure** évalue le poids des charges de personnel sur les recettes réelles de fonctionnement. Le niveau de ce ratio est quasi stable entre 2014 et 2015. Il passe de 14,3% à 14,2%.

#### IV. Le fonctionnement

##### 1. Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses courantes de fonctionnement de l'exercice 2015 s'élèvent à 455,8 M€ contre 441,1 M€ en 2014, représentant une augmentation de 3,3%. Elles se composent des **charges à caractère général** pour 26,5 M€, des **charges de personnel** pour 92,6 M€, des **atténuations de produits** pour 4,9 M€, des **dépenses sociales** liées à l'APA (35,9 M€) et au RSA (81,5 M€) et des **autres charges de gestion courante** pour 214,3 M€ constituées principalement de participations, subventions et de dépenses liées à l'action sociale (hébergement, allocations...).

Les **dépenses réelles de fonctionnement** sont constituées par les dépenses courantes de fonctionnement énoncées ci-avant auxquelles on ajoute les **intérêts des emprunts** (4 M€) et les **charges exceptionnelles**, y compris retraitées (0,46 M€).

| OBJET   | 2014               | 2015               | Ev°<br>2015/2014 |
|---|--------------------|--------------------|------------------|
| <b>Charges à caractère général*</b>                 | 28 751 887         | <b>26 556 537</b>  | -7,6%            |
| <b>Charges de personnel (CG)</b>                    | 71 298 045         | <b>72 492 090</b>  | 1,7%             |
| <b>Charges de personnel (ASSFAM)</b>                | 19 183 109         | <b>20 169 409</b>  | 5,1%             |
| <b>Atténuations des produits</b>                    | 4 543 278          | <b>4 906 494</b>   | 8,0%             |
| <b>APA</b>  | 35 377 804         | <b>35 926 145</b>  | 1,5%             |
| <b>RSA</b>  | 75 596 392         | <b>81 530 032</b>  | 7,8%             |
| <b>Autres charges de gestion courante*</b>          | 206 324 850        | <b>214 256 578</b> | 3,8%             |
| <b>Dépenses courantes de fonctionnement</b>         | <b>441 075 366</b> | <b>455 837 286</b> | <b>3,3%</b>      |
| <b>Frais financiers</b>                             | 4 179 905          | <b>4 017 019</b>   | -3,9%            |
| <b>Charges exceptionnelles</b>                      | 394 545            | <b>464 575</b>     | 17,7%            |
| <i>Charges exceptionnelles retraitées* (MREAL)</i>  | <i>1 036 845</i>   | <i>-</i>           | <i>-100,0%</i>   |
| <b>TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b> | <b>446 686 661</b> | <b>460 318 879</b> | <b>3,1%</b>      |

\* postes budgétaires ayant fait l'objet de retraitements en charges exceptionnelles

Les tableaux des sections suivantes détaillent les évolutions des principaux postes de dépenses de fonctionnement et permettent de témoigner de l'évolution des agrégats financiers du département.

##### 1.1. Les charges à caractère général

| OBJET                               | 2014       | 2015              | Ev°<br>2015/2014 |
|-------------------------------------|------------|-------------------|------------------|
| <b>Charges à caractère général*</b> | 28 751 887 | <b>26 556 537</b> | -7,6%            |

Les **charges à caractère général** représentent les dépenses récurrentes liées au fonctionnement quotidien du département. Ces dépenses représentent 5,8% des charges de fonctionnement.

Elles s'établissent en 2015 à 26,5 M€ contre 28,8 M€ en 2014, soit une diminution de 7,6%. La diminution des charges à caractère général est conforme à l'exigence de maîtrise des dépenses de fonctionnement telle qu'elle avait été annoncée en débat d'orientation budgétaire. Elle est le signe de l'engagement du nouvel exécutif d'agir rapidement pour limiter les effets de la baisse des dotations de l'Etat sur les finances du département. Cette chute s'explique principalement par la baisse des postes liés aux énergies (-15,5%), aux prestations d'entretien et de réparation qui passent de 8,3 M€ à 7,9 M€, soit -4,3% et à la communication (-38,6%). Le poste transport au chapitre 011 enregistre les dépenses liées au frais de transport remboursés aux assistants familiaux dans le cadre de l'Aide Sociale à l'Enfance ainsi que les dépenses sur les lignes de transports scolaire gérées dans le cadre d'une délégation de service public. Il baisse de 19,2% en 2015. Cette baisse est liée au transport sur lignes régulières de transports scolaires (-0,22 M€) et à un moindre remboursement des assistants familiaux (-0,26 M€).

## 1.2. les atténuations de produits

| OBJET  | 2014      | 2015             | Ev°<br>2015/2014 |
|--|-----------|------------------|------------------|
| <b>Atténuations des produits, dont</b>       | 4 543 278 | <b>4 906 494</b> | 8,0%             |
| Reversement de fiscalité Fonds de Solidarité | 3 716 756 | <b>3 696 494</b> | -0,5%            |
| Autres - Reversement CAUE                    | 826 522   | <b>1 210 000</b> | 46,4%            |

### *Repères méthodologiques*

L'article 78 de la loi de finances pour 2014 (article L.3335-3 du CGCT) a créé un **Fonds de Solidarité** pour les départements, alimenté par un prélèvement de 0,35 % sur les bases des droits de mutation à titre onéreux (DMTO). Ce fonds a été institué afin de réduire les inégalités relatives aux restes à charges en matière d'allocations individuelles de solidarité (AIS) que sont l'allocation personnalisée d'autonomie (APA), la prestation de compensation du handicap (PCH) et le revenu de solidarité active (RSA). Les restes à charges correspondent aux dépenses effectivement supportées par les départements après déduction des dotations de compensations.

**La contribution** des départements est égale à 0,35% du montant des DMTO de « droit commun », écartée à 12% du produit de leurs DMTO. C'est cette somme qui est enregistrée comptablement en « atténuations de produits ».

**Le reversement** est réparti en 2 parts. La première part (30% de l'enveloppe totale) répartit les montants en fonction du reste à charge net de chaque département. Pour être éligible à cette première part, les départements doivent avoir un potentiel fiscal par habitant inférieur à la moyenne ou un revenu par habitant inférieur à 1,2 fois la moyenne. La seconde part répartit le reste de la somme entre les 50 départements dont le reste à charge est le plus important. La répartition se fait en fonction de l'écart relatif à la médiane. Ces 2 reversements sont inscrits comptablement en recettes de fonctionnement.

**Les atténuations de produits** enregistrent les reversements conventionnels de fiscalité, à savoir pour le département la taxe d'aménagement (ex TDCAUE) et, depuis 2014, la contribution du département dans le cadre du fonds de solidarité mis en place avec le relèvement du taux plafond des DMTO. En 2015, le reversement lié à la taxe d'aménagement représentent 1,21 M€ contre 0,83 M€ en 2014. Cette évolution est lié à la volonté de rattraper les effets de la difficile mise en place de la taxe d'aménagement par les services de l'Etat en 2012 et 2013 et qui avait généré une perte de ressources pour le CAUE.

Le reversement lié au fonds de solidarité est de 3,7 M€. Il est d'un montant stable par rapport à 2014.

### 1.3. Les charges de personnel

| OBJET  | 2014       | 2015              | Ev°<br>2015/2014 |
|--|------------|-------------------|------------------|
| <b>Charges de personnel et frais assimilés</b>       | 90 481 155 | <b>92 661 499</b> | 2,4%             |
| <b>Charges de personnels (Personnels CD)</b>         | 68 901 847 | <b>69 845 906</b> | 1,37%            |
| <b>Emplois d'avenir</b>                              | 1 463 950  | <b>1 592 044</b>  | 8,75%            |
| <b>Charges de personnels (Personnels CD 27)</b>      | 70 365 797 | <b>71 437 950</b> | 1,5%             |
| <b>Autres dépenses de personnel (action sociale)</b> | 932 248    | <b>1 054 141</b>  | 13,08%           |
| <b>Charges de personnels (Assistants Familiaux)</b>  | 19 183 109 | <b>20 169 409</b> | 5,14%            |

**Les charges de personnel** progressent de 2,4%, avec une hausse de 5,1% pour la masse salariale des assistants familiaux et de 1,5% pour le reste du personnel. Le montant de la masse salariale est de 92,7 M€ en 2015 contre 90,5 M€ l'an dernier. Ces dépenses comprennent à la fois les rémunérations des agents et les charges sociales y afférentes. La forte hausse de la rémunération des assistants familiaux fait suite à la revalorisation du SMIC au 1<sup>er</sup> janvier 2015 (+0,8%) ainsi qu'à la progression continue du nombre d'enfants placés (1 065 en moyenne en 2014 et 1 222 en 2015).

Pour le reste du personnel, la hausse de 1,5% est liée au recrutement d'emplois d'avenir (1,6 M€ avec les charges financées par l'Etat à hauteur de 1,1 M€). Hors emplois d'avenir, la hausse du personnel CD27 est limitée à 1,37%. Cette progression s'explique principalement par la revalorisation indiciaire de la catégorie C (+0,36 M€) et par le GVT (+0,4 M€).

#### 1.4. Les dépenses sociales d'APA et de RSA

| OBJET      | 2014       | 2015              | Ev°<br>2015/2014 |
|------------|------------|-------------------|------------------|
| <b>APA</b> | 35 377 804 | <b>35 926 145</b> | 1,5%             |
| <b>RSA</b> | 75 596 392 | <b>81 530 032</b> | 7,8%             |

L'APA et le RSA progressent respectivement de 1,5% à 35,9 M€ et de 7,8% à 81,5 M€.

Les dépenses d'APA à domicile (21,8 M€) progresse de 1,3% en 2015 et les dépenses d'APA en établissement de près de 2% (14,2 M€). Cette hausse limitée comparée aux années précédentes est le résultat d'une maîtrise de l'évolution du tarif horaire d'intervention (0,67%) et d'une évolution ralentie (0,8%) du nombre de bénéficiaires de l'APA (8 703 en moyenne sur 2015).

L'augmentation du RSA provient de plusieurs facteurs : une revalorisation de l'allocation forfaitaire, une progression du nombre d'allocataires causée par la dégradation du marché du travail. En 2015, le montant de l'allocation forfaitaire a été revalorisé à deux reprises. Une première revalorisation de 0,9% s'est faite au 1<sup>er</sup> janvier 2015 et une seconde de 2% au 1<sup>er</sup> septembre 2015. Le second facteur explicatif est la dégradation continue du marché du travail. Le nombre de bénéficiaire de l'allocation (13 112) a ainsi évolué de +1,9% engendrant une forte dynamique sur ce poste budgétaire.

#### 1.5. Les autres charges de gestion courante

| OBJET   | 2014        | 2015               | Ev°<br>2015/2014 |
|---|-------------|--------------------|------------------|
| <b>Autres charges de gestion courante*</b>        | 206 324 850 | <b>214 256 578</b> | 3,8%             |
| <i>Action sociale (hors APA et RSA)</i>           | 120 374 824 | <b>126 131 572</b> | 4,8%             |
| <i>Bourses scolaires et secours exceptionnels</i> | 1 886 310   | <b>1 631 945</b>   | -13,5%           |
| <i>Dotations collèges</i>                         | 8 811 668   | <b>8 626 361</b>   | -2,1%            |
| <i>SDIS</i>                                       | 22 305 490  | <b>23 176 378</b>  | 3,9%             |
| <i>Transport scolaire</i>                         | 32 819 127  | <b>35 268 809</b>  | 7,5%             |
| <i>Haut débit*</i>                                | 1 065 357   | <b>854 190</b>     | -19,8%           |
| <i>Subventions</i>                                | 12 837 204  | <b>12 777 098</b>  | -0,5%            |
| <i>Divers</i>                                     | 6 224 869   | <b>5 790 226</b>   | -7,0%            |

Les autres charges de gestion courante sont en hausse de 3,8 % et s'établissent à 214,3 M€. Ce poste budgétaire enregistre notamment les participations au service départemental d'incendie et de secours (23,2 M€, +3,9%) ainsi qu'aux différents budgets annexes dont le réseau haut débit (0,9 M€) et les transports (35,3 M€), les dotations versées aux collèges (8,6 M€) et surtout les dépenses d'action sociale (126,1 M€). Parmi les dépenses à caractère social, on retrouve principalement les dépenses liées aux frais d'hébergement qui augmentent de 5,6%, passant de 84 M€ à 88,7 M€. La PCH-ACTP évolue de +7,7% (15,6 M€ contre 14,5 M€ en 2014).

## 1.6. Les charges financières et exceptionnelles

| OBJET  | 2014             | 2015             | Ev°<br>2015/2014 |
|--|------------------|------------------|------------------|
| <b>Frais financiers</b>                                      | 4 179 905        | <b>4 017 019</b> | -3,9%            |
| <b>Charges exceptionnelles</b>                               | 394 545          | <b>464 575</b>   | 17,7%            |
| <i>Charges exceptionnelles retraitées* (Ht Débit, MREAL)</i> | <i>1 036 845</i> | <i>-</i>         | <i>-100,0%</i>   |

Les **charges financières** diminuent de 3,9% en 2015, s'expliquant par le niveau historiquement bas (même négatif pour le très court terme) des taux d'intérêts. Ce résultat est obtenu malgré les nouveaux emprunts contractés en 2014 (37 M€) et commençant à porter intérêts en 2015. Le rapport spécifique sur la dette vous propose une analyse détaillée des évolutions de notre dette et des opérations de gestion effectuées en 2015.

Les **charges exceptionnelles** passent de 0,4 M€ en 2014 à 0,5 M€ en 2015. Ces dépenses sont par nature erratiques dans la mesure où elles enregistrent les opérations qui n'ont aucune vocation à se répéter.

Les **charges exceptionnelles retraitées** concernent l'opération MREAL uniquement sur l'année 2014. Cette opération, par son caractère totalement exceptionnel, a été neutralisée pour permettre des comparaisons à périmètre constant.

La dépense liée à l'opération MREAL recouvrait notamment une dépense pour le remboursement de la taxe foncière (0,7 M€ en 2014).

## 2. Les recettes de fonctionnement

Les recettes réelles de fonctionnement de l'exercice 2015 s'élèvent à 512,2 M€ contre 499,6 M€ l'an dernier, représentant une augmentation de 2,5 %.

Certaines recettes ont connu une excellente dynamique en 2015 : les impôts directs locaux progressent de 4,1%, le poste "fiscalité immobilière et autre fiscalité" augmente de 17,6%. La dynamique des recettes de fonctionnement est par ailleurs entretenue par la progression des différents fonds de péréquation (+6,2%).

A l'inverse, les dotations de l'Etat diminuent très fortement (-7,7%) conformément à la décision du gouvernement de ponctionner les recettes des collectivités territoriales. La fiscalité transférée, qui finance les anciens transferts de charge de l'Etat vers les départements, est en quasi-stagnation (+1,1%). Les autres postes de recettes ont des évolutions contrastées.

| OBJET  | 2014               | 2015               | Ev°<br>2015/2014 |
|--|--------------------|--------------------|------------------|
| <b>Recettes courantes de fonctionnement</b>                      | <b>498 639 082</b> | <b>511 354 885</b> | <b>2,6%</b>      |
| <b>TFPB</b>  | <b>102 388 789</b> | <b>104 791 277</b> | <b>2,3%</b>      |
| <b>CVAE</b>  | <b>57 559 967</b>  | <b>61 896 327</b>  | <b>7,5%</b>      |
| <b>IFER</b>  | <b>632 651</b>     | <b>672 041</b>     | <b>6,2%</b>      |
| <b>FNGIR</b>   | <b>5 969 821</b>   | <b>5 969 821</b>   | <b>0,0%</b>      |
| <i>Ss-total fiscalité directe</i>                                | <i>166 551 228</i> | <i>173 329 466</i> | <i>4,1%</i>      |
| <b>TSCA</b>  | <b>51 560 290</b>  | <b>52 494 788</b>  | <b>1,8%</b>      |
| <b>TIPP</b>  | <b>42 242 387</b>  | <b>42 317 029</b>  | <b>0,2%</b>      |
| <i>Ss-total fiscalité transférée</i>                             | <i>93 802 677</i>  | <i>94 811 817</i>  | <i>1,1%</i>      |
| <b>Taxe d'Aménagement (ex TDCAUE/TDENS)</b>                      | <b>3 443 934</b>   | <b>6 368 830</b>   | <b>84,9%</b>     |
| <b>Taxe d'électricité</b>  | <b>6 930 338</b>   | <b>6 721 777</b>   | <b>-3,0%</b>     |
| <b>DMTO</b>  | <b>47 944 237</b>  | <b>55 475 261</b>  | <b>15,7%</b>     |
| <i>Ss-total fiscalité immobilière et autre fiscalité</i>         | <i>58 318 510</i>  | <i>68 565 868</i>  | <i>17,6%</i>     |
| <b>Péréquation DMTO</b>  | <b>2 973 857</b>   | <b>3 148 403</b>   | <b>5,9%</b>      |
| <b>Péréquation CVAE</b>  | -                  | -                  | #DIV/0!          |
| <b>Fonds de Compensation Péréqué AIS (Frais de gestion TFPB)</b> | <b>5 819 004</b>   | <b>6 192 076</b>   | <b>6,4%</b>      |
| <b>Fonds de solidarité départementale AIS</b>                    | <b>945 256</b>     | <b>998 607</b>     | <b>5,6%</b>      |
| <i>Ss-total péréquation</i>                                      | <i>9 738 117</i>   | <i>10 339 086</i>  | <i>6,2%</i>      |
| <b>Dotations de l'Etat (DGF, DGD)</b>                            | <b>109 222 685</b> | <b>100 866 724</b> | <b>-7,7%</b>     |
| <b>DCRTP</b>   | <b>7 697 762</b>   | <b>7 697 762</b>   | <b>0,0%</b>      |
| <b>Allocations compensatrices</b>                                | <b>6 419 183</b>   | <b>4 903 792</b>   | <b>-23,6%</b>    |
| <b>Dotations liées à l'action sociale (APA, PCH, MDPH, FMDI)</b> | <b>22 853 156</b>  | <b>24 281 313</b>  | <b>6,2%</b>      |
| <i>Ss-total dotations de l'Etat</i>                              | <i>146 192 786</i> | <i>137 749 591</i> | <i>-5,8%</i>     |
| <b>Autres participations et subventions</b>                      | <b>6 910 057</b>   | <b>6 630 710</b>   | <b>-4,0%</b>     |
| <b>Produits des services, du domaine et ventes</b>               | <b>1 630 207</b>   | <b>1 957 149</b>   | <b>20,1%</b>     |
| <b>Autres produits de gestion courante</b>                       | <b>15 002 513</b>  | <b>17 022 468</b>  | <b>13,5%</b>     |
| <b>Atténuations de charges</b>                                   | <b>492 987</b>     | <b>948 729</b>     | <b>92,4%</b>     |
| <b>Produits financiers</b>                                       | <b>54 625</b>      | <b>46 067</b>      | <b>-15,7%</b>    |
| <b>Produits exceptionnels (hors MREAL)</b>                       | <b>952 883</b>     | <b>811 631</b>     | <b>-14,8%</b>    |
| <b>TOTAL DES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>              | <b>499 646 590</b> | <b>512 212 582</b> | <b>2,5%</b>      |

Les tableaux des sections suivantes détaillent les évolutions des principaux postes de recettes de fonctionnement et permettent de témoigner de l'évolution des agrégats financiers du département.

## 2.1 La fiscalité

### 2.1.1 La fiscalité directe

| OBJET                    | 2014               | 2015               | Ev°<br>2015/2014 |
|--------------------------|--------------------|--------------------|------------------|
| TFPB                     | 102 388 789        | <b>104 791 277</b> | 2,3%             |
| CVAE                     | 57 559 967         | <b>61 896 327</b>  | 7,5%             |
| IFER                     | 632 651            | <b>672 041</b>     | 6,2%             |
| FNGIR                    | 5 969 821          | <b>5 969 821</b>   | 0,0%             |
| <b>FISCALITE DIRECTE</b> | <b>166 551 228</b> | <b>173 329 466</b> | <b>4,1%</b>      |

Les recettes liées à la fiscalité directe se sont élevées à 173,3 M€ en 2015 contre 166,6 M€ en 2014, soit une progression de 4,1%.

Le produit de la **Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties** progresse de 2,3% en 2015 et s'établit à 104,8 M€ (102,4 M€ en 2014). **Le taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties** est de nouveau resté inchangé en 2015 (soit 20,24%). L'augmentation de 2,3% du produit de la TFPB par rapport au réalisé 2014 (+2,4 M€) est le résultat de la progression physique des bases (+2%) et de la revalorisation forfaitaire décidée en Loi de Finances (+0,9%).

**La CVAE** encaissée pour un montant de 61,9 M€ est en progression de 7,5%. Cette taxe est plus dynamique qu'attendue étant donné le contexte économique national (taxe désormais indexée sur la valeur ajoutée produite par les entreprises du territoire eurois).

**Les IFR** évoluent de + 6,2% en 2015 (0,7 M€). Ce nouvel impôt, étant faible dans son montant, ne génère que très peu de nouvelles recettes.

**Le FNGIR** est le fonds de garantie individuelle de ressources mis en place suite à la réforme de la taxe professionnelle. Il est de 5,97 M€. Ce montant est figé, tout comme celui de la DCRTP.

### 2.1.2 La fiscalité transférée

#### *Repères méthodologiques*

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004, les départements bénéficient d'une fraction de la **taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP)** en compensation de la gestion des allocations RMI. Depuis 2006, elle se compose d'une part fixe et d'une part évolutive en fonction des quantités de supercarburant et de gazole consommées au niveau national en N-1.

La **taxe spéciale sur les conventions d'assurances (TSCA)** bénéficie aux départements pour une fraction de taux en vue de couvrir les charges transférées dans le cadre de la loi "libertés et responsabilités locales" du 13 août 2004. Elle est versée depuis 2005 au titre des transferts de charges (article 52 de la LFI de 2005) et au titre de la contribution au financement des SDIS (article 53 de la LFI de 2005). Par ailleurs, la loi de finances pour 2011 a instauré une part complémentaire de TSCA pour compenser les pertes fiscales liées à la réforme de la taxe professionnelle.

| OBJET                       | 2014              | 2015              | Ev°<br>2015/2014 |
|-----------------------------|-------------------|-------------------|------------------|
| TSCA                        | 51 560 290        | 52 494 788        | 1,8%             |
| TIPP                        | 42 242 387        | 42 317 029        | 0,2%             |
| <b>FISCALITE TRANSFEREE</b> | <b>93 802 677</b> | <b>94 811 817</b> | <b>1,1%</b>      |

La **TSCA** évolue de +1,8% en 2015 par rapport à 2014 et se situe à 52,5 M€ (51,5 M€ en 2014). Cette taxe touchée nationalement est reversée au département en fonction d'indices synthétiques calculés au niveau national et en fonction du droit à compensation de chaque département. Sa progression suit les évolutions des primes d'assurances au niveau national et est donc difficile à interpréter. Il faut noter un regain de dynamisme de cette taxe en 2015 par rapport aux années précédentes.

Le fonctionnement de la **TIPP** est identique à celui exposé pour la TSCA. Son produit national est basé sur les consommations de produits pétroliers. La TIPP touchée par le département augmente de 0,2% en 2015 et s'établit à 42,3 M€ (42,24 M€ en 2014). Cette évolution est le reflet d'une certaine atonie, voire d'un ralentissement de la consommation des produits pétroliers en France.

### 2.1.3 La fiscalité immobilière et autre fiscalité

| OBJET   | 2014              | 2015              | Ev°<br>2015/2014 |
|---|-------------------|-------------------|------------------|
| Taxe d'Aménagement (ex TDCAUE/TDENS)            | 3 443 934         | <b>6 368 830</b>  | 84,9%            |
| Taxe d'électricité                              | 6 930 338         | <b>6 721 777</b>  | -3,0%            |
| DMTO  | 47 944 237        | <b>55 475 261</b> | 15,7%            |
| <b>FISCALITE IMMOBILIERE ET AUTRE FISCALITE</b> | <b>58 318 510</b> | <b>68 565 868</b> | <b>17,6%</b>     |

La **taxe d'aménagement** est de 6,4 M€, en hausse de 85% par rapport à 2014. Elle résulte de la fusion de deux anciennes taxes : la taxe départementale sur les espaces naturels sensibles et la taxe CAUE (Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement de l'Eure). Une partie de la taxe d'aménagement est reversée au CAUE. La très forte progression de cette recette en 2015 est le résultat de difficultés de mise en place du recouvrement par les services fiscaux de l'Etat en 2013 et 2014 et d'une régularisation en 2015. C'est également le résultat d'une dynamique des bases importante du fait des nouvelles modalités de calcul de cette taxe.

La **taxe sur l'électricité** s'est élevée à 6,4 M€ (contre 6,9 M€ en 2014). Elle est en repli depuis 2 années maintenant du fait d'une moindre consommation électrique, notamment due à des hivers doux.

Les **DMTO** ont fortement augmenté en 2015 (+15,7%). Il s'agit d'un effet taux et d'un effet base. En 2014, dans le cadre de la mise en place du fonds de solidarité entre départements pour le financement du reste à charge des allocations de solidarité, le département a relevé son taux à 4,5%. Ce relèvement a eu ses effets en année pleine pour la première fois en 2015. Il a généré un supplément de recettes de près de 7 M€. Le reste de la hausse est lié à une légère augmentation des bases.

## 2.2 Les dotations et la péréquation

### 2.2.1 Les dotations globales

#### *Repères méthodologiques*

Depuis la réforme de 2005, la DGF des départements se répartit entre une **dotations de compensation**, une **dotations forfaitaire** et deux **dotations de péréquation** : la dotation de péréquation urbaine (DPU) et la dotation de fonctionnement minimale (DFM). 10,7 Md€ ont été répartis au titre de la DGF des départements en 2015 (-9,3% par rapport à 2014). La contribution des départements à l'effort de redressement des comptes publics a été de 1,15 Md€ en 2015 après une contribution de 476 M€ en 2014, soit une ponction cumulée de 1,62 Md€. A fin 2017, la ponction totale cumulée sera de 4 M€.

Pour financer l'augmentation de la population départementale et la hausse de 20 M€ des dotations de péréquation des départements (dotation de péréquation urbaine et dotation de fonctionnement minimale), le complément de garantie a été écrié à hauteur de 32 M€. La dotation de base est fixée depuis 2010 à 74,02 € par habitant. La dotation de compensation s'élève à 2,8 Md€. Elle est figée en valeur.

En ce qui concerne les dotations de péréquation des départements, le CFL a choisi d'affecter 20 M€ pour 65 % à la DFM et 35 % à la DPU. Tous les départements ruraux bénéficient de la DFM.

Les dotations globales de l'Etat sont en baisse en 2015 par rapport à 2014. Cette diminution, historique, est le résultat de la ponction opérée par l'Etat sur le budget des collectivités territoriales pour participer à l'effort de redressement des finances publiques. Cette diminution touche la DGF et les allocations compensatrices (voir tableau ci-dessous). Les dotations globales passent ainsi de 123,3 M€ à 113,5 M€.

| OBJET  | 2014        | 2015               | Ev°<br>2015/2014 |
|--|-------------|--------------------|------------------|
| DGF  | 105 038 443 | <b>96 688 442</b>  | -7,9%            |
| <i>DGF - Dotation forfaitaire</i>                | 74 662 913  | <b>66 011 477</b>  | -11,6%           |
| <i>DGF - dotation de fonctionnement minimale</i> | 13 241 713  | <b>13 543 148</b>  | 2,3%             |
| <i>DGF - dotation de compensation</i>            | 17 133 817  | <b>17 133 817</b>  | 0,0%             |
| DGD  | 4 184 242   | <b>4 178 282</b>   | -0,1%            |
| DCRTP  | 7 697 762   | <b>7 697 762</b>   | 0,0%             |
| Allocations compensatrices                       | 6 419 183   | <b>4 903 792</b>   | -23,6%           |
| <b>DOTATIONS GLOBALES DE L'ETAT</b>              | 123 339 630 | <b>113 468 278</b> | <b>-8%</b>       |

La DGF a été perçue à hauteur de 96,7 M€ en 2015 contre 105 M€ en 2014, soit en baisse de 7,9%. La DGF touchée par le département est constituée de la dotation forfaitaire, elle-même divisée en une dotation de base et un complément de garantie, et une dotation de péréquation dite dotation de fonctionnement minimale (DFM). Chacune de ces parts évolue

selon différents paramètres et sont également soumises, pour certaines d'entre elles, au choix du Comité des Finances Locales (CFL).

La baisse de la DGF est due à la contribution du département de l'Eure à l'effort de redressement des comptes publics. La dotation de fonctionnement minimale (DFM) passe de 13 M€ à 13,2 M€, soit +2,3%. Cette évolution de la DFM reflète le choix du CFL de donner la priorité à la péréquation. A l'inverse la dotation de compensation est figée en valeur comme indiqué dans l'encadré ci-avant.

**La DGD est de 4,18 M€ en 2015** quasiment stable par rapport à 2014. Cette dotation est non indexée.

**La DCRTP s'établit à 7,7 M€ en 2015**, montant strictement identique à 2014 et 2013. Tout comme le FNGIR, cette dotation est issue de la réforme de la taxe professionnelle et a pour objectif de compenser les pertes de ressources qui y sont liées. Il n'y a pas non plus d'indexation prévue par la loi pour cette dotation.

**Les allocations compensatrices** ont été perçues à hauteur de 4,9 M€ en 2015 contre 6,4 M€ en 2014, soit une baisse de 23,6%. Les allocations compensatrices jouent le rôle de variables d'ajustement au sein de l'enveloppe normée. L'enveloppe normée rassemble la majeure partie des dotations versées par l'Etat aux collectivités territoriales. Dans le cadre du projet de loi de finances 2015, tout comme en 2014, le gouvernement a prévu une norme d'évolution de 0% pour cette enveloppe. Cependant, certaines dotations au sein de cette enveloppe ont continué de progresser selon des critères qui leur sont propres (Cf. DGF supra), obligeant d'autres dotations à jouer le rôle de variables d'ajustement pour garantir une évolution de 0% de l'enveloppe globale.

### 2.2.2 Les dotations liées à l'action sociale

| OBJET  | 2014              | 2015              | Ev°<br>2015/2014 |
|--|-------------------|-------------------|------------------|
| FSE  | 390 930           | <b>65 504</b>     | -83,2%           |
| DOTATION PCH   | 5 314 114         | <b>5 596 595</b>  | 5,3%             |
| DOTATION MDPH  | 603 005           | <b>649 460</b>    | 7,7%             |
| DOTATION APA   | 12 869 655        | <b>13 857 922</b> | 7,7%             |
| FMDI   | 4 066 382         | <b>4 177 336</b>  | 2,7%             |
| <b>DOTATIONS LIEES A L'ACTION SOCIALE</b>            | <b>23 244 086</b> | <b>24 346 817</b> | <b>4,7%</b>      |
| <b>DOTATIONS LIEES A L'ACTION SOCIALE (hors FSE)</b> | <b>22 853 156</b> | <b>24 281 313</b> | <b>6,2%</b>      |

**Les dotations liées à l'action sociale** sont en augmentation de 4,7% et s'établissent à 24,3 M€. Hors FSE, elles sont en hausse de 6,2% (24,3 M€ en 2015 contre 22,9 M€ en 2014). L'ensemble des dotations connaît une évolution favorable en 2015 (APA, MDPH, PCH, FMDI). Rappelons que ces dotations évoluent en fonction de critères quantitatifs (nombre de bénéficiaires) et financiers (montant de la dépense, potentiel financier), expliquant les variations des montants accordés. Concernant le FSE, en 2015, 0,07 M€ ont été encaissés. Ce montant varie tous les ans en fonction des versements d'acompte et des projets subventionnés par l'Europe.

### 2.2.3 Les fonds de péréquation

#### *Repères méthodologiques*

Le **Fonds national de Péréquation des Droits de Mutation à Titre Onéreux (FPDMTO)** perçu par les départements a été mis en place en 2011. Ce fonds est alimenté par 2 prélèvements. Un premier prélèvement sur « stock » lié au niveau des DMTO du département relativement à la moyenne de l'ensemble des départements et un second prélèvement sur « flux » prenant en compte la dynamique de progression des recettes de DMTO d'un département d'une année sur l'autre.

Sont bénéficiaires des ressources du fonds tous les départements dont le potentiel financier par habitant est inférieur à la moyenne de l'ensemble des départements ou dont le revenu par habitant est inférieur au revenu moyen de l'ensemble des départements. La répartition du fonds est fonction de critères tels que le revenu par habitant, le potentiel financier et le montant des DMTO perçus.

La volatilité de cette ressource fiscale ne garantit pas que ce niveau de ressources soit assuré de façon pérenne. Aussi a-t-il été prévu en loi de finances initiale (LFI) 2012 la possibilité d'une mise en réserve par le comité des finances locales (CFL) d'une partie des ressources prélevées pour permettre un surcroît d'alimentation du fonds lors d'années moins fastes.

Les ressources du fonds de péréquation des DMTO des départements se sont élevées à 279 M€ en 2015. Aucune reprise ou mise en réserve n'a été effectuée par le CFL en 2015.

**Le Fonds national de Péréquation sur la Cotisation à la Valeur Ajoutée des Entreprises (FPCVAE)** a été créé par l'article 113 de la loi de finances initiale pour 2013 (article L. 3335-1 du CGCT). Ce fonds est alimenté par deux types de prélèvements sur la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises des départements, un premier prélèvement sur « stock » basé sur le niveau de CVAE perçue et un second prélèvement sur flux basé sur l'évolution de la CVAE. Ces sommes sont reversées aux départements les moins favorisés, classés en fonction d'un indice synthétique de ressources et de charges, tenant compte du potentiel financier par habitant, du revenu moyen par habitant, du nombre de bénéficiaires du RSA et du nombre de personnes de plus de 75 ans.

**Le Fonds de Compensation Péréqué** a été mis en place par l'article 42 de la loi de finances pour 2014 qui prévoit d'affecter aux départements les produits nets des frais de gestion de la taxe foncière sur les propriétés bâties. La répartition de ce produit se fait en deux temps. Une première part au titre de la compensation tient compte du reste à charge net des départements en matières d'allocations individuelles de solidarité (70% du fonds). Une seconde part au titre de la péréquation tient compte de critères de ressources et de charges (revenu, nombre de bénéficiaires APA, RSA, PCH).

**Le Fonds de Solidarité** (voir supra partie 1.2 pour la description de ce fonds de péréquation).

| OBJET   | 2014             | 2015              | Ev°<br>2015/2014 |
|---|------------------|-------------------|------------------|
| Péréquation DMTO  | 2 973 857        | <b>3 148 403</b>  | 5,9%             |
| Péréquation CVAE  | -                | -                 | n.c.             |
| Fonds de Compensation Péréqué AIS (Frais de gestion TFPB) | 5 819 004        | <b>6 192 076</b>  | 6,4%             |
| Fonds de solidarité départementale AIS                    | 945 256          | <b>998 607</b>    | 5,6%             |
| <b>FONDS DE PEREQUATION</b>                               | <b>9 738 117</b> | <b>10 339 086</b> | <b>6,2%</b>      |

**Le Fonds de Péréquation des DMTO (FPDMTO)** augmente de 5,9% en 2015. Il est de 3,1 M€.

Cette augmentation reflète le mode d'alimentation de ce nouveau fonds de péréquation. Il est en effet alimenté en fonction du stock des DMTO de l'ensemble des départements mais aussi en fonction des flux de DMTO c'est à dire de leur variation d'une année sur l'autre. Le montant des DMTO ayant augmenté en 2014 du fait de la hausse du taux pratiqué par la grande majorité des départements, l'alimentation provenant du flux a progressé. En 2016 ce fonds devrait connaître une dynamique encore plus forte du fait de l'effet en année pleine en 2015 du relèvement du taux plafond des DMTO.

En 2015, le département de l'Eure n'a toujours pas été éligible au **Fonds de Péréquation sur la CVAE (FPCVAE)**.

Dans le cadre des nouvelles mesures prévues par la loi de finances pour 2014 pour le financement des allocations individuelles de solidarité, le département a été attributaire en 2015 de 6,2 M€ pour le **Fonds de Compensation Péréqué** et de 1 M€ pour le **Fonds de Solidarité**, contre respectivement 5,8 M€ et 0,9 M€ en 2014.

## 2.3 Les autres recettes de fonctionnement

### 2.3.1 Les participations, subventions et autres produits

| OBJET  | 2014       | 2015              | Ev°<br>2015/2014 |
|--|------------|-------------------|------------------|
| <b>Autres participations et subventions</b>        | 6 910 057  | <b>6 630 710</b>  | -4,0%            |
| <b>Produits des services, du domaine et ventes</b> | 1 630 207  | <b>1 957 149</b>  | 20,1%            |
| <b>Autres produits de gestion courante</b>         | 15 002 513 | <b>17 022 468</b> | 13,5%            |
| <b>Atténuations de charges</b>                     | 492 987    | <b>948 729</b>    | 92,4%            |

Le poste **autres participations et subventions** enregistre également les **subventions et participations** versées par les tiers (CAF, bailleurs dans le cadre du FSH/FSL, Agence de l'Eau...). Ces recettes sont d'un montant total de 6,6 M€ contre 6,9 M€ en 2014. Cette baisse s'explique par une légère baisse de la participation de l'Etat au dispositif « Emplois d'Avenir » pour 1,1 M€ (1,2 M€ en 2014). L'ex **FARPI** est de 2,04 M€ (2,12 M€ en 2014). Il

représente la participation apportée par les familles pour chaque élève interne et demi-pensionnaire aux coûts salariaux des personnels de services.

**Les produits des services et du domaine** sont en augmentation de 20,1% à 2 M€. Ce chapitre a enregistré en 2015 la recette d'intéressement prévue dans les contrats de DSP pour le transport scolaire ce qui n'a pas été le cas les années précédentes.

**Les autres produits de gestion courante** varient de 13,5% pour un montant de 17 M€ en 2015 contre 15 M€ en 2014. Ce chapitre enregistre notamment pour 15,5 M€ les recettes liées au recouvrement sur bénéficiaires, tiers payants et successions de l'action sociale (participations des personnes âgées et des personnes handicapées à leur frais d'hébergement). Un travail important sur le recours sur succession a été effectué en 2015 ce qui a permis de fortement dynamiser ces recettes. Par ailleurs, il a été enregistrée une recette exceptionnelle liée au dégrèvement de la taxe foncière 2014 MREAL pour 0,34 M€.

**Les atténuations de charges** correspondent essentiellement à des remboursements sur salaires. Le montant réalisé est de 0,9 M€ (0,5 M€ en 2014). Cette hausse s'explique par le versement de la participation état sur les salaires pour le dispositif MAIA (0,25 M€) et par le remboursement par le GEA du trop versé sur les cotisations URSAFF (0,21 M€).

### 2.3.2 Les produits financiers et exceptionnels

| OBJET                                      | 2014    | 2015           | Ev°<br>2015/2014 |
|--|---------|----------------|------------------|
| <b>Produits financiers</b>                 | 54 625  | <b>46 067</b>  | -15,7%           |
| <b>Produits exceptionnels (hors MREAL)</b> | 952 883 | <b>811 631</b> | -14,8%           |

**Les produits financiers** sont en baisse par rapport à 2014 et s'établissent à 46 K€. Ce montant varie notamment en fonction des dividendes versés par les sociétés dont nous sommes actionnaires (SAPN, Sociétés HLM).

**Les produits exceptionnels** enregistrent notamment les recettes liées aux remboursements d'assurance ou aux contentieux jugés. Ce chapitre est donc erratique par nature. Le montant des recettes exceptionnelles passe de 1 M€ en 2014 à 0,8 M€ en 2015.

## V. L'investissement

### 1. Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement peuvent être très variables d'un exercice à l'autre selon l'état d'avancement des chantiers ou bien si plusieurs chantiers se trouvent simultanément en phase d'achèvement.

En 2015, l'opération MREAL perturbe la lecture directe de l'évolution des agrégats financiers. Un retraitement de cette opération a donc été effectué pour permettre des comparaisons à périmètre constant. Le tableau ci-après retrace ces évolutions par chapitre entre les comptes administratifs 2015 et 2014. Les commentaires ci-dessous comparent les chiffres sans tenir compte de l'opération MREAL.

En 2015, les **dépenses réelles d'investissement** s'élèvent au total à 97,8 M€ (118,4 M€ en 2014) soit une baisse de 17,4%.

Les **dépenses réelles d'investissement** se décomposent en **dépenses d'équipement** (81,3 M€, soit -15,5%) et en **dépenses financières** (21,2 M€, soit -4,5%). Les **dépenses d'équipement** se composent elles-mêmes de **dépenses d'investissement direct** (47,7 M€, soit -20,8%) et de **dépenses d'investissement indirect** pour 29 M€, en diminution de 19,6% par rapport à 2014.

| OBJET  | 2014        | 2015               | Ev°<br>2015/2014 |
|--|-------------|--------------------|------------------|
| <b>EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX (Investissement Direct)</b>              | 60 137 007  | 52 336 461         | -13%             |
| <b>EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX (Investissement Direct) (hors MREAL)</b> | 60 137 007  | 47 656 206         | -20,8%           |
| <b>Etudes, logiciels...</b>  | 3 305 562   | <b>3 091 671</b>   | -6,5%            |
| <b>Acquisitions matériels ou immobilières</b>                          | 5 644 268   | <b>8 571 997</b>   | -80,1%           |
| Acquisitions matériels (hors MREAL)                                    | 5 644 268   | <b>3 891 742</b>   | -51,9%           |
| Opération MREAL  | 0           | <b>4 680 255</b>   | n.c.             |
| <b>Travaux</b>   | 51 187 178  | <b>40 672 792</b>  | -20,5%           |
| Collèges   | 20 793 139  | <b>16 327 113</b>  | -21,5%           |
| Routes   | 21 189 392  | <b>18 246 997</b>  | -13,9%           |
| Très Haut Débit  | 3 110 779   | <b>15 782</b>      | n.s.             |
| Autres (bâtiments, matériels techniques...)                            | 6 093 868   | <b>6 082 901</b>   | -0,2%            |
| <b>EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX (Investissement Indirect)</b>        | 36 075 648  | <b>28 993 007</b>  | -19,6%           |
| <b>Subventions d'équipement</b>  | 35 889 308  | <b>28 934 655</b>  | -19,4%           |
| Très Haut Débit  | 1 120 547   | <b>2 393 756</b>   | 113,6%           |
| <b>Opérations pour compte de tiers</b>                                 | 186 340     | <b>58 352</b>      | -68,7%           |
| <b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>   | 96 212 655  | <b>81 329 468</b>  | -15,5%           |
| <b>DEPENSES D'EQUIPEMENT (hors MREAL)</b>                              | 96 212 655  | <b>76 649 213</b>  | -20,3%           |
| <b>DEPENSES FINANCIERES</b>  | 22 185 772  | <b>21 189 599</b>  | -4,5%            |
| <b>Remboursement en capital de la dette</b>                            | 21 391 250  | <b>20 113 810</b>  | -6%              |
| <b>Autres dépenses d'investissement</b>                                | 794 522     | <b>1 075 790</b>   | 35,4%            |
| <b>DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT</b>                               | 118 398 428 | <b>102 519 067</b> | -13,4%           |
| <b>DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT (hors MREAL)</b>                  | 118 398 428 | <b>97 838 812</b>  | -17,4%           |

## **1.1. Les dépenses d'équipement**

### **1.1.1. Les dépenses d'investissement direct**

Les dépenses d'**investissement direct** désignent les dépenses d'équipement réalisées sur le patrimoine appartenant au Département.

Elles comprennent les dépenses liées aux **études et logiciels** (3,1 M€), aux **acquisitions de matériels ou immobilières** (3,9 M€) et aux **travaux** (40,7 M€). Elles représentent 62% de l'investissement réalisé par le département (hors MREAL).

#### **1.1.1.1. Les études et logiciels**

Ce chapitre budgétaire enregistre les dépenses liées aux **frais d'études** ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'ensemble des travaux réalisés par le département mais aussi les concessions et droits similaires (logiciels).

**Les acquisitions de logiciels** ou concessions et droits similaires représentent une enveloppe de 0,6 M€ en 2015. Les frais d'étude et d'assistance à maîtrise d'ouvrage représentent une somme de 2,4 M€. Il s'agit principalement des frais d'études sur les collèges (1,2 M€), sur les bâtiments (0,7 M€) et sur les travaux routiers (0,2 M€).

#### **1.1.1.2. Les acquisitions de matériels ou immobilières**

**Les acquisitions de matériels et immobilières** sont de 3,9 M€. Ce poste budgétaire diminue de 52%.

Les principaux postes de dépenses concernent des acquisitions de bâtiments ou terrains pour 0,2 M€ (principalement acquisition de classes mobiles pour les collèges publics), les achats de matériels pour les moyens des services pour 0,7 M€ (véhicules, mobiliers, informatiques...), 1,4 M€ pour la direction des routes et des transports (matériels de voirie, matériels de transport, installations de voirie comme la signalisation ou l'installation de glissières...), 1,2 M€ pour l'acquisition de matériels pour les demi-pensions des collèges et 0,3 M€ pour l'équipement des médiathèques départementales..

#### **1.1.1.3. Les travaux**

Les dépenses de **travaux** (40,7 M€) sont principalement réalisées par la délégation aux investissements et concernent les investissements routiers et les travaux dans les collèges et autres bâtiments. Elles sont en baisse de 20,5% par rapport à 2014 (51,2 M€).

Les **investissements dans les collèges** représentent en 2014 une dépense globale de 16,3 M€ contre 20,8 M€ en 2014. Les dépenses ont concerné les chantiers de Bourg-Achard (10,2 M€), Beuzeville pour la demi-pension (1,3 M€), Bourgtheroulde pour les travaux d'aménagement de desserte et de gare routière du collège (1,2 M€), Fleury-sur-Andelle (1,3 M€), Brionne pour la reconstruction de la verrière (0,9 M€) et Beaumont le Roger (0,6 M€). Les travaux dans les collèges ont subi un ralentissement en 2015 du fait notamment de la révision en cours de la PPI.

Le déploiement du **Très Haut Débit** a généré une dépense de 0,01 M€ (3,1 M€ en 2014). La quasi-intégralité des dépenses concernant le THD est enregistrée en subvention d'équipement puisque désormais nous remboursons le SMO qui réalise les travaux en maîtrise d'ouvrage.

Le poste « **autres** » retrace les travaux réalisés sur le patrimoine départemental. En 2015, les principales dépenses concernent le PRT (1,5 M€), la construction du Data Center sur le site de la Rougemare (1 M€) et le gros entretien et la maintenance des bâtiments départementaux.

Les **investissements sur le réseau routier départemental** s'élèvent à 18,2 M€ contre 21,2 M€ en 2014, soit -13,9%.

Les principales dépenses se répartissent comme suit :

- Les axes d'intérêt régional ont mobilisé 1,4 M€ contre 1,2M€ en 2014 (déviation Gisors, Bourg-Achard, Pont de l'Arche).
- Les axes départementaux structurants représentent une dépense de 3 M€ (Déviation Beuzeville et côte de Corneville).
- Les opérations de sécurité routière ont été réalisées à hauteur de 3,7 M€.
- Le gros entretien et le renouvellement gérés presque exclusivement par les agences routières représentent une dépense de 8,3 M€.

### **1.1.2 Les dépenses d'investissement indirect**

#### **1.1.2.1 Les subventions d'équipement**

Les investissements indirects représentent 29 M€ (36,1 M€ en 2014). Il s'agit de subventions versées aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale, ainsi qu'à d'autres tiers, publics (Etat, établissements publics) ou privés (associations, particuliers, entreprises), pour participer au financement de leurs équipements. Sont également comptabilisées dans cette rubrique les dépenses réalisées sous mandat pour le compte de tiers pour 0,05 M€ (0,19 M€ en 2014).

La répartition par type d'aide est la suivante : 6,7 M€ pour le logement, 6,6 M€ pour l'eau et l'assainissement, 3 M€ pour les constructions scolaires, 3 M€ pour des aménagements urbains et de voirie, 2,4 M€ pour le développement du très haut débit, 2 M€ pour les équipements en faveur de la jeunesse et du sport, et 0,8 M€ pour les établissements scolaires dans le cadre de leur équipement.

#### **1.1.2.2 Les opérations pour compte de tiers**

Des opérations pour le compte de tiers ont été réalisées à hauteur de 0,05 M€.

### **1.2. Les dépenses financières**

Les opérations financières s'élèvent à 21,2 M€. Elles comprennent le remboursement en capital de la dette et diverses autres opérations.

Le montant du **remboursement de la dette** en capital du Département s'élève à 20,1 M€ (dont 15,7 M€ au titre des emprunts classiques et 4,4 M€ pour les OCLT). Les dépenses de remboursement en capital sont en diminution du fait du changement de mode de financement. Le département se finance désormais exclusivement sur les marchés financiers par des financements obligataires. Ce type de financement a la particularité de prévoir le remboursement en capital in fine. Ainsi, les nouveaux emprunts réalisés ne génèrent pas de remboursement en capital en début de prêt mais seulement sur la dernière année expliquant ainsi la baisse de ce poste budgétaire. Néanmoins, le département veille à ce que ce nouveau mode de financement ne perturbe pas le lissage de l'échéancier futur. Un rapport complet sur la gestion de la dette détaille les opérations de gestion réalisées en 2015.

D'**autres dépenses financières** concernent des avances faites au personnel pour l'acquisition de véhicules, des prêts (prêts sociaux, prêts aux créateurs d'entreprise, prêts exceptionnels aux agriculteurs) et des dépôts en garantie de location pour un montant de 1,1 M€ en 2015. 0,7 M€ concerne des prêts sociaux dont 0,2 M€ représente des garanties de paiement de loyers dans le cadre du FSH et 0,1 M€ concerne des prêts aux créateurs d'entreprise.

## 2. Les recettes d'investissement

Les **recettes réelles d'investissement** de l'exercice 2015 s'élèvent à 56,5 M€. Elles se composent des **recettes propres d'investissement** (FCTVA, DGE, DDEC, Amendes de police) pour 14,6 M€, des **autres recettes d'investissement** pour 7,4 M€, la revente MREAL pour 4,5 M€ et des **emprunts nouveaux** pour 30 M€.

Le tableau ci-après retrace les évolutions des recettes d'investissement par chapitre entre les comptes administratifs 2015 et 2014.

| OBJET   | 2014              | 2015              | Ev°<br>2015/2014 |
|---|-------------------|-------------------|------------------|
| <b>FCTVA</b>  | 9 852 877         | <b>8 568 070</b>  | -13,0%           |
| <b>Autres recettes définitives d'investissement</b>             | 5 854 645         | <b>6 081 698</b>  | 3,9%             |
| <i>Ss-total Ressources Propres d'Investissement</i>             | 15 707 522        | <b>14 649 768</b> | -6,7%            |
| <b>Autres recettes d'investissement (subventions...)</b>        | 14 384 950        | <b>7 379 630</b>  | -48,7%           |
| <b>Opération MREAL (Cession)</b>                                | -                 | <b>4 454 000</b>  | #DIV/0!          |
| <b>TOTAL DES RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT (hors dette)</b> | <b>30 092 472</b> | <b>26 483 397</b> | -12,0%           |
| <b>TOTAL DES RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT</b>              | <b>67 092 472</b> | <b>56 483 397</b> | -15,8%           |

### 2.1 Les recettes définitives d'investissement

Les recettes définitives d'investissement sont constituées par les dotations d'investissement de l'Etat, à savoir le **FCTVA**, la **DDEC**, la **DGE** et le **produit des amendes de police**.

Les dotations d'investissement de l'Etat reçues pour un montant de 14,6 M€ sont en baisse de 6,7%. Le FCTVA est enregistré pour un montant de 8,6 M€ (9,9 M€ en 2014), la DGE pour 1,6 M€ (1,3 M€ en 2014), la DDEC pour 3,8 M€ (figée en valeur depuis 2009) et le produit des amendes de police (0,7 M€ identique à 2014 et 2013).

## 2.2 Les autres recettes d'investissement

Les autres recettes comprennent les **participations et subventions** versées par des tiers (communes, entreprises, Agence de l'Eau, Etat...) dont celles relatives aux **opérations pour compte de tiers**, et les **remboursements de prêts et avances**. Si certaines de ces recettes sont récurrentes, d'autres sont très variables d'une année sur l'autre.

En 2015, ces diverses recettes d'équipement et financières se sont élevées à 7,4 M€, contre 14,4 M€ en 2014, soit une baisse de 48,7%.

Les **participations et subventions** ont représenté 7,4 M€ dont, pour l'essentiel 1,3 M€ en provenance du FEDER, 1,4 M€ en provenance des communes ou de leurs groupements, 2,3 M€ en provenance de la Région et 0,3M€ en provenance de l'Etat.

Les **avances et remboursements de prêts** au personnel, agriculteurs, créateurs d'entreprises, établissements publics et bénéficiaires du fonds de solidarité habitat s'élèvent à 0,8 M€.

## 2.3 Les nouveaux emprunts et le résultat de clôture

|  |            |            |        |
|--|------------|------------|--------|
| Besoin de financement                              | 35 346 027 | 24 141 967 | -31,7% |
| Nouveaux emprunts                                  | 37 000 000 | 30 000 000 | -18,9% |
| <b>Variation du fonds de roulement</b>             | 1 653 973  | 5 858 033  | n.c.   |
| <b>Fonds de roulement initial (au 1er janvier)</b> | 2 904 556  | 4 558 529  | 56,9%  |
| <b>Fonds de roulement final (au 31 décembre)</b>   | 4 558 529  | 10 416 562 | 128,5% |

Afin de couvrir le besoin de financement résultant des opérations de dépenses et recettes répertoriées ci-dessus, le Département a eu recours à l'emprunt à hauteur de 30 M€ (les conditions de réalisation de cet emprunt sont dans le rapport de gestion de la dette présenté lors de cette même session). En 2014, le montant d'emprunt était de 37 M€.

Le remboursement en capital étant de 20,1 M€, le département s'est endetté de 9,9 M€ en 2015. Le stock de dette au 31/12/2015 est de 258,7 M€. Pour mémoire, en référence aux 5 derniers exercices, le département s'est endetté modérément (5 M€).

Le montant de l'emprunt est supérieur au besoin de financement. Le département a en effet touché des recettes fiscales exceptionnelles (4,5 M€) sur les derniers jours de l'année 2015 qui ont eu pour effet de minimiser son besoin réel de financement.

Au global, le résultat de clôture du département avec la reprise du résultat excédentaire de l'année 2014 (4,5 M€) est excédentaire de 10,4 M€.

## VI. Gestion de la dette et de la trésorerie du département

### 1. La situation de la dette du département

A la fin de l'exercice 2015, la dette du Département s'élève à 258,7 M€ en augmentation de 9,9 M€ par rapport à 2014 (248,8 M€). Le Département a remboursé au cours de cet exercice 20,1 M€ en capital et a réalisé 30 M€ en emprunt nouveau.

La durée de vie résiduelle de la dette est de 10 ans et 6 mois, sa durée de vie moyenne est de 7 ans et 3 mois.

Le tableau ci-après retrace l'évolution de la dette sur les 6 dernières années :

#### Dette du département au 31/12

| En millions d'euros                | 2009   | 2010   | 2011  | 2012  | 2013  | 2014  | 2015  |
|------------------------------------|--------|--------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Encours de dette                   | 269,78 | 253,85 | 237,4 | 235,3 | 233,2 | 248,8 | 258,7 |
| Amortissement emprunts             | 18,35  | 20,7   | 21,46 | 22,14 | 22,70 | 21,40 | 20,10 |
| Emprunts nouveaux                  | 37,55  | 4,79   | 5     | 20    | 20    | 37    | 30    |
| Capitalisation d'intérêts          |        |        |       |       | 0,6   |       |       |
| Endettement (+)/Désendettement (-) | 19,2   | -15,9  | -16,5 | -2,1  | -2,1  | 15,6  | 9,9   |
| Taux moyen de la dette             | 1,80%  | 2,07%  | 2,06% | 1,65% | 1,85% | 1,69% | 1,58% |

Il est à noter que l'encours de dette présenté dans ce rapport porte uniquement sur le budget principal et n'inclut pas l'emprunt à taux fixe d'un capital restant dû de 4,8 M€ du budget annexe haut débit. Il est à noter également, que le taux moyen de la dette consolidée atteint 1,63% (1,58% pour le budget principal) poussé à la hausse par l'encours à taux fixe (4,24%) du budget annexe haut débit.

### 2. Description du portefeuille de dette

Après intégration des opérations d'emprunt et de remboursement en capital de la dette, le portefeuille de dette départementale comporte 35 emprunts répartis de la manière suivante :

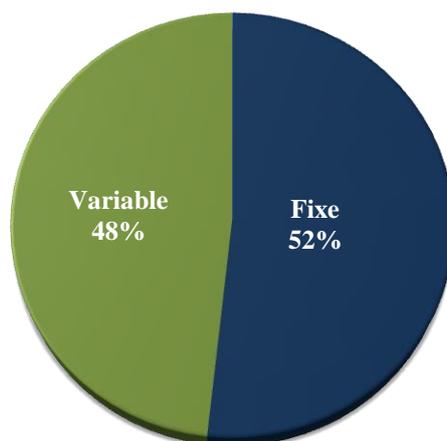
- 19 emprunts à taux fixes pour un montant global de 122,9 M€, en hausse de 6,4 M€ par rapport à fin 2014. La consolidation des emprunts 2015 pour 15 M€ à taux fixe explique cette évolution,
- 10 emprunts à taux variables d'un encours de 110,5 M€ (102,6 M€ en 2014) dont 1 emprunt totalisant 12,8 M€ indexé sur le Livret A. La progression de cet encours résulte de l'émission de trois souches obligataires au cours de l'année 2015 pour un total de 15 M€,
- 6 emprunts revolving (renouvelables) à taux variable d'un encours de 25,3 M€ contre 29,7 M€ en 2014. Ces instruments sont utiles dans le cadre de la gestion de la trésorerie.

A noter que le Département dispose d'un instrument de gestion du risque de taux « swap vanille » permettant de nous couvrir contre la hausse des taux. Cet instrument est parfaitement adossé à un emprunt à taux variable de 11 M€ à fin 2015.

## 2.1 L'allocation tactique du portefeuille

La pondération fixe-variable du portefeuille de dette du département est fondée entre autres sur l'anticipation de l'évolution des taux d'intérêts. Le Département adopte une stratégie opportune et prudente pour minimiser le coût de la dette tout en limitant les effets d'un éventuel retournement de marché.

L'exposition en taux de la dette après prise en compte des instruments dérivés (swap vanille) est la suivante :

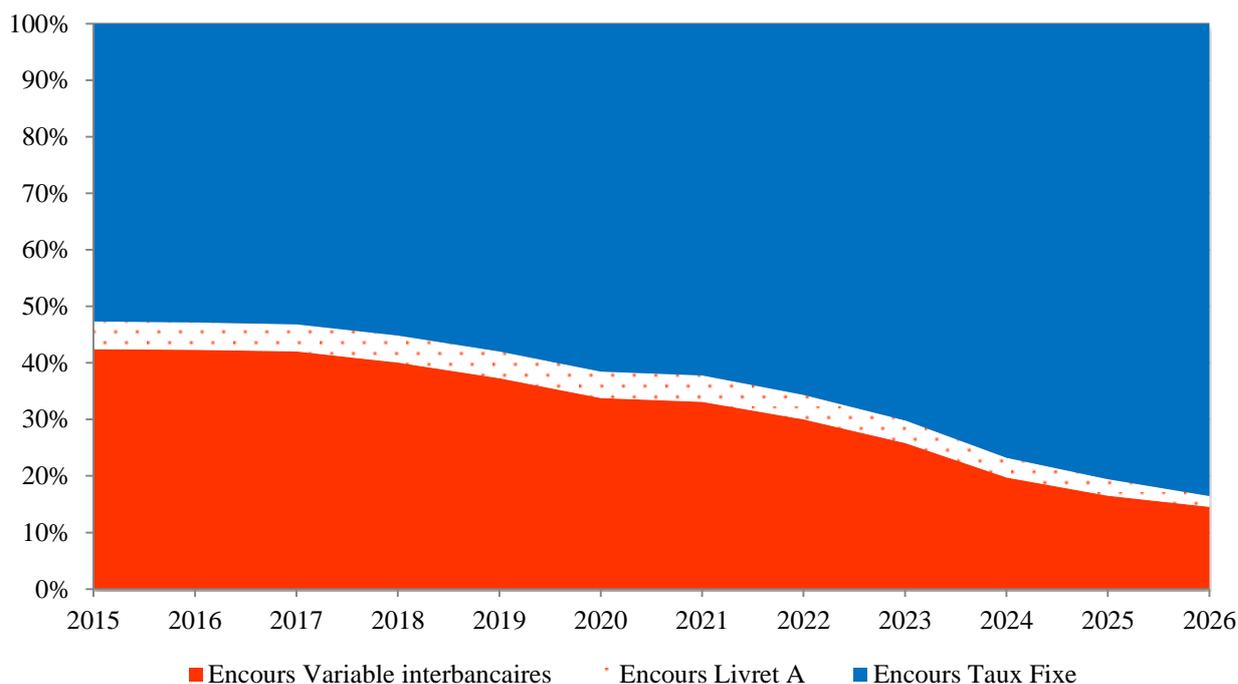


Le profil taux d'intérêt, autrement dit la répartition entre taux fixe et taux variable est de 52/48 contre 44/56 en 2013. Compte tenu du niveau des taux longs bien en deçà de leur moyenne historique, il est apparu opportun et prudent de consolider les nouveaux emprunts à taux fixe, d'où la progression de l'encours de dette à taux fixe.

Par ailleurs, le profil de risque consolidé de la dette du Département et du budget annexe haut débit affiche 53% d'encours fixe contre 47% d'encours variable.

Enfin, le profil de risque de taux du Département s'analyse également au regard du profil d'extinction de la dette. Ainsi, toutes choses restant égales par ailleurs, l'encours de dette à taux fixe représentera 62% de la dette consolidée en 2020 et atteindra 81% à l'horizon 2025.

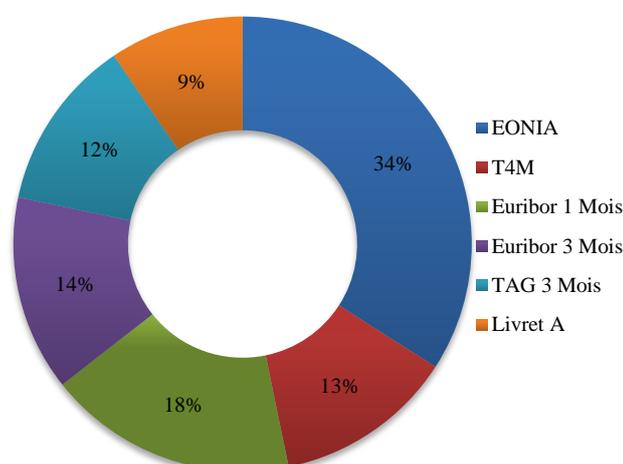
Le schéma ci-après permet d'observer l'évolution de chaque catégorie de risque de taux aux cours des prochaines années :



La baisse progressive de l'encours à taux variable est due essentiellement aux emprunts obligataires à amortissement in fine et majoritairement à taux fixe. Cette évolution structurelle est synonyme de perte de souplesse sur la gestion de l'encours à moyen et long terme. Par conséquent, il conviendra le moment opportun de mener des opérations de rééquilibrage pour conserver une part variable d'au moins de 30%.

### 2.3 La dette à taux variable

La dette à taux variable (135,8 M€ en 2015) est essentiellement assise sur des index très courts (inférieurs ou égaux à 3 mois) afin de profiter pleinement des opportunités offertes par la pente de la courbe des taux. En effet, plus l'échéance est longue, plus le taux est élevé et inversement. Le graphique ci-dessous vous détaille les différents index utilisés à fin 2015 :



- La performance sur 1 an des différents indices de l'encours de dette a été la suivante :

| Moyenne        | 2014  | 2015    | Variation |
|----------------|-------|---------|-----------|
| Eonia          | 0,10% | - 0,11% | -0,21% ↘  |
| Euribor 1 Mois | 0,13% | - 0,07% | -0,20% ↘  |
| Euribor 3 Mois | 0,21% | -0,02%  | -0,23% ↘  |
| TAG03 Mois     | 0,12% | -0,09%  | -0,21% ↘  |

Dans ce contexte de taux courts négatifs, la dette à taux variable permet de minimiser les frais financiers payés par Département. Le taux payé sur la partie variable de la dette du Département (135,8 M€) affiche 0,22%. Cette performance de l'encours à taux variable est synthétisée dans le tableau ci-après :

| Répartition de la dette à taux variable | Encours fin 2015 (M€) | Taux moyen   |
|---|-----------------------|--------------|
| Encours Variables interbancaires        | 122,9                 | 0,07%        |
| Encours Livret A                        | 12,9                  | 1,72%        |
| <b>Total</b>                            | <b>135,8</b>          | <b>0,22%</b> |

## 2.4 La dette à taux fixe

La dette à taux fixe représente 123 M€, soit 48% de l'encours de dette global (hors instrument de couverture). Les montants des échéances étant connus, cette partie de la dette ne représente aucun risque de variation des frais financiers. Les conditions de taux de la dette à taux fixe pour l'année 2015 se présentent comme suit :

| Répartition de la dette à taux fixe | Encours fin 2015 (M€) | Taux moyen   |
|-------------------------------------|-----------------------|--------------|
| Encours bancaire classique          | 51                    | 3,69%        |
| Encours obligataire                 | 72                    | 2,18%        |
| <b>Total</b>                        | <b>123</b>            | <b>2,81%</b> |

## 2.5 La dette par prêteur

La répartition de l'encours de dette au 31 décembre 2015 entre les différents partenaires financiers du département est la suivante :

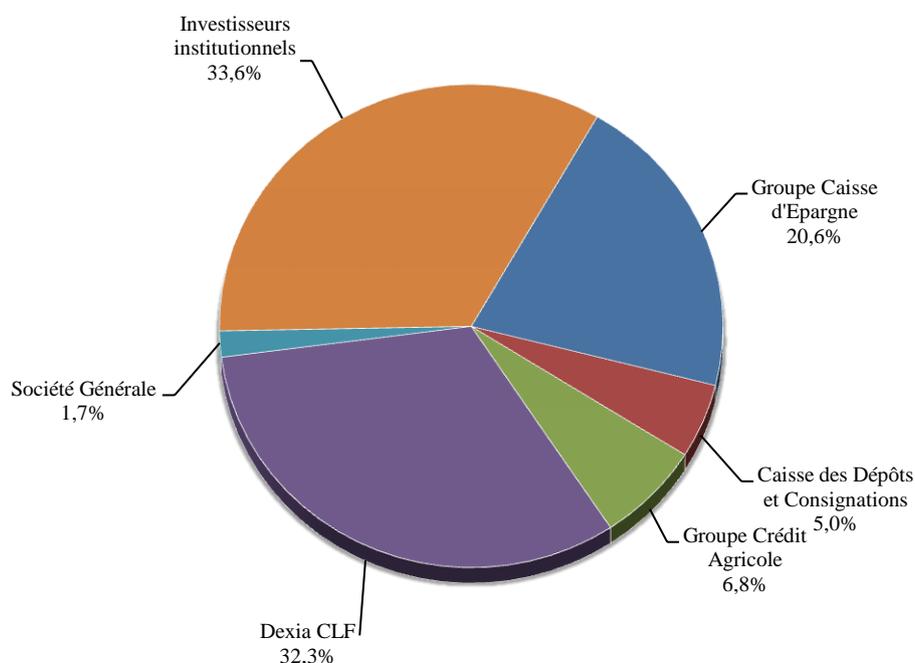
| Etablissement prêteur (millions d'euros) | 2014 |
|--|------|
| BNP Paribas                              | 0,5  |
| Groupe Caisse d'Epargne                  | 60,2 |
| Caisse des Dépôts et Consignations       | 13,8 |
| Groupe Crédit Agricole                   | 21,3 |
| Dexia CLF                                | 89,8 |

| Etablissement prêteur (millions) | 2014 | 2015 | Variation |
|----------------------------------|------|------|-----------|
|----------------------------------|------|------|-----------|

| d'euros)                           |              |              |            |
|------------------------------------|--------------|--------------|------------|
| BNP Paribas                        | 0,5          | 0,0          | -0,5       |
| Groupe Caisse d'Épargne            | 60,2         | 53,3         | -6,9       |
| Caisse des Dépôts et Consignations | 13,8         | 12,9         | -0,9       |
| Groupe Crédit Agricole             | 21,3         | 17,5         | -3,8       |
| Dexia CLF                          | 89,8         | 83,5         | -6,3       |
| Société Générale                   | 6,2          | 4,5          | -1,7       |
| Investisseurs institutionnels      | 57           | 87           | 30         |
| <b>Total</b>                       | <b>248,8</b> | <b>258,7</b> | <b>9,9</b> |

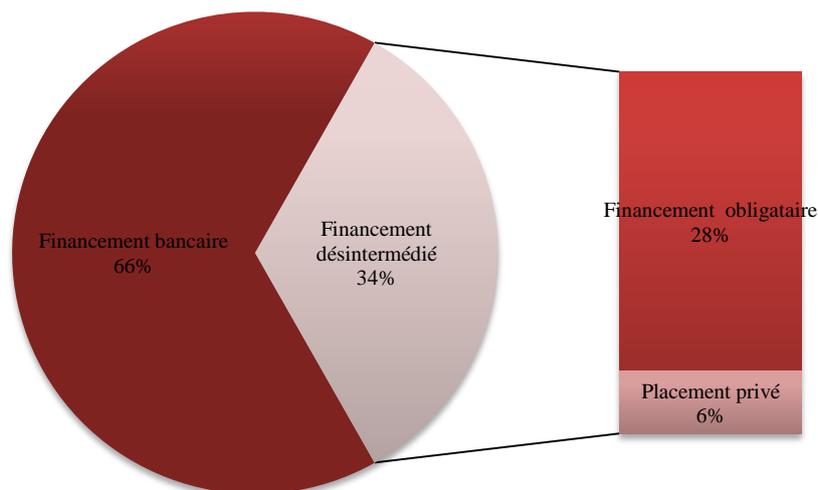
L'encours de dette du Département est majoritairement bancaire pour 66%. L'encours bancaire est détenu par Dexia pour 32% suivi du groupe Caisse d'épargne pour environ 21%. Le financement désintermédié représente 34% de l'encours soit 87 M€, il est porté par des investisseurs institutionnels (assureurs, banques,..).

Le graphique ci-après présente le poids des institutions dans l'encours de dette :



A noter que compte tenu de l'arrêt de la production de crédit par Dexia en phase de démantèlement, le poids de cette banque dans le portefeuille de dette ne pourra que baisser. Concernant le financement désintermédié, il est constitué d'emprunts obligataires à hauteur de 72 M€ et de placement privé pour 15 M€.

Une classification de la dette du Département selon la nature du financement permet de présenter un portefeuille de dette diversifié entre financement bancaire et financement désintermédié.



## 2.6 La dette départementale selon la charte de bonne conduite (Gissler)

Dans l'optique d'une meilleure gestion des risques, le Département respecte la charte de bonne conduite prônée par le Ministère des finances, avec les différentes associations d'élus et les banques. Reprise dans la circulaire du 26 juin 2010, la charte classe le risque associé aux produits bancaires en fonction de leurs indices sous-jacents (de 1 à 5) et de leur structure (de A à E). La répartition de l'encours de dette du Département selon cette nomenclature vous est présentée ci-après

### Répartition de la dette départementale suivant la nomenclature Gissler

| Risque faible     |   | -----   |   |          |  |                          |   | Risque élevé         |
|-------------------|---|---|---|----------|--|--------------------------|---|----------------------|
| <b>Hors Cadre</b> | Emprunt libellé en devise, indexé sur devise                                |   |   |          |  |                          |   |                      |
| 5                 | Écarts d'indices hors zone euro   |   |   |          |  |                          |   |                      |
| 4                 | Indices hors zone euro. Écarts d'indices dont l'un est hors zone euro       |   |   |          |  |                          |   |                      |
| 3                 | Écarts d'indices zone euro  |   |   |          |  |                          |   |                      |
| 2                 | Indice inflation française, inflation zone euro ou écarts entre ces indices |   |   |          |  |                          |   |                      |
| 1                 | Indice zone euro  | <b>100%</b>   |   |          |  |                          |   | <b>Risque faible</b> |
|                   |   | Taux fixe/variable<br>Swap fixe/variable<br>Taux variable capé. | Barrière simple.<br>Pas d'effet de levier | Swaption | Multiplicateur jusqu'à 3<br>Jusqu'à 5 capé | Multiplicateur jusqu'à 5 | Multiplicateur jusqu'à > 5,<br>Snowball |                      |

|        |   |   |   |   |            |
|--------|---|---|---|---|------------|
| Tunnel |   |   |   |   |            |
| A      | B | C | D | E | Hors cadre |

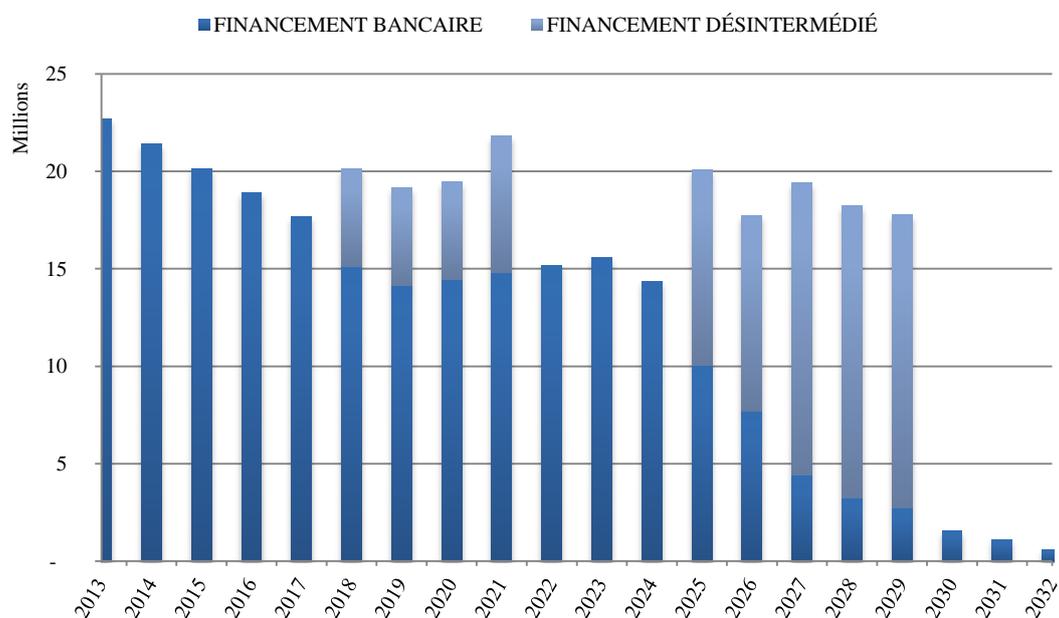
Selon cette charte, l'encours de la dette départementale est simple et très peu risqué. La totalité de l'encours est à taux fixe ou variable (indice zone euro) sans aucun produit dit « toxique ».

### 3. Le profil de remboursement de la dette

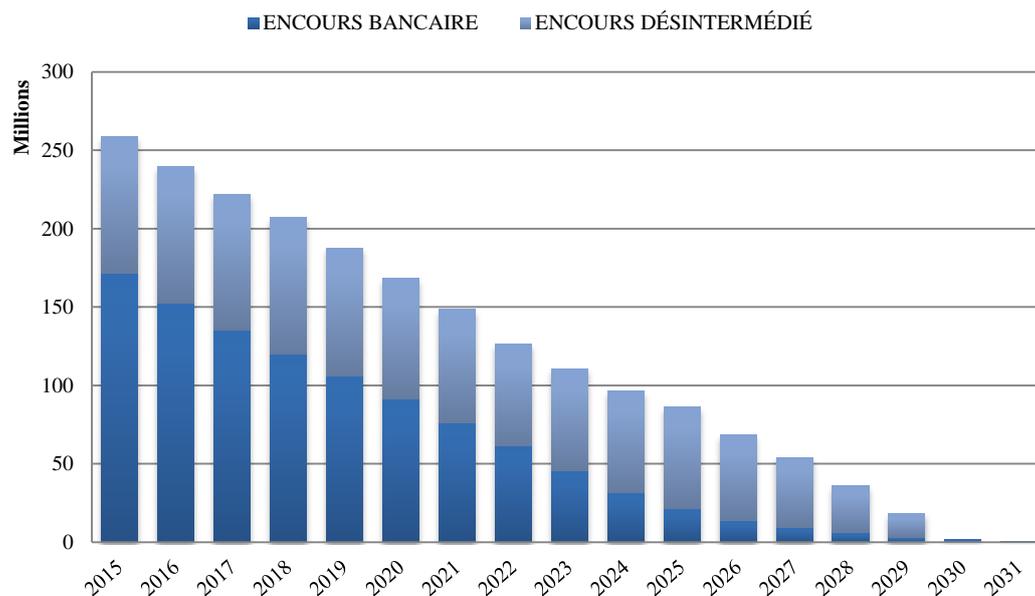
L'échéancier annuel de remboursement de la dette du département est équilibré. Le lissage du profil des liquidités permet de conserver une bonne marge de manœuvre pour répartir les échéances futures et maintenir la linéarité du profil d'extinction de la dette.

Dans le cadre de la stratégie de gestion des emprunts obligataires, le Département pratique une gestion fine de l'échéancier de remboursement.

Le graphique suivant présente l'échéancier de remboursement en capital de la dette en distinguant le capital à rembourser au titre des emprunts bancaires classiques de celui des emprunts obligataires et placements privés à remboursement in fine. On note qu'une bonne répartition de ces derniers a permis de maîtriser les pics pouvant venir des modes de remboursements in fine.



Il résulte de cette répartition des nouvelles échéances un profil d'extinction de la dette stable et lisse :



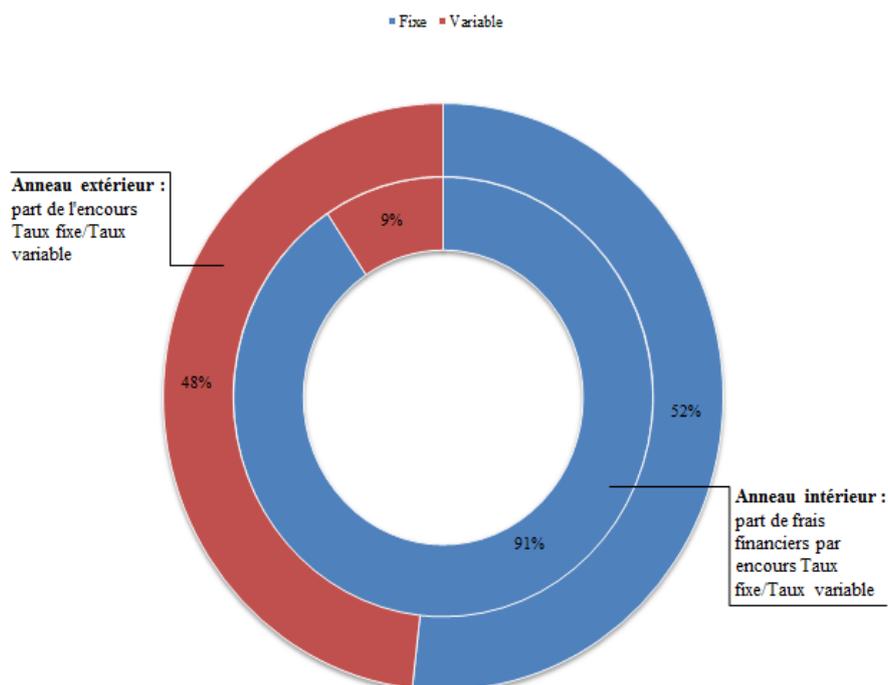
Toutes choses égales par ailleurs, l'encours de la dette du département sera complètement éteint en 2031.

#### 4. Les intérêts de la dette

Les intérêts de la dette réglés à l'échéance se sont élevés à 3,5 M€ (hors impact de l'instrument de couverture) au 31 décembre 2015 en baisse de 0,3 M€ par rapport à 2014 (3,8 M€). En effet, la dette du Département a bénéficié de l'effet favorable induit par le niveau bas des taux.

En prenant en compte le coût du swap (0,34 M€) les charges de la dette atteignent 3,8 M€, après 4,1 M€ en 2014.

Dans ce contexte de taux courts très bas, la charge de la dette à taux variable ne représente que 9% de la charge globale de la dette pour un encours à taux flottant au 31 décembre 2015 de 124,8 M€ (après instrument de couverture). Le schéma ci-après met en perspective la contribution en charge financière en fonction de l'allocation tactique du portefeuille de dette.



La charge fixe payée au titre de l'instrument dérivé (swap vanille) atteint 0,34 M€ soit un niveau comparable à 2014. Il est à noter que ce montant prend également en compte la prime supplémentaire versée par le Département du fait des taux négatif de la jambe variable.

Le tableau suivant récapitule tous les éléments constitutifs de la charge de la dette du Département au 31 décembre 2015 :

| En millions d'euros                                   | 2011        | 2012        | 2013        | 2014        | 2015        |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| <b>ENCOURS DETTE (A)</b>                              | <b>4,80</b> | <b>3,70</b> | <b>3,50</b> | <b>3,76</b> | <b>3,49</b> |
| Intérêts à taux fixe (66111)                          | 3,70        | 3,20        | 2,80        | 3,05        | 3,14        |
| Intérêts à taux variable (66111)                      | 1,10        | 0,50        | 0,70        | 0,72        | 0,36        |
| <b>INSTRUMENT DE COUVERTURE (B) = (6688) - (7688)</b> | <b>0,30</b> | <b>0,36</b> | <b>0,37</b> | <b>0,34</b> | <b>0,34</b> |
| Intérêts versés (6688)                                | 0,40        | 0,40        | 0,38        | 0,35        | 0,34        |
| Intérêts reçus (7688)                                 | 0,10        | 0,04        | 0,01        | 0,01        | 0,00        |
| <b>TOTAL (A+B)</b>                                    | <b>5,10</b> | <b>4,06</b> | <b>3,87</b> | <b>4,10</b> | <b>3,83</b> |
| <i>Variation</i>                                      |             | -1,04       | -0,19       | 0,23        | -0,27       |

## 5. Les ratios d'endettement et indicateurs de performance de gestion de la dette départementale

A périmètre comparable, le Département présente une situation d'endettement favorable dans un contexte national. Elle se caractérise à fin 2015 par :

- un taux moyen de dette 1,58%, bien inférieur à celui de la moyenne des départements (2,65%) ;
- une capacité de désendettement de 4,9 ans ;
- un poids des charges d'intérêts dans les dépenses de fonctionnement contenu à 0,8% contre 2% en moyenne pour les départements en 2013 ;
- un ratio dette par habitant de 437 € (497 € pour la strate en 2014).

Le tableau ci-après fournit les principaux ratios de solvabilité du Département :

|  | 2008         | 2009         | 2010         | 2011         | 2012         | 2013         | 2014         | 2015         |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| <b>Encours de dette en millions d'euros</b>                | <b>250,6</b> | <b>269,8</b> | <b>253,9</b> | <b>237,4</b> | <b>235,3</b> | <b>233,2</b> | <b>248,8</b> | <b>258,7</b> |
|  | <b>0</b>     | <b>0</b>     |              |              |              |              |              |              |
| Capacité de désendettement en années                       | 3,12         | 4,37         | 3,13         | 2,92         | 2,84         | 3,77         | 4,63         | 4,98         |
| Dette/Recettes réelles de fonctionnement (%)               | 56,2%        | 61,2%        | 54,0%        | 49,0%        | 48,1%        | 47,9%        | 49,9%        | 50,5%        |
| Intérêt de la dette/Dépenses réelles de fonctionnement (%) | 2,21%        | 1,13%        | 1,3%         | 1,3%         | 1,0%         | 0,9%         | 0,9%         | 0,8%         |
| Dette/Nombre d'habitant en euros                           | 463          | 464          | 444          | 411          | 404          | 398          | 423          | 437          |
| <i>Fiche DGF Population INSEE</i>                          |              |              | 572          | 577          | 582          | 586          | 588          | 591          |
|  |              |              | 105          | 087          | 822          | 543          | 111          | 616          |

Le taux moyen de la dette après swap s'inscrit en baisse à 1,58% au 31 décembre 2015 contre 1,69% l'année précédente. La baisse des taux courts conjuguée à la souscription de nouveaux financements à des niveaux favorables en sont les raisons principales.

## 6. La gestion de la dette départementale en 2015

### 6.1 Les outils de gestion de la dette

Pour assurer son financement de manière optimisée et sécurisée, le Département a développé des instruments financiers lui permettant de recourir aux marchés financiers et diversifier ses ressources.

#### 6.1.1 Le programme EMTN

En 2013 le Département a mis en place un programme d'émission de titres EMTN (Euro Medium Term Note) dont le plafond est fixé à 400 M€. Il permet au Département de procéder à tout moment à des émissions obligataires sans que le total des titres en circulation ne puisse dépasser le plafond du programme. Les modalités des émissions réalisées dans le

cadre du programme sont consignées dans un document appelé « prospectus de base » visé par l'autorité des marchés financiers (AMF).

Le programme EMTN présente un grand intérêt pour des emprunteurs comme le Département de l'Eure. Il permet :

- de couvrir les besoins de financement à tout moment quel que soit le volume ou la durée,
- de minimiser les frais financiers : actuellement le taux d'emprunt obligataire est moins cher qu'un financement bancaire,
- d'élargir le panel des prêteurs,
- d'arbitrer entre possibilités d'émission : syndiquée/non syndiquée, cotée/non cotée,
- de bénéficier d'une grande réactivité pour trouver un financement et/ou profiter des conditions de marché favorables.

A la clôture de l'exercice 2015, l'encours du programme s'élève à 72 M€ en progression de 30 M€ sur un an. Le taux d'utilisation du programme EMTN est de 18% à fin 2015.

#### 6.1.2 Les placements privés

En 2014, le Département s'est doté d'une documentation sur mesure lui permettant de contracter des prêts en bilatéral directement auprès de compagnies d'assurances et autres investisseurs institutionnels. A ce jour le Département a réalisé un seul placement privé auprès de la compagnie d'assurance Allianz pour un montant de 15 M€.

## 6.2 Les opérations de financement en 2015

Le besoin de financement par emprunt représente 30 M€ pour l'exercice 2015 contre 37 M€ pour l'exercice antérieur. Le comblement de ce besoin de financement a été réalisé via le programme EMTN du Département.

Le tableau suivant vous présente les caractéristiques des émissions sur l'année 2015.

| Outil de financement | Chef de file   | Date d'émission | Montant | Taux        | Maturité |
|----------------------|----------------|-----------------|---------|-------------|----------|
| EMTN                 | Arkéa          | 06/10/2015      | 5 M€    | E3M + 0,30% | 3 ans    |
| EMTN                 | Bayern LB      | 05/10/2015      | 5 M€    | E3M + 0,30% | 4 ans    |
| EMTN                 | Bayern LB      | 05/10/2015      | 5 M€    | E3M + 0,33% | 5 ans    |
| EMTN                 | GFI Securities | 22/12/2015      | 15 M€   | Fixe 1,75%  | 13 ans   |

## 7. Gestion de la trésorerie en 2015

### 7.1 Les outils de gestion de la trésorerie du Département

L'objectif de la gestion de la trésorerie est d'assurer la couverture à tout moment du décalage entre les encaissements et les décaissements. Cela implique un niveau d'encaisse suffisant pour répondre aux besoins opérationnels du Département. Pour accomplir cette mission à moindre coût, le Département a diversifié ses sources de financement à court terme en 2013 par la mise en place d'un programme de titres négociables à court terme. Cet instrument qui permet d'accéder directement aux marchés financiers est utilisé de manière complémentaire avec la ligne de trésorerie traditionnelle.

#### 7.1.1 Les lignes de trésorerie

Le Département dispose au 31 décembre 2015 de deux lignes de trésorerie pour un montant global de 50 M€ contre 40 M€ au 31 décembre 2014. Cette augmentation du plafond de 10 M€ permet de renforcer les disponibilités à court terme et d'améliorer les ratios de solvabilité du Département.

Comme en 2014, les deux lignes de trésorerie ont été souscrites auprès de la Caisse d'Épargne et de la Société Générale qui proposaient les offres les plus compétitives.

Le tableau suivant présente les caractéristiques des lignes de trésorerie du Département à fin 2015 :

| Prêteur          | Date de signature du contrat | Montant | Indice        | Durée initiale |
|------------------|------------------------------|---------|---------------|----------------|
| Caisse d'Épargne | 10/07/2015                   | 20 M€   | EONIA + 0,60% | 12 mois        |
| Société Générale | 20/07/2015                   | 30 M€   | E1M + 0,65%   | 12 mois        |

Les marges des crédits de trésorerie sont en baisse par rapport à 2014 de 0,40% et 0,65%, respectivement pour la ligne Caisse d'Épargne et Société Générale. Ce gain de marge s'explique par la politique monétaire accommodante de la Banque Centrale Européenne qui favorise le retour progressif de la concurrence sur le secteur bancaire. Cependant on observe des marges de financement différenciées en fonction de la situation financière des emprunteurs.

#### 7.1.2 Les Titres Négociables à Court Terme

Le programme de titres négociables à court terme du Département présente les grandes caractéristiques suivantes :

- Montant du plafond d'encours de 100 M€
- Montant minimal d'émission de 150 K€
- Durée indéterminée du programme
- Durée initiale de chaque billet supérieure ou égale à 1 jour et inférieur à 364 jours

- Autorité de régulation : Banque de France

Cet outil de financement de la trésorerie permet :

- d'optimiser la gestion de la trésorerie par un coût de financement moins cher que la ligne de trésorerie traditionnelle,
- de diversifier et garantir l'accès au financement de court terme notamment en période de crise bancaire,
- d'anticiper les nouvelles réglementations bancaires de plus en plus contraignantes,
- d'accéder aux marchés des capitaux et bénéficier de l'excellente appréciation de son risque de crédit (notation financière),
- de constituer une base de prêteurs plus large qu'une ligne de trésorerie.

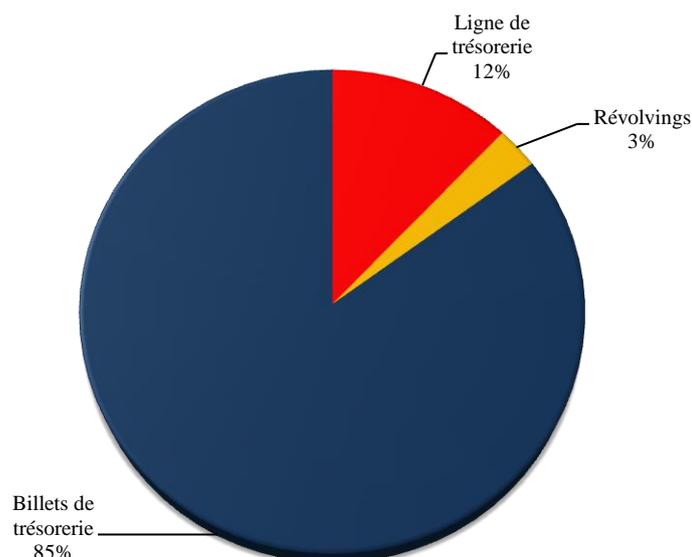
## **7.2 Le financement de la trésorerie en 2015**

### *7.2.1 Les ressources mobilisées pour la trésorerie*

Le besoin de financement résultant du décalage entre les encaissements et les décaissements se monte à 218,6 M€ sur l'exercice 2015. Il était de 389,6 M€ en 2014. Le comblement de ce besoin a été réalisé de la façon suivante :

- financement par titres négociables à court terme pour 186 M€ (313 M€ en 2014);
- financement par ligne de trésorerie pour 26,5 M€ (44,6 M€ en 2014);
- financement par emprunts révolving pour 6,2 M€ (32 M€ en 2014).

Répartition des sources de financement à court terme du Département



La structure de financement à court terme du Département est retracée mois par mois dans le tableau ci-après :

|                       | janvier        | février        | mars           | avril          | mai            | juin           | juillet        | août          | septembre      | octobre       | novembre       | décembre       | Cumul           |
|-----------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|---------------|----------------|---------------|----------------|----------------|-----------------|
| Ligne de trésorerie   | 2,0 M€         | 8,1 M€         | 1,9 M€         | 0,0 M€         | 0,0 M€         | 4,6 M€         | 4,6 M€         | 2,8 M€        | 0,0 M€         | 0,0 M€        | 2,5 M€         | 0,0 M€         | 26,5 M€         |
| Révolvings            | 0,0 M€         | 0,0 M€        | 0,0 M€         | 0,0 M€        | 6,2 M€         | 0,0 M€         | 6,2 M€          |
| Billets de trésorerie | 10,0 M€        | 7,0 M€         | 21,0 M€        | 40,0 M€        | 12,0 M€        | 32,0 M€        | 10,0 M€        | 7,0 M€        | 17,0 M€        | 0,0 M€        | 8,0 M€         | 22,0 M€        | 186,0 M€        |
| <b>Total</b>          | <b>12,0 M€</b> | <b>15,1 M€</b> | <b>22,9 M€</b> | <b>40,0 M€</b> | <b>12,0 M€</b> | <b>36,6 M€</b> | <b>14,6 M€</b> | <b>9,8 M€</b> | <b>17,0 M€</b> | <b>0,0 M€</b> | <b>16,7 M€</b> | <b>22,0 M€</b> | <b>218,6 M€</b> |

### 7.2.2 Les frais financiers liés à la trésorerie

Les charges d'intérêts liées à la gestion de la trésorerie, hors intérêts emprunts revolving comptabilisés en intérêts de la dette, s'élevaient à 1,2 K€ en 2015 contre 44,5 K€ en 2014. Ce montant est obtenu après déduction de 2,9 K€ perçus au titre des taux négatifs sur les titres négociables à court terme. Ainsi, les charges financières sur l'année ne concernent que la ligne de trésorerie pour un montant de 4 K€.

Sur la période 2011-2015, les frais financiers sont passés de 115 K€ en 2011 à 1,2 K€ à la clôture de l'exercice 2015. Le tableau ci-après retrace l'évolution de ces frais sur une période de 7 ans :

| en K€                                 | 2009 | 2010  | 2011  | 2012* | 2013 | 2014 | 2015** |
|---------------------------------------|------|-------|-------|-------|------|------|--------|
| Frais financiers liés à la trésorerie | 203  | 145,1 | 115,0 | 34,8  | 26,8 | 44,5 | 1,2    |

\* 2012 est une année exceptionnelle marquée par un faible taux d'utilisation de la ligne de trésorerie

\*\* Déduction de 2,9 K€ perçus au titre des taux négatifs sur les titres négociables à court terme

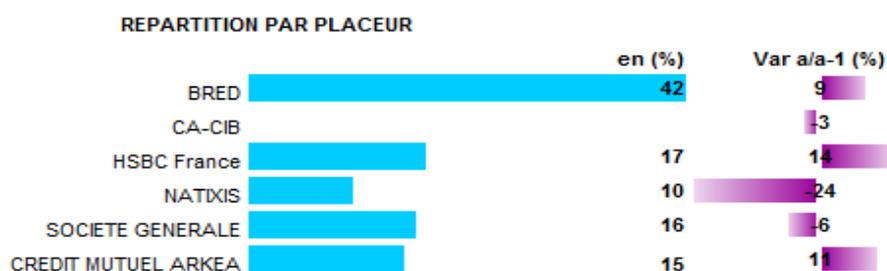
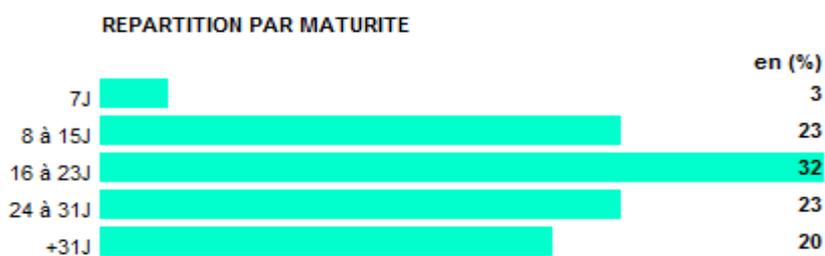
### 7.2.3 Le financement par titres négociables à court terme

En 2015, les titres négociables à court terme ont permis de couvrir 85% des besoins de trésorerie du Département. Le montant cumulé des tirages sur l'année écoulée de 186 M€ est en baisse de 127 M€ comparé à 313 M€ sur 2014.

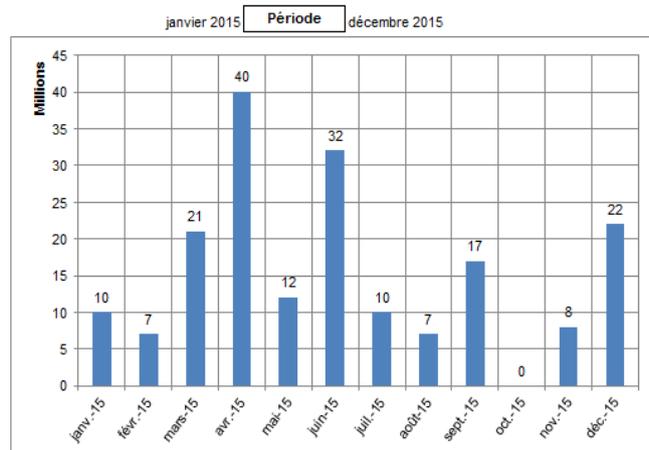
Le taux moyen d'émission se situe en territoire négatif et affiche -0,02% en 2015 contre un taux positif de 0,15% en 2014.

Les éléments de reporting illustrés par des graphiques présentent les principaux indicateurs de gestion des titres négociables à court terme. Il s'agit de :

- la répartition des émissions en fonction de leur durée,
- la répartition par institution financière chargée entre autres de placer les titres du Département auprès des investisseurs,
- le profil des émissions réalisées sur l'année.



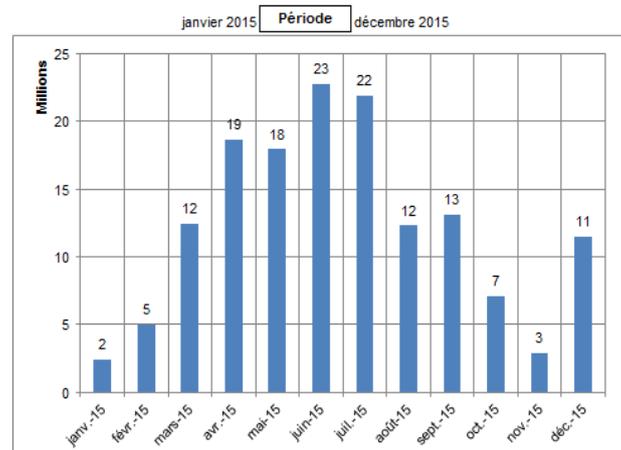
NOMINAL DES EMISSIONS SUR LES 12 DERNIERS MOIS



Reporting BT sur 12 mois

|                  | Nominal   | Encours (€) | Durée (J) | Taux (bp) |
|------------------|-----------|-------------|-----------|-----------|
| Statistiques-Min | 7 000 000 | 2 419 355   | 8         | -11       |

ENCOURS MOYEN MENSUEL SUR LES 12 DERNIERS MOIS



Reporting BT sur 12 mois

|                  | Nominal    | Encours (€) | Durée (J) | Taux (bp) |
|------------------|------------|-------------|-----------|-----------|
| Statistiques-Max | 40 000 000 | 22 800 000  | 47        | 1         |

## 8. La gestion du risque de liquidité

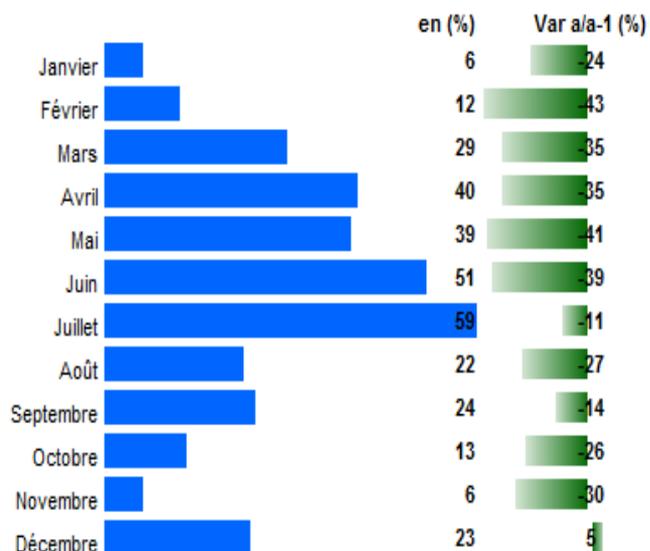
Le financement de marché notamment par titres négociables à court terme a conduit le Département à mettre en place deux ratios de gestion du risque de liquidité. Ces ratios qui sont semblables à ceux utilisés par le secteur bancaire permettent d'évaluer le niveau du risque de marché du Département et la qualité du pilotage de sa liquidité. Il s'agit :

- du ratio back-up : ce ratio mesure le taux de couverture des émissions de titres négociables à court terme par de la disponibilité sur les lignes de trésorerie. Ce ratio permet de déterminer la capacité du Département à rembourser ses titres négociables à court terme en situation de stress sur les marchés financiers ;
- du Ratio de Liquidité Court Terme (RLCT) : ce ratio mesure la capacité du Département à honorer ses engagements financiers au cours des 12 prochains mois.

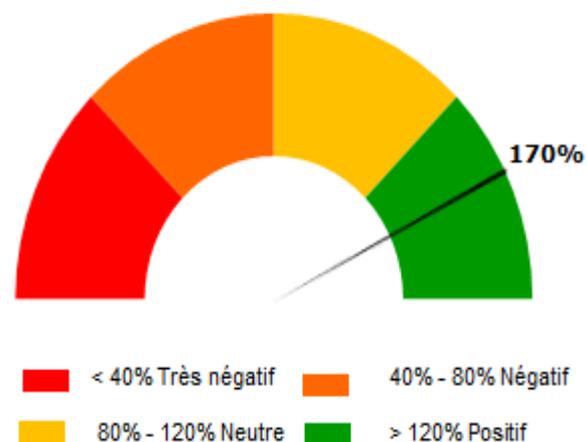
Pour l'exercice 2015, les indicateurs de risque de liquidité du Département indiquent un risque maîtrisé grâce à une gestion optimisée et prudente. Ainsi, le ratio de consommation de la limite back-up affiche 23% à fin 2015 (27% en moyenne sur l'année).

Concernant le RLCT, celui-ci s'établit à 170% à fin 2015 avec une moyenne sur l'année de 138% (appréciation négative si ratio <80%).

### CONSOMMATION LIMITE BACK UP



### Ratio de liquidité court terme A fin décembre



## 9. Perspectives 2016

Dans le cadre de la stratégie de diversification des ressources de financement, le Département a lancé en 2015 une procédure de financement de projets auprès de la Banque Européenne d'Investissement. Le projet porte sur le financement par emprunt à hauteur de 50% du PPI collèges à horizon 5 ans. Compte tenu de l'état d'avancement de l'instruction du dossier, nous prévoyons la signature de la convention de financement entre le quatrième trimestre 2016 et le premier trimestre 2017.

Par ailleurs, la direction des finances a mis en place sur le site internet du Département un espace dédié à l'information financière. Cet outil de transparence financière sera enrichi de nouveaux éléments budgétaires et de trésorerie afin de permettre une lecture croisée et détaillée des comptes financiers du Département.

Il convient de noter que ces éléments sont susceptibles d'évoluer en fonction de l'évolution des marchés financiers et des besoins de la collectivité.

**ANNEXE 8**  
**Synthèse du Compte Administratif 2016**

## **I. Le résultat de l'exercice 2016**

L'exercice 2016 présente les équilibres suivants :

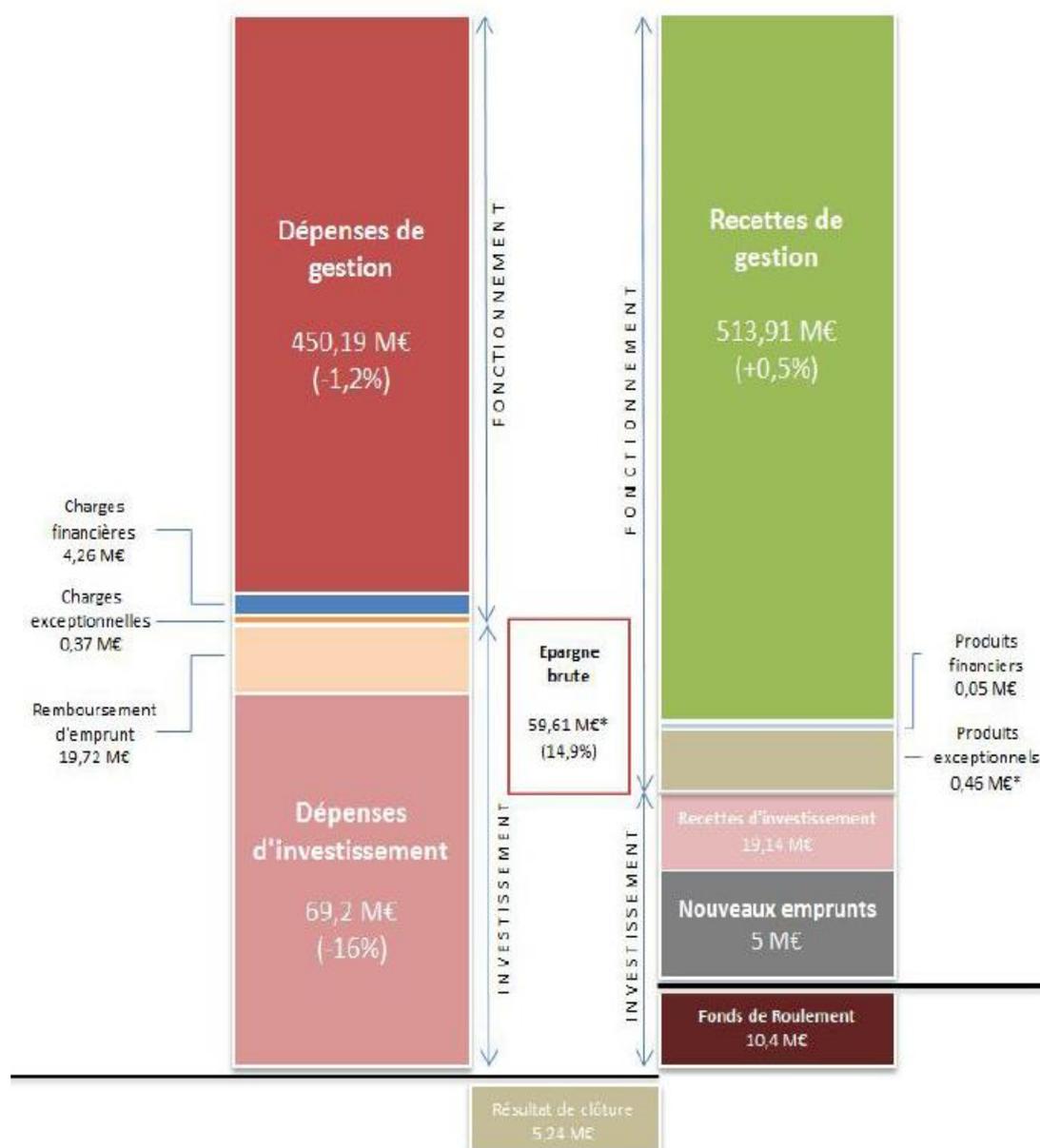
- 1. les dépenses totales** de l'exercice se sont élevées à 647,76 M€, dont 503,85 M€ en fonctionnement et 143,92 M€ en investissement. Les dépenses de fonctionnement se sont décomposées en 454,81 M€ de dépenses réelles et 49,03 M€ de dépenses d'ordre. Les dépenses d'investissement ont été constituées de 96,67 M€ d'opérations réelles, 9,67 M€ de reprise du déficit antérieur 2015 et 37,57 M€ d'opérations d'ordre ;
- 2. Les recettes totales** se sont élevées à 653,01 M€, dont 559,82 M€ de recettes de fonctionnement et 93,19 M€ de recettes d'investissement. Les recettes de fonctionnement se sont décomposées en 514,42 M€ de recettes réelles, 10,42 M€ de reprise de l'excédent 2015 et 34,98 M€ de recettes d'ordre. Les recettes d'investissement se sont réparties entre 31,89 M€ de recettes réelles, 51,62 M€ de recettes d'ordre et 9,67 M€ d'excédent d'investissement capitalisé (1068) ;
- 3.** le résultat de clôture de l'exercice 2015 s'était établi à 10,4 M€. Avec un résultat propre de l'exercice de -5,2 M€, **le résultat de clôture 2016** a atteint à 5,2 M€.

Ce résultat sera affecté lors du budget supplémentaire. Les résultats des budgets annexes du réseau haut débit, du parc routier de l'Eure (budgets clôturés au 31 décembre 2015) et du laboratoire départemental d'analyses (budget clôturé au 31 décembre 2016) seront également repris à cette occasion.

L'ensemble de ces résultats est récapitulé dans le tableau suivant.

| <b>RESULTAT DU CA 2016 - BUDGET PRINCIPAL</b> |                                |                                |                        |
|---|--------------------------------|--------------------------------|------------------------|
| <b>OBJET</b>                                  | <b>INVESTISSEMENT<br/>2016</b> | <b>FONCTIONNEMENT<br/>2016</b> | <b>TOTAUX<br/>2016</b> |
| <b>A) RECETTES</b>                            | 93 187 502,48                  | 549 404 366,95                 | 642 591 869,43         |
| Recettes réelles                              | 31 888 152,93                  | 514 422 211,33                 | 546 310 364,26         |
| <b>Recettes d'ordre</b>                       | <b>51 624 687,12</b>           | <b>34 982 155,62</b>           | <b>86 606 842,74</b>   |
| <b>Affectation (1068)</b>                     | <b>9 674 662,43</b>            |                                | <b>9 674 662,43</b>    |
| <b>B) DEPENSES</b>                            | 134 243 458,46                 | 503 845 908,50                 | 638 089 366,96         |
| Dépenses réelles                              | 96 668 951,81                  | 454 813 572,41                 | 551 482 524,22         |
| <b>Dépenses d'ordre</b>                       | <b>37 574 506,65</b>           | <b>49 032 336,09</b>           | <b>86 606 842,74</b>   |
| <b>C) RESULTAT DE L'EXERCICE (A-B)</b>        | -41 055 955,98                 | 45 558 458,45                  | 4 502 502,47           |
| <b>D) RESULTATS ANTERIEURS</b>                | 9 674 662,43                   | 10 416 561,86                  | 741 899,43             |
| Dépenses d'investissement (001)               | 9 674 662,43                   |                                |                        |
| Recettes de fonctionnement (002)              |                                | 10 416 561,86                  |                        |
| <b>E) RESULTAT DE CLOTURE (C+D)</b>           | -50 730 618,41                 | 55 975 020,31                  | 5 244 401,90           |
| <b>F) SOLDE DES RESTES A REALISER</b>         | 0,00                           | 0,00                           | 0,00                   |
| Dépenses                                      | 0,00                           |                                | 0,00                   |
| Recettes                                      | 0,00                           |                                | 0,00                   |
| <b>G) RESULTAT CUMULE (E+F)</b>               | -50 730 618,41                 | 55 975 020,31                  | 5 244 401,90           |

## II. L'équilibre général



Cette présentation synthétique du budget principal du Département permet d'avoir une vision générale des résultats de l'année 2016 et des montants consacrés à chaque grande catégorie de dépenses et de recettes à l'exclusion des opérations d'ordre. Elle permet également de visualiser rapidement la capacité d'autofinancement (épargne brute) dégagée par la collectivité sur la section de fonctionnement, le montant du recours à l'emprunt et le désendettement.

### III. Les soldes intermédiaires de gestion et les ratios d'analyse

#### 1. Les soldes intermédiaires de gestion

Le tableau ci-après détaille le calcul des soldes intermédiaires de gestion du département. Ces soldes (épargne de gestion, épargne brute ou capacité d'autofinancement, épargne nette) témoignent de l'évolution de la situation financière du Département.

| OBJET   | 2015               | 2016               | Ev°<br>2016/2015 |
|---|--------------------|--------------------|------------------|
| Recettes courantes de fonctionnement                | 511 354 885        | <b>513 910 896</b> | 0,5%             |
| Dépenses courantes de fonctionnement                | 455 837 286        | <b>450 189 523</b> | -1,24%           |
| <b>Epargne de gestion</b>                           | <b>55 517 599</b>  | <b>63 721 373</b>  | <b>14,8%</b>     |
| Produits financiers                                 | 46 067             | <b>51 597</b>      | 12,2%            |
| Frais financiers                                    | 4 017 019          | <b>4 258 582</b>   | 6%               |
| <i>Solde financier</i>                              | - 3 970 953        | - <b>4 206 985</b> | 5,9%             |
| Produits exceptionnels (hors MREAL)                 | 811 831            | <b>459 718</b>     | -43,4%           |
| Charges exceptionnelles                             | 464 575            | <b>365 468</b>     | -21,3%           |
| <i>Solde exceptionnel</i>                           | 347 056            | <b>94 251</b>      | -72,8%           |
| <b>TOTAL DES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b> | <b>512 212 582</b> | <b>514 422 211</b> | <b>0,4%</b>      |
| <b>TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b> | <b>460 318 879</b> | <b>454 813 572</b> | <b>-1,2%</b>     |
| <b>Epargne brute (Capacité d'Autofinancement)</b>   | <b>51 893 703</b>  | <b>59 608 639</b>  | <b>14,9%</b>     |
| Remboursement en capital de la dette                | 20 113 810         | <b>19 715 687</b>  | -2,0%            |
| <b>Epargne nette</b>                                | <b>31 779 893</b>  | <b>39 892 952</b>  | <b>25,5%</b>     |

L'**épargne de gestion** représente la différence entre les recettes courantes de fonctionnement et les dépenses courantes de fonctionnement. Elle tient compte des dépenses récurrentes de la collectivité : ne sont donc pas pris en compte les frais financiers et produits financiers ainsi que les dépenses et recettes exceptionnelles. L'épargne de gestion s'est établie en 2016 à 63,7 M€ en augmentation de 14,8 % par rapport à 2015 (55,5 M€). Cette évolution a lieu dans un contexte où les dépenses sociales ont continué à croître et que les dotations de l'État ont encore diminué en 2016.

L'**épargne brute** est la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement. Elle intègre donc les opérations financières et les opérations exceptionnelles. En 2016, l'épargne brute, sous l'effet d'une hausse des recettes réelles de fonctionnement de 0,4 % et d'une baisse des dépenses réelles de fonctionnement de 1,2 %, a crû de 14,9 % pour atteindre 59,6 M€ (par rapport à 51,9 M€ en 2015).

L'**épargne nette** est obtenue après déduction du remboursement de l'annuité de la dette en capital. Elle s'est élevée à 39,9 M€ par rapport à 31,8 M€ en 2015, soit une hausse de 25,5 %.

Les différents niveaux d'épargne s'apprécient toutefois prioritairement à travers des taux d'épargne plutôt qu'en valeur absolue. En effet, en rapportant l'épargne aux recettes réelles de fonctionnement, peuvent être appréciés :

- le degré de maîtrise de la section de fonctionnement ou des dépenses contraintes selon l'épargne considérée ;
- la capacité à dégager une source de financement de l'investissement.

Entre 2015 et 2016, le taux d'épargne brute est passé de 10,9 % à 11,6 %, soit une hausse de 0,7 points. Le taux d'épargne nette a lui crû de 7 % à 7,8 %, soit une augmentation de 0,8 points. Ainsi, 2016 a confirmé la trajectoire de restauration de l'épargne initiée en 2015 après la chute des années précédentes. Si la tendance de la fin du mandat précédent avait dû se poursuivre, le Département serait aujourd'hui dans une situation financière critique.

## 2. Les ratios d'analyse financière

Au-delà des taux d'épargne, les ratios d'analyse financière au 31 décembre 2016 traduisent une situation maîtrisée.

| RATIOS D'ENDETTEMENT   | 2015        | 2016         | Ev°<br>2016/2017 |
|--|-------------|--------------|------------------|
| Endettement au 1er Janvier                                       | 248 802 026 | 263 534 370  | 5,9%             |
| Endettement au 31 décembre                                       | 258 688 216 | 248 818 683  | -3,8%            |
| Variation de l'encours de dette                                  | 9 886 190   | - 14 715 687 | -248,9%          |
| Endettement/Recettes réelles de fonctionnement                   | 50,5%       | 48,4%        | -4,2%            |
| Capacité de désendettement (en années)                           | 4,98        | 4,17         | -16,3%           |
| Annuité/Recettes réelles de fonctionnement                       | 4,7%        | 4,7%         | -1,1%            |
| Taux d'intérêt moyen   | 1,58%       | 1,56%        | -1,3%            |
| AUTRES RATIOS  | 2015        | 2016         | Ev°<br>2016/2015 |
| Rigidité des charges de structures<br>(Charges de personnel/RRF) | 14,2%       | 14,4%        | 1,6%             |

Cela vaut, d'abord, pour les ratios d'endettement. Le premier d'entre eux est la capacité de désendettement. Il est passé de de 4,98 ans à 4,17 ans au cours de l'exercice 2016, soit une amélioration de 0,81 an. Pour mettre en perspective cet indicateur, il peut être rappelé que l'Exécutif a fixé une limite à 10 ans, ce niveau étant considéré comme le seuil de solvabilité des collectivités territoriales.

Le ratio de rigidité des charges de structure rapporte les charges de personnel aux recettes réelles de fonctionnement. Le niveau de ce ratio a été stable entre 2015 et 2016. Il est en effet passé de 14,2 % à 14,4 %. Toutefois, pour le Département, le ratio mérite d'être affiné. La plupart de leurs dépenses d'intervention représentent des charges rigides. Par exemple, en 2016, les dépenses volontaristes n'ont représenté que 2,6 % des dépenses réelles de

fonctionnement et 2,9 % des recettes réelles de fonctionnement. La rigidité des charges est réelle.

#### IV. Le fonctionnement

##### 1. Les dépenses de fonctionnement

Dans un contexte d'atonie des recettes de fonctionnement, c'est logiquement la maîtrise des dépenses de fonctionnement qui a déterminé l'évolution de l'épargne. Les dépenses réelles de fonctionnement ont diminué de 1,2 % en 2016 pour s'établir à 454,8 M€.

La baisse au global s'explique par les dépenses courantes de fonctionnement. Elles se sont élevées à 450,2 M€ pour 455,8 M€ en 2015, soit une diminution de 1,2 %. Elles se composent des charges à caractère général pour 20,7 M€, des charges de personnel pour 94,7 M€, des atténuations de produits pour 4,5 M€, des dépenses sociales liées à l'APA (36,7 M€) et au RSA (82,2 M€) et des autres charges de gestion courante pour 211,4 M€.

Les dépenses réelles de fonctionnement sont obtenues en ajoutant les intérêts des emprunts (4,3 M€) et les charges exceptionnelles (0,37 M€).

| OBJET   | 2015               | 2016               | Ev°<br>2016/2015 |
|---|--------------------|--------------------|------------------|
| Charges à caractère général*                        | 26 556 537         | 20 712 365         | -22%             |
| Charges de personnel (CG)                           | 72 492 090         | 73 978 782         | 2,1%             |
| Charges de personnel (ASSFAM)                       | 20 169 409         | 20 730 732         | 2,8%             |
| Atténuations des produits                           | 4 906 494          | 4 453 194          | -9,2%            |
| APA   | 35 926 145         | 36 734 726         | 2,3%             |
| RSA   | 81 530 032         | 82 185 366         | 0,8%             |
| Autres charges de gestion courante*                 | 214 256 578        | 211 394 359        | -1,3%            |
| Dépenses courantes de fonctionnement                | 455 837 286        | 450 189 523        | -1,2%            |
| Frais financiers                                    | 4 017 019          | 4 258 582          | 6%               |
| Charges exceptionnelles                             | 464 575            | 365 468            | -21,3%           |
| Charges exceptionnelles retraitées* (MREAL)         |                    | -                  | %                |
| <b>TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b> | <b>460 318 879</b> | <b>454 813 572</b> | <b>-1,2%</b>     |

\* postes budgétaires ayant fait l'objet de retraitements en charges exceptionnelles

En prenant pour clé d'entrée les politiques publiques départementales, la répartition est la suivante :

|   |  | 2015                  | 2016                  |
|---|--|-----------------------|-----------------------|
| Dépenses obligatoires contraintes dans leur montant     | RSA  | 81 530 032,00         | 82 185 366,00         |
|   | APA  | 35 926 181,15         | 36 734 725,92         |
|   | PCH et ACP   | 15 646 087,71         | 16 098 954,00         |
|   | <i>Sous-total</i>                                  | <i>133 102 300,86</i> | <i>135 019 045,92</i> |
| Dépenses obligatoires non contraintes dans leur montant | Insertion et action sociale hors RSA               | 4 211 111,92          | 4 104 965,54          |
|   | Personnes âgées hors APA                           | 21 679 383,62         | 22 357 236,27         |
|   | Personnes en situation de handicap hors PCH et ACP | 43 165 786,35         | 47 150 743,43         |
|   | Enfance et famille                                 | 64 176 752,60         | 63 276 080,20         |
|   | Mobilité   | 47 656 684,60         | 39 709 233,95         |
|   | Education  | 12 592 028,98         | 11 070 559,53         |
|   | SDIS   | 23 176 378,00         | 21 610 393,00         |
|   | <i>Sous-total</i>                                  | <i>216 658 126,07</i> | <i>209 279 211,92</i> |
| Dépenses volontaristes                                  | Habitat  | 1 531 378,15          | 764 049,96            |
|   | Agriculture  | 818 870,00            | 958 980,66            |
|   | Environnement                                      | 1 420 112,77          | 1 191 792,83          |
|   | Appui aux territoires                              | 268 791,56            | 231 192,27            |
|   | Attractivité économique et touristiques            | 2 999 570,11          | 2 138 805,00          |
|   | Numérique  | 1 383 203,62          | 429 099,00            |
|   | Europe et international                            | 146 635,60            | 3 000,77              |
|   | Culture  | 4 832 413,87          | 4 563 101,77          |
|   | Sport  | 3 413 861,95          | 3 000 110,39          |
|   | <i>Sous-total</i>                                  | <i>16 814 837,63</i>  | <i>13 280 132,65</i>  |
| Ressources  | Finances   | 8 601 217,23          | 9 037 756,18          |
|   | Patrimoine et logistiques                          | 3 966 687,77          | 5 221 664,51          |
|   | Systèmes d'information                             | 1 127 845,06          | 1 143 527,14          |
|   | Ressources humaines                                | 77 759 277,58         | 79 351 511,80         |
|   | Documentation                                      | 82 786,92             | 57 544,92             |
|   | Courrier   | 572 305,82            | 410 310,95            |
|   | Affaires juridiques                                | 612 980,29            | 738 273,66            |
|   | Communication et cabinet                           | 1 020 514,21          | 1 274 592,76          |
|   | <i>Sous-total</i>                                  | <i>93 743 614,88</i>  | <i>97 235 181,92</i>  |
| <b>TOTAL</b>  | <b>460 318 879,44</b>                              | <b>454 813 572,41</b> |                       |

### Dépenses obligatoires contraintes dans leur montant

|  |                   | 2015                  | 2016                  | EV. 2016/2015 |
|--|-------------------|-----------------------|-----------------------|---------------|
| <b>Dépenses obligatoires contraintes dans leur montant</b> | RSA               | 81 530 032,00         | 82 185 366,00         | 0,8%          |
|  | APA               | 35 926 181,15         | 36 734 725,92         | 2,3%          |
|  | PCH et ACTP       | 15 646 087,71         | 16 098 954,00         | 2,9%          |
|  | <i>Sous-total</i> | <i>133 102 300,86</i> | <i>135 019 045,92</i> | <i>1,4%</i>   |

L'APA et le RSA ont progressé respectivement de 2,3 % à 36,7 M€ et de 0,8 % à 82,2 M€. Pour l'APA, les dépenses au titre de l'APA à domicile (22,4 M€) ont progressé plus vite (3,1 %) par rapport aux dépenses au titre de l'APA en établissement (1 %).

L'augmentation du RSA provient de plusieurs facteurs : une revalorisation de l'allocation en fonction de l'indice des prix à la consommation et une légère hausse du nombre d'allocataires. Le nombre de bénéficiaires de l'allocation (13 289) a crû de +0,3 %. Le montant de 82,2 M€ correspond à l'intégralité du chapitre dédié au RSA. La seule allocation a représenté 78 M€.

La PCH et ACTP ont représenté 16,1 M€, soit 2,9 % de plus qu'en 2015.

### Dépenses obligatoires non contraintes dans leur montant

|  |   | 2015                  | 2016                  | EV. 2016/2017 |
|--|---|-----------------------|-----------------------|---------------|
| <b>Dépenses obligatoires non contraintes dans leur montant</b> | Insertion et action sociale hors RSA                | 4 211 111,92          | 4 104 965,54          | -2,5%         |
|  | Personnes âgées hors APA                            | 21 679 383,62         | 22 357 236,27         | 3,1%          |
|  | Personnes en situation de handicap hors PCH et ACTP | 43 165 786,35         | 47 150 743,43         | 9,2%          |
|  | Enfance et famille                                  | 64 176 752,60         | 63 276 080,20         | -1,4%         |
|  | Mobilité  | 47 656 684,60         | 39 709 233,95         | -16,7%        |
|  | Education   | 12 592 028,98         | 11 070 559,53         | -12,1%        |
|  | SDIS  | 23 176 378,00         | 21 610 393,00         | -6,8%         |
|  | <i>Sous-total</i>                                   | <i>212 447 014,15</i> | <i>205 174 246,38</i> | <i>-3,4%</i>  |

Les dépenses au titre de l'insertion et de l'action sociale hors RSA ont été quasiment stables à 4,1 M€. Ces dépenses correspondent aux secours d'urgence (avec notamment le fonds de solidarité pour l'habitat et les secours à l'enfant), à la participation dans le cadre de la loi Molle et de dépenses au titre du FSE.

Pour les personnes âgées hors APA, les dépenses ont augmenté de 3,1 % pour s'établir à 22,4 M€. Il s'agit essentiellement de l'aide sociale à l'hébergement.

Les dépenses en faveur des personnes en situation de handicap hors PCH et ACTH ont crû de 9,2 % en 2016. Celles-ci concernent le maintien à domicile (+1,9% avec 2,4 M€ en 2016), la

participation à la MDPH pour 0,67 M€ (+5,6 %) et les frais d'hébergement pour 44 M€ (+10 %).

Les dépenses au titre de l'enfance et la famille ont diminué de 1,4 % avec 63,3 M€ en 2016 (64,2 M€ en 2015). Les plus gros postes sont le placement en établissement pour 27,6 M€ (-2,3 %), la rémunération des assistants familiaux (20,7 M€) et l'allocation d'entretien avec (4,6 M€).

La mobilité correspond au périmètre des routes et des transports. Les dépenses de fonctionnement des routes ont atteint 3,6 M€ par rapport à 9,8 M€ en 2015. Cette évolution renvoie à un double effet :

- un travail de ré-imputation des dépenses de fonctionnement vers la section d'investissement dans le domaine de la maintenance des routes ;
- le rattachement en 2016 d'une partie du parc routier de l'Eure à l'activité de logistique et de patrimoine.

Les dépenses au titre des transports ont diminué de 4,7 %, avec 36,1 M€ en 2016 et 37,9 M€ en 2015. Celles-ci sont liées principalement aux dépenses de lignes régulières gérées en délégation de service public (5,15 M€, avec -1,7 % par rapport à 2015) et la participation au budget annexe des transports (29,7 M€ avec -4,3 % par rapport à 2015).

Les dépenses d'éducation ont diminué de 12,1 % en 2016 avec 11,1 M€. Elles comprennent principalement les bourses scolaires pour 1,3 M€, les dotations de fonctionnement des collèges publics et celles des collèges privés. La baisse renvoie essentiellement à une opération exceptionnelle de prélèvements sur les fonds de réserve des collèges en 2016 dans le cadre d'un dialogue de gestion.

La contribution du Département au service départemental d'incendier et de secours a diminué de 6,8 %. Les économies correspondantes renvoient à la démarche ambitieuse de mutualisation mise en place, avec notamment la création de services unifiés.

### Dépenses volontaristes

|                               |   | 2015          | 2016          | EV. 2016/2017 |
|-------------------------------|---|---------------|---------------|---------------|
| <b>Dépenses volontaristes</b> | Habitat                                 | 1 531 378,15  | 764 049,96    | -50,1%        |
|                               | Agriculture                             | 818 870,00    | 958 980,66    | 17,1%         |
|                               | Environnement                           | 1 420 112,77  | 1 191 792,83  | -16,1%        |
|                               | Appui aux territoires                   | 268 791,56    | 231 192,27    | -14,0%        |
|                               | Attractivité économique et touristiques | 2 999 570,11  | 2 138 805,00  | -28,7%        |
|                               | Numérique                               | 1 383 203,62  | 429 099,00    | -69,0%        |
|                               | Europe et international                 | 146 635,60    | 3 000,77      | -98,0%        |
|                               | Culture                                 | 4 832 413,87  | 4 563 101,77  | -5,6%         |
|                               | Sport                                   | 3 413 861,95  | 3 000 110,39  | -12,1%        |
|                               | Sous-total                              | 16 814 837,63 | 13 280 132,65 | -21,0%        |

Les dépenses volontaristes ont diminué de 21 % avec 13,3 M€ en 2016. Cette évolution renvoie à quatre facteurs :

- une démarche initiée à l'automne 2015 à travers les dix pistes prioritaires d'économies et visant à bien étudier quelles étaient les interventions obligatoires et celles qui étaient facultatives ;
- des aléas de consommation en fonction de la vie des projets dans un contexte où les dépenses volontaristes représentent principalement des subventions, ce qui rend le Département tributaire du calendrier des appels de fonds des bénéficiaires ;
- la forte diminution de la taxe d'aménagement, et donc du reversement en faveur du conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement ;
- la clôture du budget annexe du réseau haut débit.

Les dépenses en faveur de l'habitat ont diminué de 50,1 % (0,76 M€ en 2016), notamment au regard de cet effet.

Dans le domaine de l'agriculture, les dépenses ont progressé de 17,1 %, avec 0,96 M€ en 2016. A contrario, des diminutions ont été constatées en environnement et en appui aux territoires.

Au titre de l'attractivité économique et touristique, la diminution (-28,7 % pour 2,1 M€) renvoie notamment à un prélèvement sur les fonds de réserve de Eure tourisme dans le cadre du pilotage des organismes associés.

La dépense au titre du numérique a diminué de 69 %. Ceci s'explique par la clôture du budget annexe du réseau haut débit, qui signifiait une subvention du budget principal de 0,8 M€ en 2015.

Les dépenses au titre de la culture ont baissé de 5,6 %. Ceci s'explique notamment par une mise en cohérence du financement de structures avec des territoires limitrophes, et notamment la Seine-Maritime. Les dépenses en faveur du sport ont également connu un repli de 12,1 % avec 3 M€ en 2016.

## Ressources

|                   |                           | 2015          | 2016          | EV. 2016/2017 |
|-------------------|---------------------------|---------------|---------------|---------------|
| <b>Ressources</b> | Finances                  | 8 601 217,23  | 9 037 756,18  | 5,1%          |
|                   | Patrimoine et logistiques | 3 966 687,77  | 5 221 664,51  | 31,6%         |
|                   | Système d'information     | 1 127 845,06  | 1 143 527,14  | 1,4%          |
|                   | Ressources humaines       | 77 759 277,58 | 79 351 511,80 | 2,0%          |
|                   | Documentation             | 82 786,92     | 57 544,92     | -30,5%        |
|                   | Courrier                  | 572 305,82    | 410 310,95    | -28,3%        |
|                   | Affaires juridiques       | 612 980,29    | 738 273,66    | 20,4%         |
|                   | Communication et cabinet  | 1 020 514,21  | 1 274 592,76  | 24,9%         |
|                   | Sous-total                | 93 743 614,88 | 97 235 181,92 | 3,7%          |

Les dépenses au titre des ressources ont connu une augmentation qui renvoie essentiellement à des effets de périmètre, avec :

- le rattachement en 2016 d'une partie du parc routier de l'Eure à l'activité de logistique et de patrimoine ;
- l'intégration du personnel du parc au budget des ressources humaines.

Les dépenses de ressources humaines se sont établies à 79,4 M€. Les charges de personnel (hors assistants familiaux) se sont établies à 72,8 M€ suite à l'intégration du personnel du parc au budget principal). Les emplois d'avenir ont représenté 1,1 M€, la formation 0,4 M€ et les frais de déplacement 0,8 M€.

Les dépenses au titre des finances ont été de 9 M€. Elles renvoient à deux catégories principales de dépenses :

- les charges liées à la dette à hauteur de 4,3 M€ ;
- le versement en faveur du fonds de solidarité à hauteur de 4 M€.

Compte tenu de l'effet de périmètre précédemment évoqué, les dépenses en faveur du patrimoine et de la logistique se sont élevées à 5,2 M€ en 2016, avec :

- 1,1 M€ pour la gestion administrative du parc technique ;
- 0,4 M€ pour la gestion de la flotte administrative ;
- 0,55 M€ pour la gestion de la flotte technique.

En dehors de cet effet de périmètre, les dépenses d'entretien, d'énergie et de réparation ont diminué.

Les dépenses relevant des systèmes d'information ont été stables à 1,1 M€, les deux principaux postes étant la maintenance informatique et les télécommunications.

Avec des recettes réelles de fonctionnement de 514,4 M€ et des dépenses réelles de fonctionnement de 454,8 M€, l'épargne brute a atteint 59,8 M€. Avec un capital remboursé de 19,7 M€, l'épargne nette a donc été de 39,9 M€. C'est ce montant qui a pu venir financer les investissements du Département en 2016.

## 2. Les recettes de fonctionnement

Les recettes réelles de fonctionnement se sont élevées à 514,4 M€ en 2016. Par rapport à une base 2015 retraitée des écritures afférentes à l'opération MREAL, elles ont été stables (+0,4 %). Schématiquement, la diminution de la dotation globale de fonctionnement a été compensée par le dynamisme de la fiscalité, et en particulier des droits de mutation à titre onéreux et du fonds de compensation dédié.

| OBJET  | 2015               | 2016                      | Ev°<br>2016/2015 |
|--|--------------------|---------------------------|------------------|
| <b>Recettes courantes de fonctionnement</b>                      | <b>511 354 885</b> | <b>513 910 896</b>        | <b>0,5%</b>      |
| <b>TFPB</b>  | 104 791 277        | <b>106 353 109</b>        | 1,5%             |
| <b>CVAE</b>  | 61 896 327         | <b>60 300 594</b>         | -2,6%            |
| <b>IFER</b>  | 672 041            | <b>725 694</b>            | 8,0%             |
| <b>FNGIR</b>   | 5 969 821          | <b>5 969 821</b>          | 0,0%             |
| <i>Ss-total fiscalité directe</i>                                | <i>173 329 466</i> | <i><b>173 349 218</b></i> | <i>0,0%</i>      |
| <b>TSCA</b>  | 52 494 788         | <b>53 694 075</b>         | 2,3%             |
| <b>TIPP</b>  | 42 317 029         | <b>42 388 783</b>         | 0,2%             |
| <i>Ss-total fiscalité transférée</i>                             | <i>94 811 817</i>  | <i><b>96 082 858</b></i>  | <i>1,3%</i>      |
| <b>Taxe d'Aménagement (ex TDCAUE/TDENS)</b>                      | 6 368 830          | <b>4 551 141</b>          | -28,5%           |
| <b>Taxe d'électricité</b>  | 6 721 777          | <b>6 830 674</b>          | 1,6%             |
| <b>DMTO</b>  | 55 475 261         | <b>57 967 291</b>         | 4,5%             |
| <i>Ss-total fiscalité immobilière et autre fiscalité</i>         | <i>68 565 868</i>  | <i><b>69 349 106</b></i>  | <i>1,1%</i>      |
| <b>Péréquation DMTO</b>  | 3 148 403          | <b>6 618 632</b>          | 110,2%           |
| <b>Péréquation CVAE</b>  | -                  | -                         | #DIV/0!          |
| <b>Fonds de Compensation Péréqué AIS (Frais de gestion TFPB)</b> | 6 192 076          | <b>6 624 824</b>          | 7,0%             |
| <b>Fonds de solidarité départementale AIS</b>                    | 998 607            | <b>854 534</b>            | -14,4%           |
| <i>Ss-total péréquation</i>                                      | <i>10 339 086</i>  | <i><b>14 097 990</b></i>  | <i>36,4%</i>     |
| <b>Dotations de l'Etat (DGF, DGD)</b>                            | 100 866 724        | <b>92 399 250</b>         | -8,4%            |
| <b>DCRTP</b>   | 7 697 762          | <b>7 697 762</b>          | 0,0%             |
| <b>Allocations compensatrices</b>                                | 4 903 792          | <b>4 690 549</b>          | -4,3%            |
| <b>Dotations liées à l'action sociale (APA, PCH, MDPH, FMDI)</b> | 24 281 313         | <b>27 726 491</b>         | 14,2%            |
| <i>Ss-total dotations de l'Etat</i>                              | <i>137 749 591</i> | <i><b>132 514 052</b></i> | <i>-3,8%</i>     |
| <b>Autres participations et subventions</b>                      | 6 630 710          | <b>8 603 193</b>          | 29,7%            |
| <b>Produits des services, du domaine et ventes</b>               | 1 957 149          | <b>1 887 338</b>          | -3,6%            |
| <b>Autres produits de gestion courante</b>                       | 17 022 468         | <b>17 255 819</b>         | 1,4%             |
| <b>Atténuations de charges</b>                                   | 948 729            | <b>771 321</b>            | -18,7%           |
| <b>Produits financiers</b>                                       | 46 067             | <b>51 597</b>             | 12,0%            |
| <b>Produits exceptionnels (hors MREAL)</b>                       | 811 631            | <b>459 718</b>            | -43,4%           |
| <b>TOTAL DES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>              | <b>512 212 582</b> | <b>514 422 211</b>        | <b>0,4%</b>      |

## La fiscalité directe

| OBJET                    | 2015               | 2016               | Ev°<br>2016/2015 |
|--------------------------|--------------------|--------------------|------------------|
| TFPB                     | 104 791 277        | 106 353 109        | 1,5%             |
| CVAE                     | 61 896 327         | 60 300 594         | -2,6%            |
| IFER                     | 672 041            | 725 694            | 8,0%             |
| FNGIR                    | 5 969 821          | 5 969 821          | 0,0%             |
| <b>FISCALITE DIRECTE</b> | <b>173 329 466</b> | <b>173 349 218</b> | <b>0,0%</b>      |

Les recettes liées à la fiscalité directe se sont élevées à 173,3 M€ en 2016 et ont ainsi été précisément stables par rapport à 2015.

Le produit de la taxe foncière sur les propriétés bâties a crû de 1,5 % en 2016 pour atteindre 106,4 M€ (104,8 M€ en 2015). L'article 98 de la loi n°2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 ayant procédé à une revalorisation forfaitaire des bases à hauteur de 1 %, l'évolution physique des bases a, elle, été à l'origine d'une hausse de 0,5 % du produit. En effet, le taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties est lui évidemment demeuré inchangé en 2016.

Le produit de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) s'est établi à 60,3 M€ en 2016, en baisse de 2,6 %. Cette évolution confirme la volatilité de l'assiette de cette imposition.

Les impositions forfaitaires des entreprises de réseaux (IFER) ont progressé en 2016 pour atteindre 0,7 M€.

Le montant au titre du fonds de garantie individuelle de ressources (FNGIR), mis en place suite à la réforme de la taxe professionnelle, est figé. Il s'est donc logiquement élevé à 5,97 M€.

## La fiscalité transférée

Le produit issu de la fiscalité transférée a augmenté de 1,3 % en 2016 pour s'établir à 96,1 M€, ce résultat renvoyant à une situation contrastée entre une taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA) relativement dynamique et une taxe intérieur de consommation des produits énergétiques (TICPE) atone.

| OBJET                       | 2015              | 2016              | Ev°<br>2016/2015 |
|-----------------------------|-------------------|-------------------|------------------|
| TSCA                        | 52 494 788        | 53 694 075        | 2,3%             |
| TICPE                       | 42 317 029        | 42 388 783        | 0,2%             |
| <b>FISCALITE TRANSFEREE</b> | <b>94 811 817</b> | <b>96 082 858</b> | <b>1,3%</b>      |

La taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA) a connu une hausse de 2,3 % en 2016 pour représenter 53,7 M€ (52,5 M€ en 2015). Sa progression dépend en principe de l'évolution du coût des contrats s'assurance. Un regain de dynamisme est à noter en 2016.

Le fonctionnement de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) est similaire à celui de la TSCA. La TICPE touchée par le Département a augmenté de 0,2 % en 2016 pour s'établir à 42,39 M€ (42,32 M€ en 2015). Cette évolution est le reflet d'une certaine atonie de la consommation de produits énergétiques en France.

### La fiscalité immobilière et autre fiscalité

Le produit à ce titre a connu une hausse de 1,1 %. Celle-ci s'explique par le dynamisme des droits de mutation à titre onéreux.

| OBJET   | 2015              | 2016              | Ev°<br>2016/2015 |
|---|-------------------|-------------------|------------------|
| Taxe d'Aménagement (ex TDCAUE/TDENS)            | 6 368 830         | 4 551 141         | -28,5%           |
| Taxe d'électricité                              | 6 721 777         | 6 830 674         | 1,6%             |
| DMTO  | 55 475 261        | 57 967 291        | 4,5%             |
| <b>FISCALITE IMMOBILIERE ET AUTRE FISCALITE</b> | <b>68 565 868</b> | <b>69 349 106</b> | <b>1,1%</b>      |

Le produit de la taxe d'aménagement a été limité à 4,6 M€, en baisse de 28,5 % par rapport à 2015. En effet, la base de référence 2015 est biaisée. Des difficultés de mise en place du recouvrement par les services fiscaux en 2013 et 2014 ont donné lieu à une régularisation en 2015.

La taxe sur l'électricité a été à l'origine de 6,8 M€ (pour 6,7 M€ en 2015). Les hivers doux et les économies d'énergie expliquent l'atonie de cette ressource.

Les droits de mutation à titre onéreux (DMTO) ont significativement augmenté en 2016 (+4,5 %). En effet, cette recette connaît des cycles successifs. De manière classique, les phases de prix modérés donnent lieu à des phases d'accélération du nombre de transactions.

## Dotations de l'État

Les dotations de l'État ont nettement diminué en 2016. Elles sont passées de 113,5 M€ à 104,8 M€. Cette baisse résulte de la ponction au titre du redressement des finances publiques.

| OBJET  | 2015               | 2016               | Ev°<br>2016/2015 |
|--|--------------------|--------------------|------------------|
| DGF  | 96 688 442         | 88 238 588         | -8,7%            |
| <i>DGF - Dotation forfaitaire</i>                | <i>66 011 477</i>  | <i>57 326 849</i>  | <i>-13,2%</i>    |
| <i>DGF - dotation de fonctionnement minimale</i> | <i>13 543 148</i>  | <i>13 777 922</i>  | <i>1,7%</i>      |
| <i>DGF - dotation de compensation</i>            | <i>17 133 817</i>  | <i>17 133 817</i>  | <i>0,0%</i>      |
| DGD  | 4 178 282          | 4 160 662          | -0,4%            |
| DCRTP  | 7 697 762          | 7 697 762          | 0,0%             |
| Allocations compensatrices                       | 4 903 792          | 4 690 549          | -4,3%            |
| <b>DOTATIONS GLOBALES DE L'ETAT</b>              | <b>113 468 278</b> | <b>104 787 561</b> | <b>-7,7%</b>     |

La dotation globale de fonctionnement (DGF) a été perçue à hauteur de 88,2 M€ en 2016 pour 96,7 M€ en 2015, soit en baisse de 8,7 %.

La dotation générale de décentralisation (DGD) a elle été quasiment stable par rapport à 2015 à 4,16 M€.

La dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) s'est établie à 7,7 M€ en 2016, montant strictement identique depuis 2013. En effet, tout comme le FNGIR, cette dotation est issue de la réforme de la taxe professionnelle et a pour objectif de compenser les pertes de ressources qui en ont résulté.

Les allocations compensatrices ont représenté 4,7 M€ en 2016 pour 4,9 M€ en 2015, soit une baisse de 4,3 %. Ce sont en effet des variables d'ajustement au sein de l'enveloppe normée.

## Les dotations liées à l'action sociale

| OBJET   | 2015              | 2016              | Ev°<br>2016/2015 |
|---|-------------------|-------------------|------------------|
| FSE   | 65 504            | 3 107 557         | 4644:0%          |
| DOTATION PCH                                  | 5 596 595         | 5 338 616         | -4,6%            |
| DOTATION MDPH                                 | 649 460           | 635 039           | -2,2%            |
| DOTATION APA                                  | 13 857 922        | 17 432 133        | 25,8%            |
| FMDI  | 4 177 336         | 4 320 703         | 3,4%             |
| <b>DOTATIONS LIEES A L'ACTION SOCIALE</b>     | <b>24 346 817</b> | <b>30 834 048</b> | <b>26,6%</b>     |
| DOTATIONS LIEES A L'ACTION SOCIALE (hors FSE) | 24 281 313        | 27 726 491        | 14,2%            |

La dotation APA et le fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI) ont connu une évolution favorable en 2016 tandis que les dotations PCH et MDPH ont diminué. Concernant le fonds social européen (FSE), en 2016, 3,1 M€ ont été ordonnancés. Le calendrier de la recette dépend de fait du calendrier des programmations européennes.

### Les fonds de péréquation

Les ressources issues de la péréquation ont fortement crû en 2016 (+36,4 %) en passant de 10,4 M€ à 15 M€.

| OBJET   | 2015              | 2016              | Ev°<br>2016/2015 |
|---|-------------------|-------------------|------------------|
| Péréquation DMTO  | 3 148 403         | 6 618 632         | 110,2%           |
| Péréquation CVAE  | -                 | -                 | n.c.             |
| Fonds de Compensation Péréqué AIS (Frais de gestion TFPB) | 6 192 076         | 6 624 824         | 7,0%             |
| Fonds de solidarité départementale AIS                    | 998 607           | 854 534           | -14,4%           |
| <b>FONDS DE PEREQUATION</b>                               | <b>10 339 086</b> | <b>14 097 990</b> | <b>36,4%</b>     |

Le versement du fonds de péréquation des DMTO (FPDMTO) a augmenté de 110,2 % en 2016 pour atteindre 6,6 M€. La hausse renvoie à la croissance de l'envergure du fonds, et non à une évolution relative des critères de répartition. L'envergure plus importante du fonds renvoie à un effet taux, avec l'effet en année pleine en 2015 du relèvement du taux plafond des DMTO, et un effet bases avec une reprise.

Le Département a bénéficié en 2016 de 6,6 M€ au titre de la dotation de compensation péréquée et de 0,9 M€ au titre du fonds de solidarité, contre respectivement 6,2 M€ et 1 M€ en 2015. En revanche, en 2016, le Département de l'Eure n'a toujours pas été éligible au fonds de péréquation de la CVAE.

### Les participations, subventions et autres produits

| OBJET                                       | 2015       | 2016       | Ev°<br>2016/2015 |
|---|------------|------------|------------------|
| Autres participations et subventions        | 6 630 710  | 8 603 193  | 29,7%            |
| Produits des services, du domaine et ventes | 1 957 149  | 1 887 338  | -3,6%            |
| Autres produits de gestion courante         | 17 022 468 | 17 255 819 | 1,4%             |
| Atténuations de charges                     | 948 729    | 771 321    | -18,7%           |

Pour cette catégorie de recettes, l'évolution significative concerne les autres participations et subventions. Elles ont représenté 8,6 M€ en 2016 pour 6,6 M€ en 2015.

## Les produits financiers et exceptionnels

| OBJET                               | 2015    | 2016    | Ev°<br>2016/2015 |
|-------------------------------------|---------|---------|------------------|
| Produits financiers                 | 46 067  | 51 597  | 12,0%            |
| Produits exceptionnels (hors MREAL) | 811 631 | 459 718 | -43,4%           |

Les produits financiers ont crû par rapport à 2015 pour s'établir à 52 K€. Ce montant varie notamment en fonction des dividendes versés par les sociétés dont le Département est actionnaire.

Les produits exceptionnels enregistrent notamment les recettes liées aux remboursements d'assurance ou aux contentieux jugés. Le niveau des recettes est donc logiquement particulièrement variable. En 2016, il a atteint 0,5 M€.

## V. L'investissement

### 1. Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement hors remboursement en capital de la dette ont atteint 69,2 M€ en 2016. Ainsi, le Département a les financer à hauteur de 85,3 %. Le financement par emprunt de ceux-ci a donc été résiduel, qu'il s'agisse de l'emprunt mobilisé au cours de l'exercice ou de l'emprunt antérieur à travers le résultat reporté.

La base de référence 2015 ne peut être prise en compte en raison de l'opération MREAL. Un retraitement de cette opération est donc proposé pour permettre des comparaisons à périmètre constant.

| OBJET  | 2015               | 2016              | Ev°<br>2016/2015 |
|--|--------------------|-------------------|------------------|
| <i>EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX (Investissement Direct)</i>              | 52 336 461         | 40 561 706        | -22,5%           |
| <i>EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX (Investissement Direct) (hors MREAL)</i> | 47 656 206         | 40 561 706        | -14,9%           |
| Etudes, logiciels...   | 3 091 671          | 2 992 038         | -3,2%            |
| Acquisitions matériels ou immobilières                                 | 8 571 997          | 5 858 804         | -31,7%           |
| <i>Acquisitions matériels (hors MREAL)</i>                             | <i>3 891 742</i>   | <i>5 858 804</i>  | <i>50,5%</i>     |
| <i>Opération MREAL</i>   | <i>4 680 255</i>   | <i>0</i>          | <i>-100,0%</i>   |
| Travaux  | 40 672 792         | 31 710 865        | -22,0%           |
| <i>Collèges</i>  | <i>16 327 113</i>  | <i>9 193 511</i>  | <i>-43,7%</i>    |
| <i>Routes</i>  | <i>18 246 997</i>  | <i>17 338 374</i> | <i>-5,0%</i>     |
| <i>Très Haut Débit</i>   | <i>15 782</i>      | <i>0</i>          | <i>-100,0%</i>   |
| <i>Autres (bâtiments, matériels techniques...)</i>                     | <i>6 082 901</i>   | <i>5 178 979</i>  | <i>-14,9%</i>    |
| <i>EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX (Investissement Indirect)</i>        | 28 993 007         | 27 829 170        | -4,0%            |
| Subventions d'équipement   | 28 934 655         | 27 729 170        | -4,2%            |
| <i>Très Haut Débit</i>   | <i>2 393 756</i>   | <i>5 032 489</i>  | <i>110,2%</i>    |
| Opérations pour compte de tiers  | 58 352             | 100 000           | 71,4%            |
| <b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>   | <b>81 329 468</b>  | <b>68 390 876</b> | <b>-15,9%</b>    |
| <i>DEPENSES D'EQUIPEMENT (hors MREAL)</i>                              | <i>76 649 213</i>  | <i>68 390 876</i> | <i>-10,8%</i>    |
| <b>DEPENSES FINANCIERES</b>  | <b>21 189 599</b>  | <b>20 528 076</b> | <b>-3,0%</b>     |
| Remboursement en capital de la dette                                   | 20 113 810         | 19 715 687        | -2%              |
| Autres dépenses d'investissement                                       | 1 075 790          | 812 389           | -22,6%           |
| <b>DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT</b>                               | <b>102 519 067</b> | <b>88 918 952</b> | <b>-13,3%</b>    |
| <i>DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT (hors MREAL)</i>                  | <i>97 838 812</i>  | <i>88 918 952</i> | <i>-9,1%</i>     |

L'investissement au titre des différentes politiques publiques départementales a été le suivant en 2016.

|  | 2015                  | 2016                 |
|--|-----------------------|----------------------|
| Education                              | 21 999 774,19         | 16 478 586,55        |
| Mobilité                               | 22 784 996,04         | 22 202 755,39        |
| Numérique                              | 2 524 764,50          | 5 032 488,90         |
| Enfance et famille                     | 3 466,00              | 1 200,00             |
| Personnes âgées                        | 1 010 785,40          | 203 628,16           |
| Personnes handicapées                  | 2 000,00              | 0,00                 |
| Insertion et action sociale            | 681 261,31            | 691 699,68           |
| Habitat                                | 6 736 219,67          | 3 598 468,96         |
| Agriculture                            | 624 285,00            | 375 285,00           |
| Environnement                          | 7 250 926,60          | 5 241 444,71         |
| Appui aux territoires                  | 1 884 990,00          | 2 725 421,00         |
| Attractivité économique et touristique | 6 092 915,21          | 855 469,16           |
| Europe et international                | 0,00                  | 0,00                 |
| Culture                                | 1 681 513,44          | 1 431 444,42         |
| Sport                                  | 1 944 236,00          | 1 150 689,85         |
| Patrimoine et logistique               | 6 014 726,02          | 6 796 811,58         |
| système d'information                  | 971 422,45            | 2 308 789,03         |
| Ressources humaines                    | 62 459,87             | 31 330,69            |
| Affaires juridiques                    | 26 892,00             | 36 936,00            |
| Finances                               | 20 211 346,47         | 19 748 694,59        |
| Communication et cabinet               | 10 087,22             | 7 808,14             |
| <b>TOTAL</b>                           | <b>102 519 067,39</b> | <b>88 918 951,81</b> |

Entre 2015 et 2016, il apparaît une baisse faciale de 13,3 % avec des dépenses réelles d'investissement de 88,9 M€ (y compris le remboursement en capital de la dette).

Hors opération MREAL (4,68 M€ en 2015) comprise dans la politique "Attractivité économique et touristique", c'est-à-dire périmètre constant, les dépenses d'investissement ont diminué de 9,1 %. Ce résultat renvoie à deux facteurs cumulatifs :

- le Département a optimisé le coût unitaire des opérations. Cela vaut en particulier pour les marchés d'enrobés ;
- le cycle de l'investissement repose sur plusieurs années. En 2015, le budget a été notamment mobilisé pour payer l'achèvement de projets lancés auparavant. L'année 2016 a été une année de programmation des projets du mandat 2015-2021 avec l'adoption de plusieurs programmes pluriannuels d'investissements et de lancement

des projets les plus prioritaires selon une logique d'urgence. Toutefois, les premières dépenses, à savoir des études, ne sont pas les plus élevées.

Au regard de l'envergure des projets, c'est principalement dans le domaine de l'éducation que la phase de lancement de projets se traduit par une moindre consommation en crédits de paiement. Les dépenses se sont établies à 16,5 M€, soit une diminution de 25,1 % par rapport à 2015.

Les dépenses pour la construction, la restructuration et l'extension des collèges a diminué de 47 % avec 8,1 M€ en 2016 pour 15,3 M€ en 2015. En d'autres termes, à elle seule, cette ligne explique l'essentiel de l'évolution des dépenses d'investissement hors MREAL entre 2015 et 2016. Les dépenses ont concerné principalement les collèges de Beuzeville (3,3 M€), Damville (1,7 M€), Bourg-Achard (1,46 M€), La Saussaye (0,48 M€) et Le Neubourg (0,37 M€).

Le poste d'entretien et maintenance des collèges, quant à lui, a représenté en 2016 3,4 M€ pour 2,5 M€ en 2015 (+37,5 %). L'aide aux collèges privés a représenté 0,19 M€. L'équipement et le matériel des collèges ont donné lieu à 0,53 M€. L'aide à la construction scolaire des communes a augmenté de 60,9 % avec 4,2 M€ en 2016.

En ce qui concerne la mobilité, la dépense s'est établie à 22,2 M€ en repli de 2,6 % par rapport à 2015. L'essentiel de cette somme renvoie aux investissements sur le réseau routier départemental (21,7 M€ pour 22,4 M€ en 2015, soit -3,1 %). Les principales dépenses se répartissent comme suit :

- infrastructures nationales d'intérêt local : 1,4 M€ ;
- axes d'intérêt régional : 1 M€ ;
- axes départementaux structurants : 3,1 M€ ;
- opérations de sécurité routière : 1,8 M€ ;
- gros entretien et renouvellement : 9,5 M€ ;
- modernisation et réhabilitation : 3,4 M€ ;
- participations versées aux collectivités territoriales : 1,4 M€.

Les dépenses d'investissement pour les transports ont concerné la mise en sécurité des points d'arrêt, des aires de covoiturage ainsi que des pôles d'échanges et gares. Celles-ci se sont élevées à 0,5 M€.

La dépense en faveur du numérique a atteint 5 M€ (+99,3 %), avec principalement la subvention versée à Eure Numérique.

Les dépenses en faveur des personnes âgées se sont établies à : 0,2 M€, avec le financement d'opérations dans les établissements.

L'insertion et l'action sociale ont donné 0,7 M€ de dépenses via des aides financières.

L'habitat a donné lieu à 3,6 M€ de dépenses en 2016, avec :

- des aides à la pierre pour 0,3 M€ ;

- des dépenses de rénovation urbaine pour 1,2 M€ ;
- un soutien au logement social pour 1,4 M€ ;
- un soutien aux travaux d'amélioration de l'habitat s'élève à 0,7 M€.

L'agriculture a donné lieu à 0,4 M€ de dépenses à travers l'aide à l'investissement dans les exploitations agricoles et le soutien aux projets agricoles.

5,2 M€ ont été dédiés à l'environnement, avec principalement l'assainissement (2,17 M€) et l'adduction d'eau potable (1,3 M€).

L'appui aux territoires a représenté 2,7 M€ (+44,6 %) avec :

- une aide aux aménagements urbains pour 1,5 M€ (+13 %) ;
- l'aménagement du territoire pour 1,2 M€ (+124,2 %) ;
- l'attractivité économique et touristique pour 0,86 M€.

La culture a signifié des dépenses de 1,4 M€ en 2016 (-14,9 %), la principale ligne ayant pour objet la protection et le développement du patrimoine historique et culturel.

Au titre des sports et des loisirs, la dépense s'est établie à 1,15 M€.

6,8 M€ (+13 %) ont été consacrés au patrimoine et à la logistique, avec pour principales dépenses :

- la construction, la restructuration et l'extension de bâtiments départementaux pour 3,5 M€ (dont 1,6 M€ pour la gendarmerie d'Ivry-la-Bataille, 0,8 M€ pour Gisacum, 0,3 M€ d'acquisitions foncières, 0,3 M€ pour l'IUT d'Évreux, 0,2 M€ pour le foyer départemental de l'enfance, 0,16 M€ pour le château d'Harcourt) ;
- l'entretien et la maintenance des bâtiments départementaux pour 2,2 M€. L'augmentation est ici notamment due à la réorganisation des services ;
- les acquisitions de mobilier et de matériels pour 0,2 M€ ;
- le parc technique (matériel du parc routier de l'Eure et création d'un service unifié) pour 0,8 M€.

Les systèmes d'information ont donné lieu à des dépenses de 2,3 M€ (+137,7 %). Celles-ci sont au soutien de la modernisation de l'administration départementale. C'est toutefois le transfert du matériel informatique des collèges au Département qui explique la hausse avec 1 M€ en 2016.

Les finances ont nécessité des dépenses de 19,7 M€, avec le remboursement de la dette en capital, dont :

- 16 M€ au titre des emprunts classiques ;
- 3,7 M€ sur des ouvertures de crédits à long terme.

## 2. Les recettes d'investissement

Les recettes réelles d'investissement de l'exercice 2016 se sont élevées à 24,1 M€. Elles se composent :

- des recettes propres d'investissement (FCTVA, DGE, DDEC, produit des amendes de police) pour 12,4 M€ ;
- des autres recettes d'investissement pour 6,8 M€ ;
- des emprunts nouveaux pour 5 M€.

Le tableau ci-après retrace les évolutions des recettes d'investissement par chapitre entre les comptes administratifs 2015 et 2016.

| OBJET   | 2015              | 2016              | Ev°<br>2016/2015 |
|---|-------------------|-------------------|------------------|
| FCTVA   | 8 568 070         | 7 192 262         | -16,1%           |
| Autres recettes définitives d'investissement                        | 6 081 698         | 5 192 944         | -14,6%           |
| <i>Ss-total Ressources Propres d'Investissement</i>                 | <i>14 649 768</i> | <i>12 385 206</i> | <i>-15,5%</i>    |
| Autres recettes d'investissement (subventions...)                   | 7 379 630         | 6 752 947         | -8,5%            |
| Opération MREAL (Cession)   | 4 454 000         |                   | -100,0%          |
| <b>TOTAL DES RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT<br/>(hors dette)</b> | <b>26 486 397</b> | <b>19 138 153</b> | <b>-27,7%</b>    |
| <b>TOTAL DES RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT</b>                  | <b>56 483 397</b> | <b>24 138 153</b> | <b>-57,3%</b>    |

### Recettes définitives d'investissement

Les dotations d'investissement de l'État ont été reçues pour un montant de 12,4 M€, soit une baisse de 15,5 %. A l'intérieur de cet ensemble, le fonds de compensation de la TVA a été enregistré pour un montant de 7,2 M€ (8,6 M€ en 2015), la dotation globale d'équipement pour 0,7 M€ (1,6 M€ en 2015), la dotation départementale d'équipement des collèges pour 3,8 M€ et le produit des amendes de police pour 0,7 M€.

### Autres recettes d'investissement

Les autres recettes d'investissement comprennent les participations et subventions versées par des tiers (communes, entreprises, agence de l'eau, État...) et les remboursements de prêts et avances. Si certaines de ces recettes sont récurrentes, d'autres sont très variables d'une année sur l'autre. En 2016, ces diverses recettes se sont élevées à 6,8 M€, pour 7,4 M€ en 2015, soit une baisse de 8,5 %.

Au sein de cet ensemble, les participations et subventions ont représenté 5,6 M€ dont, pour l'essentiel, 0,6 M€ de FEDER, 1 M€ en provenance de communes ou de leurs groupements, 0,7 M€ de la Région et 1,3 M€ de l'État. Les avances et remboursements de prêts ont atteint à 1,1 M€.

### **Nouveaux emprunts**

En 2016, le Département a eu recours à l'emprunt à hauteur de 5 M€, par rapport à 30 M€ en 2015.

Le remboursement en capital étant de 19,7 M€, le Département s'est désendetté de 14,7 M€ au cours de l'exercice 2016. L'encours de dette au 31 décembre 2016 s'est établi à 248,8 M€.

En ajoutant 39,9 M€ d'épargne nette et 19,1 M€ de recettes réelles d'investissement hors dette, le Département a dégagé 59 M€ de sources de financement pour faire face à son effort d'investissement 2016.

## VI. Gestion de la dette et de la trésorerie du département

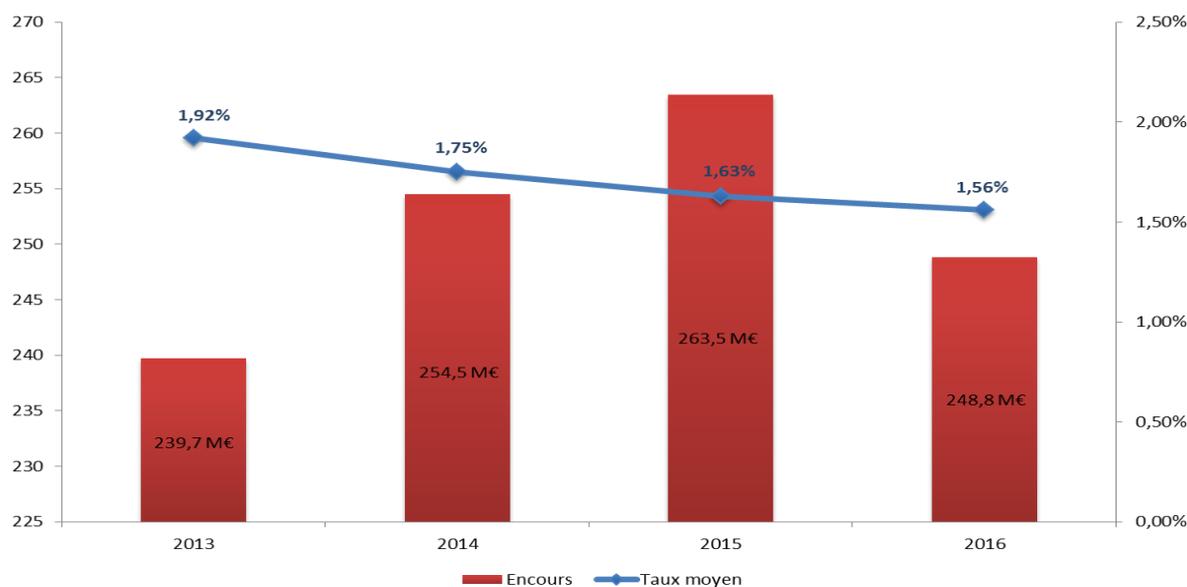
### 1. La situation de la dette du département

A l'issue de l'exercice 2016, la dette du Département s'est établie à 248,8 M€ en diminution de 14,7 M€ par rapport à 2015 (263,5 M€ d'encours après prise en compte de l'emprunt de 4,8 M€ du budget annexe du numérique). Le Département a remboursé au cours de cet exercice 19,7 M€ en capital et a mobilisé 5 M€ via un emprunt nouveau.

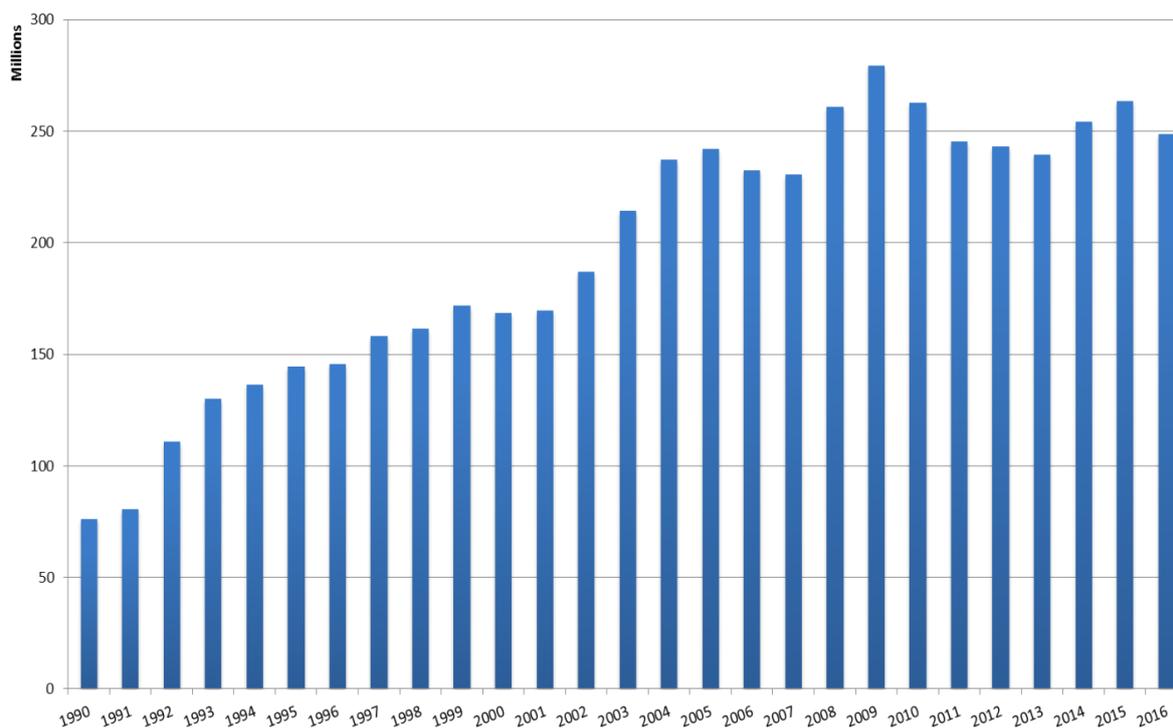
La durée de vie résiduelle de la dette est de 9 ans et 6 mois, sa durée de vie moyenne est de 6 ans et 10 mois.

Le taux moyen de la dette s'élève à 1,56 %, en baisse de 7 bps par rapport à 2015.

Le graphique ci-après présente l'évolution de l'encours du Département sur les cinq dernières années :



En longue période, l'encours de dette du Département a fortement crû. Ceci s'explique par les différentes étapes de décentralisation. La dette est passée de 76 M€ en 1990 à 248,8 M€ au 31 décembre 2016.



## 2. Description du portefeuille de dette

Après intégration des opérations d'emprunt et de remboursement en capital de la dette, le portefeuille de dette départementale comporte 34 emprunts répartis de la manière suivante :

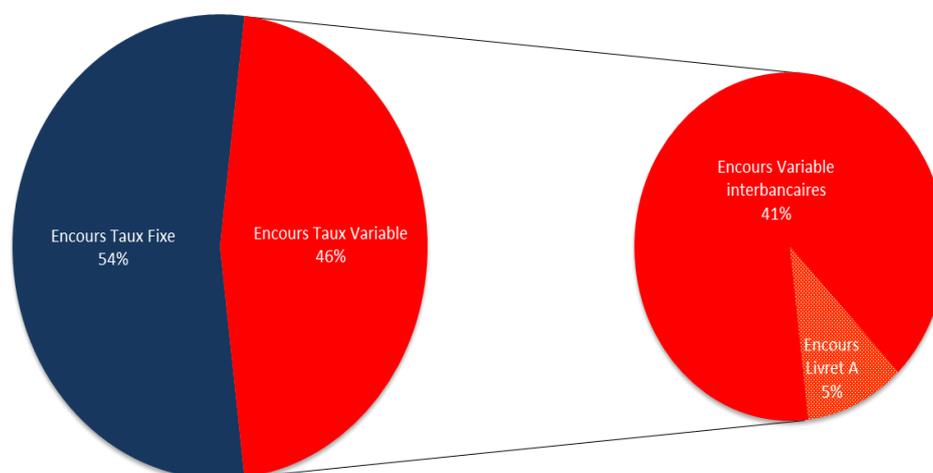
- 18 emprunts à taux fixes pour un montant global de 123,8 M€ ;
- 16 emprunts à taux variables d'un encours de 125 M€ dont 1 emprunt totalisant 11,9 M€ indexé sur le Livret A.

Le Département dispose d'un instrument de gestion du risque de taux « swap vanille » permettant de couvrir contre la hausse des taux. Cet instrument est adossé à un emprunt à taux variable de 10 M€ à fin 2016.

### 2.1 L'allocation tactique du portefeuille

La pondération fixe-variable du portefeuille de dette du Département est notamment fondée sur l'anticipation de l'évolution des taux d'intérêt. Le Département adopte une stratégie prudente pour minimiser le coût de la dette tout en limitant les effets d'un éventuel retournement de marché.

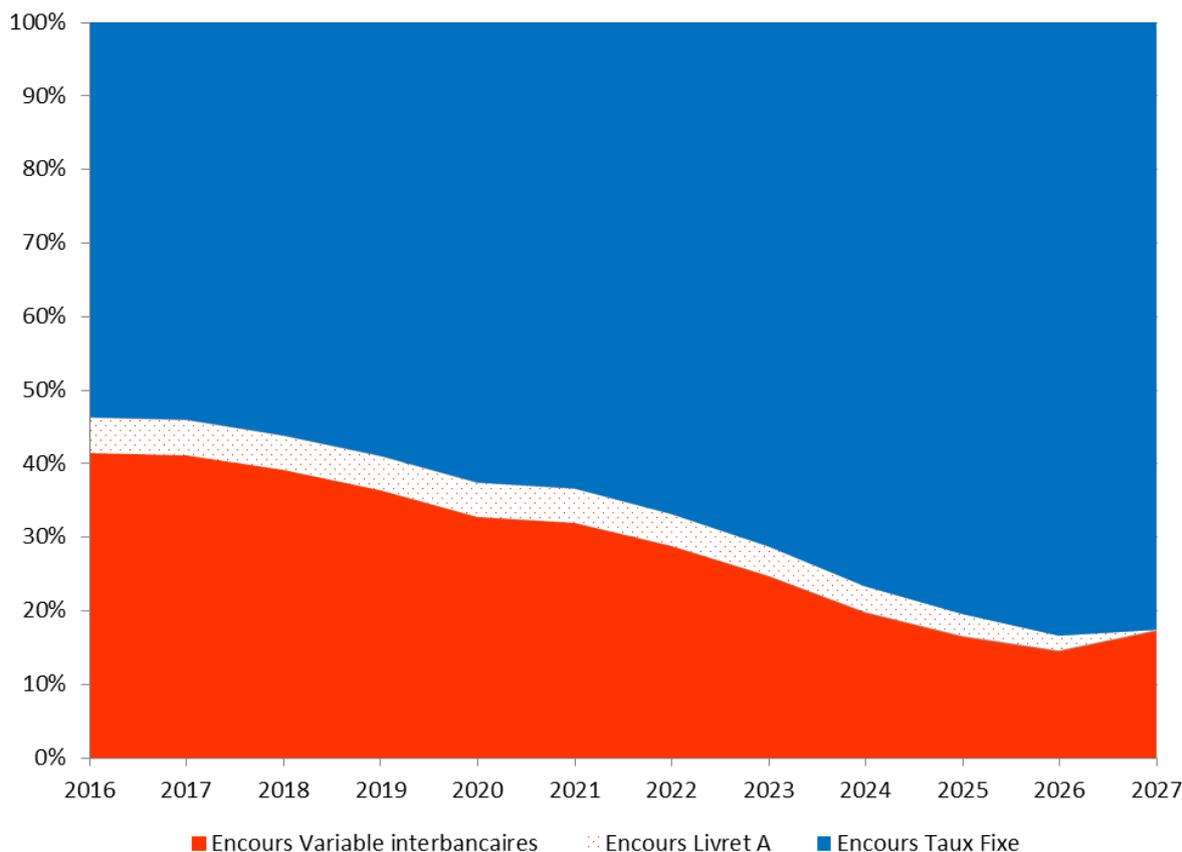
L'exposition en taux de la dette après prise en compte des instruments dérivés (swap vanille) est la suivante :



Le profil taux d'intérêt après swap, c'est-à-dire la répartition entre taux fixe et taux variable, est de 54/46 contre 52/48 en 2015. Compte tenu du niveau des taux longs bien en deçà de leur moyenne historique, il est apparu opportun et prudent de consolider les nouveaux emprunts à taux fixe, d'où la progression de l'encours de dette à taux fixe.

Le profil de risque de taux du Département s'analyse également au regard du profil d'extinction de la dette. Il existe une tendance à l'augmentation de la part à taux fixe. Toutes choses égales par ailleurs, l'encours de dette à taux fixe représentera 63 % de la dette consolidée en 2020 et atteindra 81 % à l'horizon 2025.

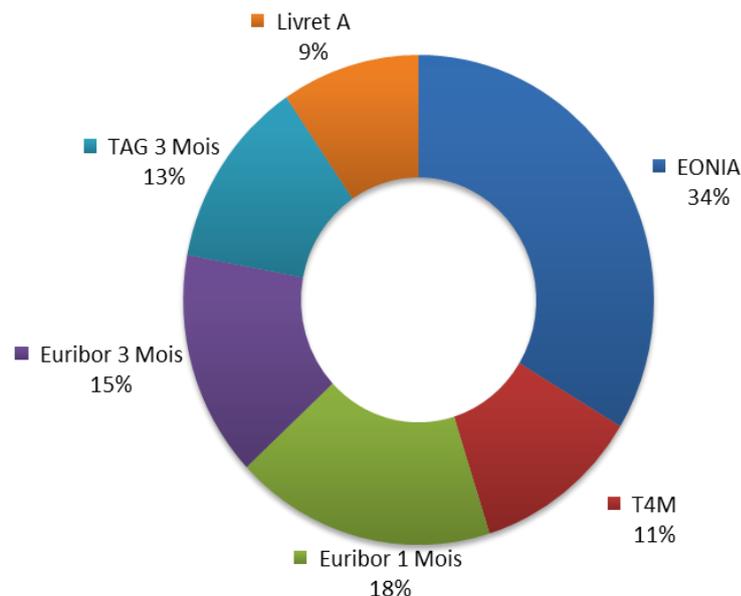
Le schéma ci-après permet d'observer l'évolution de chaque catégorie de risque de taux au cours des prochaines années :



La baisse progressive de l'encours à taux variable est due essentiellement aux emprunts obligataires à amortissement in fine qui sont majoritairement à taux fixe. Cette évolution structurelle est synonyme de perte de souplesse sur la gestion de l'encours à moyen et long termes. Par conséquent, il conviendra au moment opportun de mener des opérations de rééquilibrage de profil de taux. L'enveloppe BEI de 65 M€ contractée en 2016 sera également utilisée à cette fin.

### 2.3 La dette à taux variable

La dette à taux variable (125 M€ à fin 2016) est essentiellement assise sur des index très courts (inférieurs ou égaux à 3 mois) afin de profiter pleinement des opportunités offertes par la pente de la courbe des taux. Le graphique ci-dessous détaille les différents index utilisés à fin 2016 :



Dans ce contexte de taux courts négatifs, la dette à taux variable permet de minimiser les frais financiers payés par le Département. Le taux payé sur la partie variable de la dette du Département affiche 0,15 %. Cette performance de l'encours à taux variable est synthétisée dans le tableau ci-après :

| Répartition de la dette à taux variable | Encours fin 2016 (M€) | Taux moyen   |
|---|-----------------------|--------------|
| Encours Variables interbancaires        | 113,1                 | 0,01%        |
| Encours Livret A                        | 11,9                  | 1,47%        |
| <b>Taux moyen</b>                       | <b>125</b>            | <b>0,15%</b> |

## 2.4 La dette à taux fixe

La dette à taux fixe représente 123,8 M€, soit 50 % de l'encours de dette global (hors instrument de couverture). Les montants des échéances étant connus, cette partie de la dette ne représente aucun risque de variation des frais financiers. Les conditions de taux de la dette à taux fixe se présentent comme suit :

| Répartition de la dette à taux fixe    | Encours fin 2016 (M€) | Taux moyen   |
|--|-----------------------|--------------|
| Encours bancaire classique             | 31,8                  | 3,81%        |
| Encours obligataire et placement privé | 92                    | 2,10%        |
| <b>Total</b>                           | <b>123,8</b>          | <b>2,74%</b> |

## 2.5 La dette par prêteur

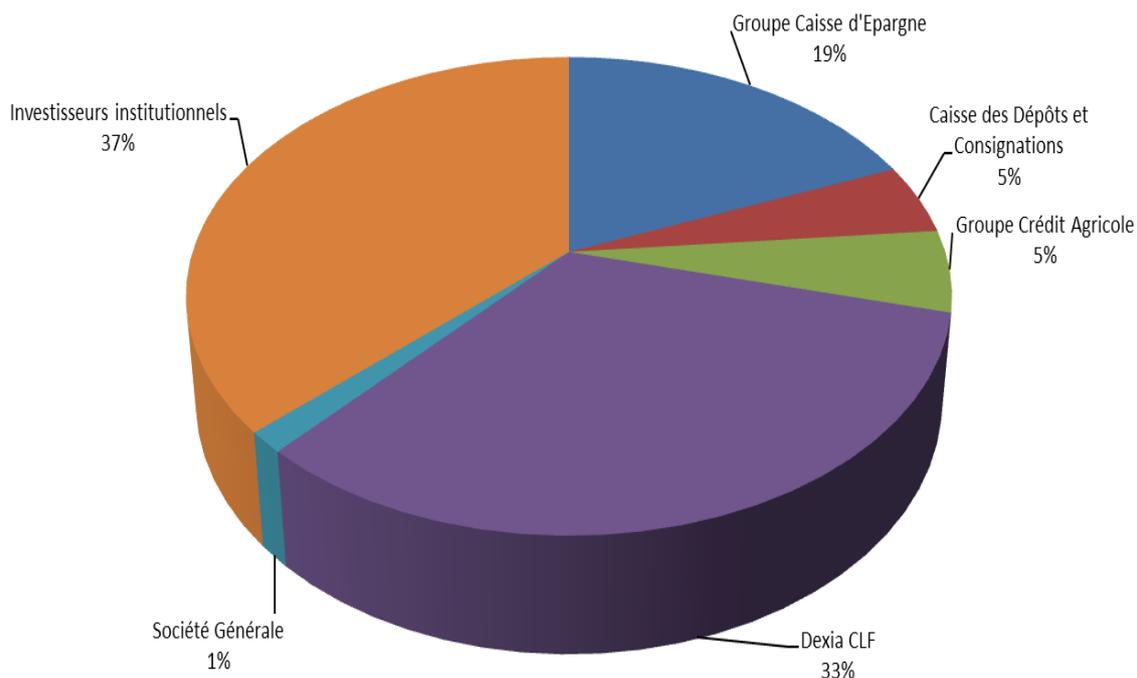
La répartition de l'encours de dette au 31 décembre 2016 entre les différents partenaires financiers du département est la suivante :

| Etablissement prêteur (millions d'euros) | 2014 |
|--|------|
| BNP Paribas                              | 0,5  |
| Groupe Caisse d'Epargne                  | 60,2 |
| Caisse des Dépôts et Consignations       | 13,8 |
| Groupe Crédit Agricole                   | 21,3 |
| Dexia CLF                                | 89,8 |

| Etablissement prêteur (millions d'euros) | 2015         | 2016         | Variation    |
|--|--------------|--------------|--------------|
| Groupe Caisse d'Epargne                  | 53,3         | 46,6         | -6,6         |
| Caisse des Dépôts et Consignations       | 12,9         | 11,9         | -1,0         |
| Groupe Crédit Agricole                   | 17,5         | 13,7         | -3,8         |
| Dexia CLF                                | 88,3         | 81,1         | -7,2         |
| Société Générale                         | 4,5          | 3,5          | -1,0         |
| Investisseurs institutionnels            | 87           | 92           | 5            |
| <b>Total</b>                             | <b>263,5</b> | <b>248,8</b> | <b>-14,7</b> |

L'encours de dette du Département est majoritairement bancaire pour 63 %. L'encours bancaire est détenu par Dexia pour 33 % suivi du groupe Caisse d'épargne pour environ 19 %. Le financement désintermédié, première source de financement du Département depuis plusieurs années, représente 37 % de l'encours soit 92 M€, il est porté par des investisseurs institutionnels (assureurs, banques,..).

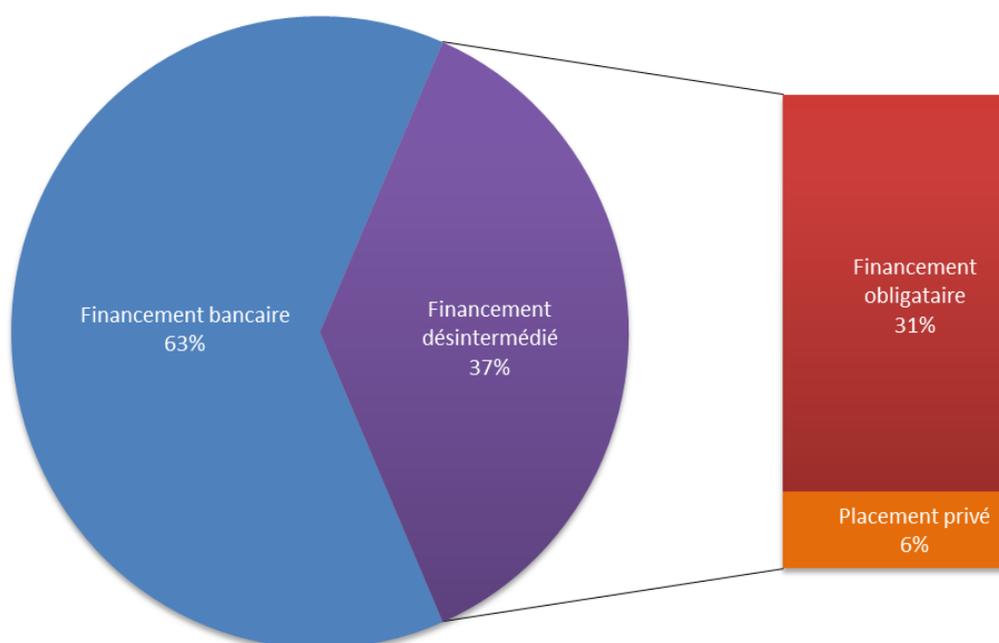
Le graphique ci-après présente le poids des différentes sources de financement dans l'encours de dette :



Compte tenu de l'arrêt de la production de crédits par Dexia, le poids de cette banque dans le portefeuille de dette ne pourra mécaniquement que baisser.

Concernant le financement désintermédié, il est constitué d'emprunts obligataires à hauteur de 77 M€ et de placements privés pour 15 M€.

Une classification de la dette du Département selon la nature du financement permet de présenter un portefeuille de dette diversifié entre financement bancaire et financement désintermédié.



## 2.6 La dette départementale selon la charte de bonne conduite (Gissler)

Dans l'optique d'une meilleure gestion des risques, le Département respecte la charte de bonne conduite prônée par le Ministère des finances, avec les différentes associations d'élus et les banques. Reprise dans la circulaire du 26 juin 2010, la charte classe le risque associé aux produits bancaires en fonction de leurs indices sous-jacents (de 1 à 5) et de leur structure (de A à E). La répartition de l'encours de dette du Département selon cette nomenclature vous est présentée ci-après :

**Répartition de la dette départementale suivant la nomenclature Gissler**

Risque faible -----> Risque élevé

|                   |   |   |   |          |  |                          |   |
|-------------------|---|---|---|----------|--|--------------------------|---|
| <b>Hors Cadre</b> | Emprunt libellé en devise, indexé sur devise                                |   |   |          |  |                          |   |
| <b>5</b>          | Ecarts d'indices hors zone euro   |   |   |          |  |                          |   |
| <b>4</b>          | Indices hors zone euro. Ecarts d'indices dont l'un est hors zone euro       |   |   |          |  |                          |   |
| <b>3</b>          | Ecarts d'indices zone euro  |   |   |          |  |                          |   |
| <b>2</b>          | Indice inflation française, inflation zone euro ou écarts entre ces indices |   |   |          |  |                          |   |
| <b>1</b>          | Indice zone euro  | <b>100%</b>   |   |          |  |                          |   |
|                   |   | Taux fixe/variable<br>Swap fixe/variable<br>Taux variable capé.<br>Tunnel | Barrière simple.<br>Pas d'effet de levier | Swaption | Multiplicateur jusqu'à 3<br>Jusqu'à 5 capé | Multiplicateur jusqu'à 5 | Multiplicateur jusqu'à > 5,<br>Snowball |
|                   |   | <b>A</b>  | <b>B</b>                                  | <b>C</b> | <b>D</b>                                   | <b>E</b>                 | <b>Hors cadre</b>                       |

↑ Risque faible

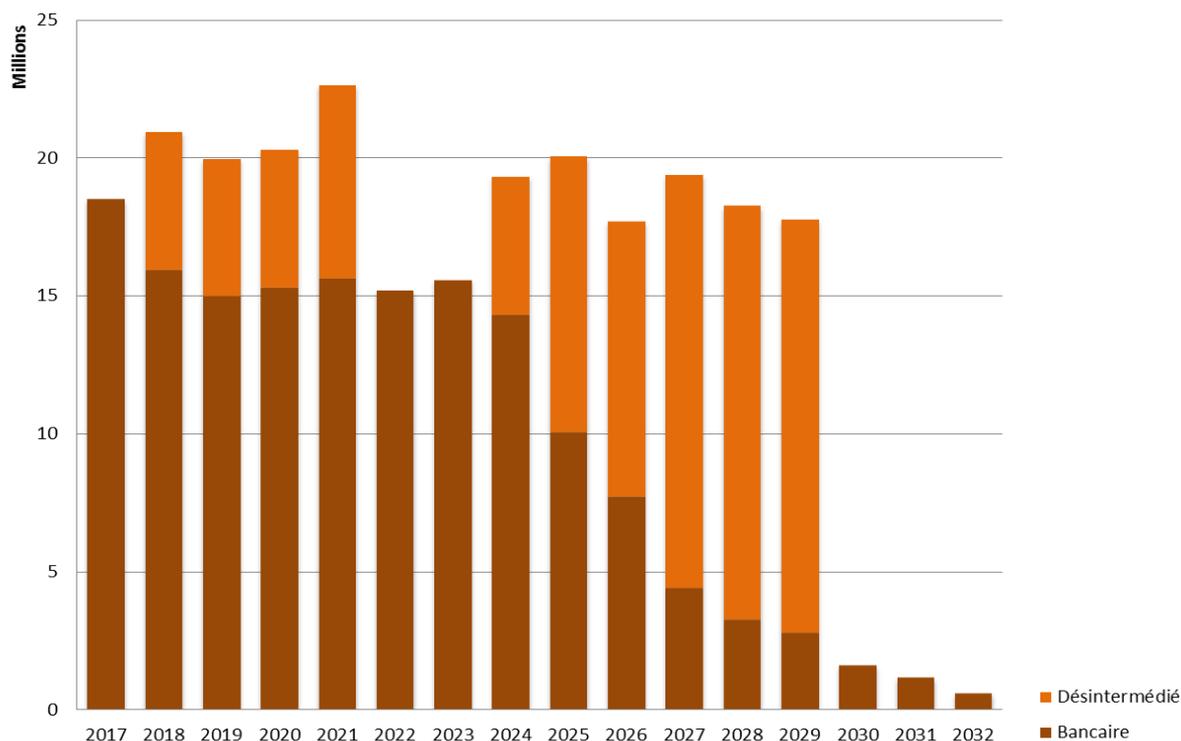
Selon cette charte, l'encours de la dette départementale est simple et très peu risqué. La totalité de l'encours est à taux fixe ou variable (indice zone euro) sans aucun produit dit « toxique ».

### 3. Le profil de remboursement de la dette

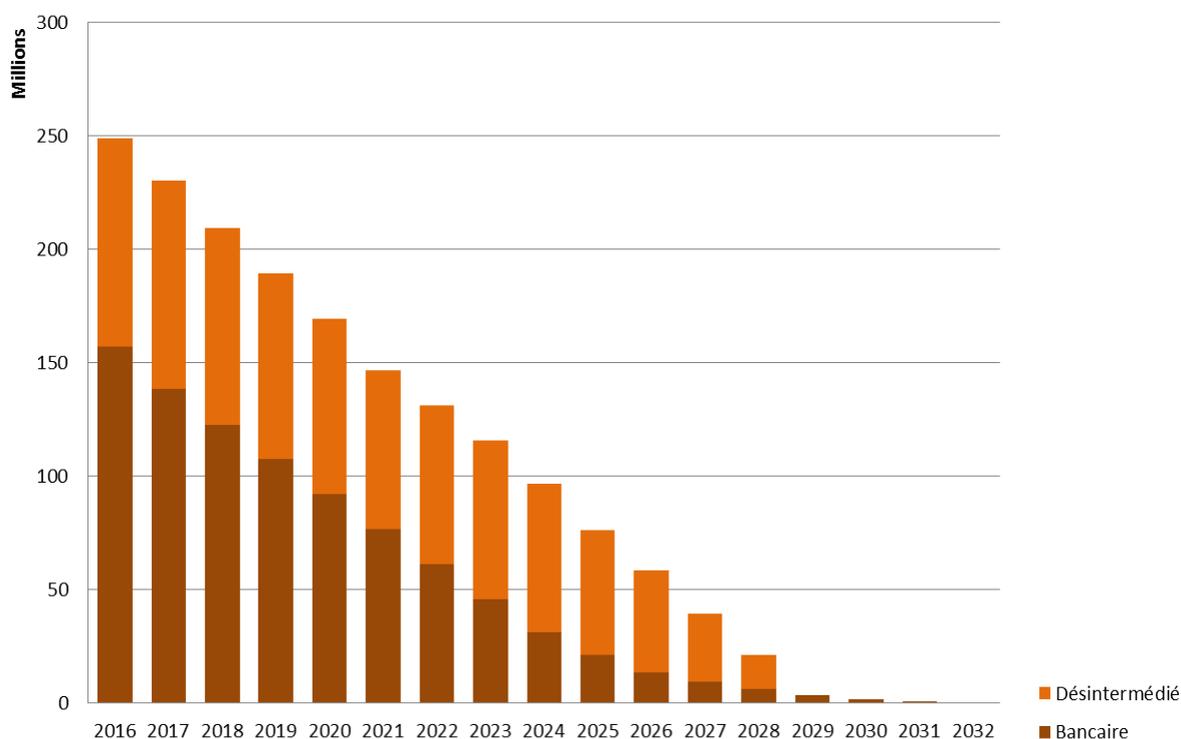
L'échéancier annuel de remboursement de la dette du Département est équilibré. Le lissage du profil des liquidités permet de conserver une bonne marge de manœuvre pour répartir les échéances futures et ainsi minimiser la volatilité de l'échéancier de remboursement de la dette.

Dans le cadre de la stratégie de gestion des emprunts obligataires, le Département pratique une gestion fine de l'échéancier de remboursement. Cette stratégie permet de réduire les risques de liquidité et de refinancement.

Le graphique suivant présente l'échéancier de remboursement en capital de la dette en distinguant le capital à rembourser au titre des emprunts bancaires classiques de celui des emprunts obligataires et placements privés à remboursement in fine.



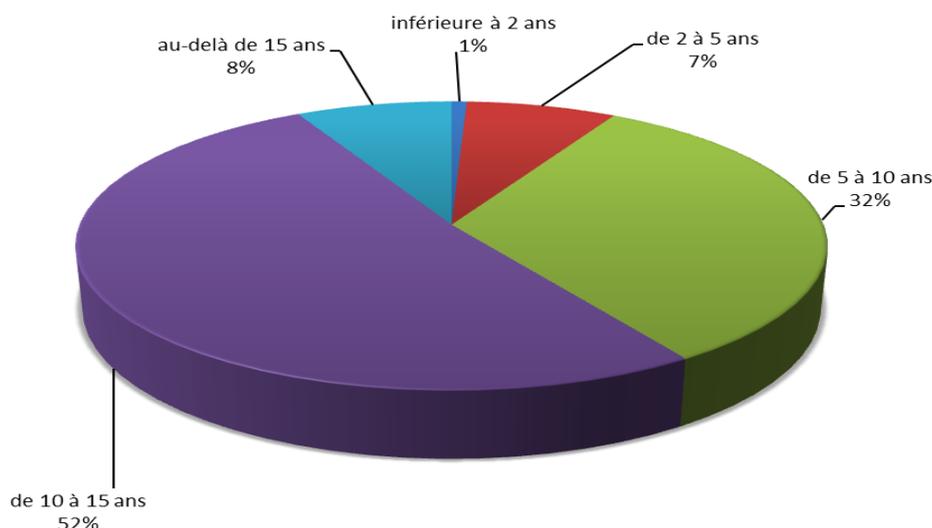
Il résulte de cette répartition des nouvelles échéances le profil d'extinction suivant :



Toutes choses égales par ailleurs, l'encours de la dette du département sera complètement éteint en 2031.

Toutes choses égales par ailleurs, l'encours de dette du Département sera complètement éteint en 2031.

Une lecture plus fine du profil d'extinction de la dette se traduit par une répartition de l'encours de dette par maturité résiduelle. Les maturités résiduelles comprises entre 10 et 15 ans sont majoritaires :

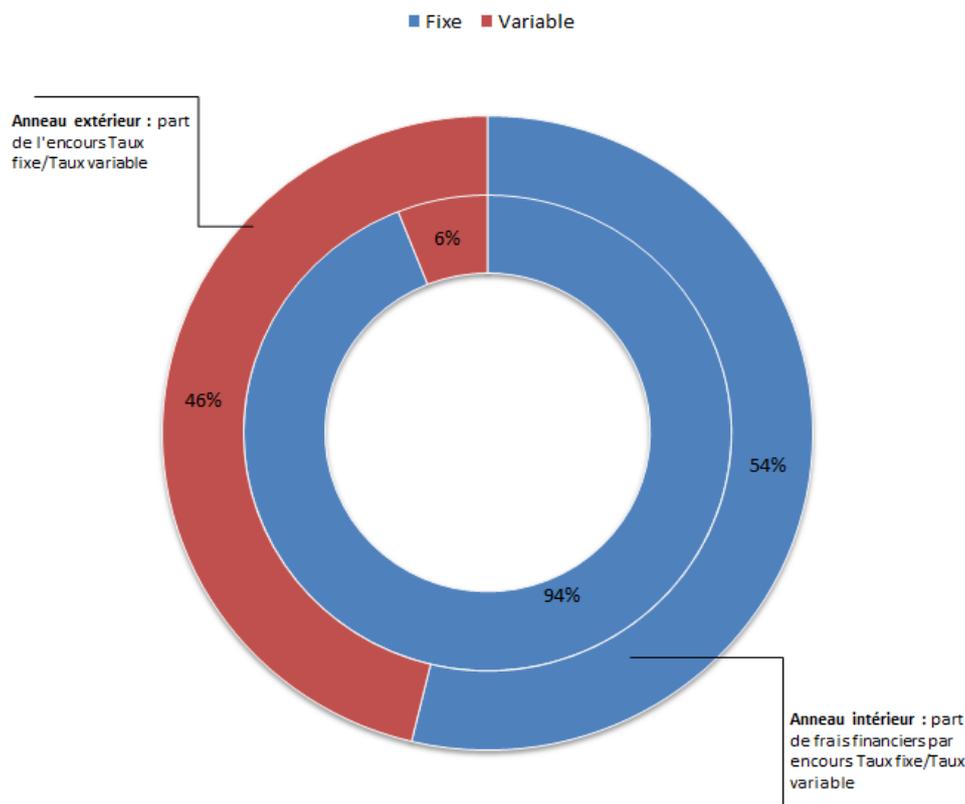


#### 4. Les intérêts de la dette

Les intérêts de la dette réglés à l'échéance se sont élevés en 2016 à 3,9 M€ hors impact de l'instrument de couverture, en hausse de 0,4 M€ par rapport à 2015 (3,5 M€). La hausse s'explique pour moitié par un effet de périmètre (+0,2 M€), à savoir le transfert au budget principal de la dette du budget annexe très haut débit. L'autre moitié s'explique par le paiement de la première échéance (+0,3 M€) d'un emprunt obligataire émis en 2015, et partiellement compensé par la baisse des taux monétaires.

En prenant en compte le coût du swap (0,33 M€) la charge de la dette a atteint 4,2 M€ après 3,8 M€ en 2014.

Dans ce contexte de taux courts très bas, la charge de la dette à taux variable ne représente que 6 % de la charge globale de la dette pour un encours à taux flottant au 31 décembre 2016 de 115 M€ (après instrument de couverture). Le schéma ci-après met en perspective la contribution en charge financière en fonction de l'allocation tactique du portefeuille de dette.



La charge fixe payée au titre de l'instrument dérivé (swap vanille) atteint 0,33 M€ par rapport à 0,34 M€ en 2015. Il est à noter que ce montant prend également en compte la prime supplémentaire versée par le Département du fait des taux négatifs de la jambe variable.

Le tableau suivant récapitule tous les éléments constitutifs de la charge de la dette du Département au 31 décembre 2016 :

| En millions d'euros                                   | 2014        | 2015        | 2016        |
|---|-------------|-------------|-------------|
| <b>ENCOURS DETTE (A)</b>                              | <b>3,76</b> | <b>3,50</b> | <b>3,85</b> |
| Encours à taux fixe (66111)                           | 3,05        | 3,14        | 3,60        |
| Encours à taux variable (66111)                       | 0,72        | 0,36        | 0,25        |
| <b>INSTRUMENT DE COUVERTURE (B) = (6688) - (7688)</b> | <b>0,34</b> | <b>0,34</b> | <b>0,33</b> |
| Intérêts versés (6688)                                | 0,35        | 0,34        | 0,33        |
| Intérêts reçus (7688)                                 | 0,01        | 0,00        | 0,00        |
| <b>TOTAL (A+B)</b>                                    | <b>4,10</b> | <b>3,84</b> | <b>4,18</b> |

## 5. Les ratios d'endettement

A périmètre comparable, le Département présente une situation d'endettement favorable. Elle se caractérise à fin 2016 par :

- un taux moyen de dette 1,56 %, un niveau qui permet au Département de surperformer la moyenne des collectivités au cours des dernières années;
- une capacité de désendettement de 4,17 ans, bien en deçà de la limite maximale de 10 ans fixée par l'Exécutif ;
- une soutenabilité de la dette préservée grâce à :
  - o un ratio dette/recettes réelles de fonctionnement de 48,4 %;
  - o un ratio des charges d'intérêts dans les dépenses de fonctionnement contenu à 0,9 %;
  - o un ratio épargne de gestion/annuité de la dette de 2,7 ;
  - o un ratio dette par habitant de 418,1 €.

## 6. La gestion de la dette départementale en 2016

### 6.1 Les outils de gestion de la dette

Pour assurer son financement de manière optimisée et sécurisée, le Département a développé des instruments financiers lui permettant de recourir aux marchés financiers et diversifier ses ressources.

#### 6.1.1 Le programme EMTN

En 2013 le Département a mis en place un programme d'émission de titres EMTN (Euro Medium Term Note) dont le plafond est fixé à 400 M€. Il permet au Département de procéder à tout moment à des émissions obligataires sans que le total des titres en circulation ne puisse dépasser le plafond du programme. Les modalités des émissions réalisées dans le cadre du programme sont consignées dans un document appelé « prospectus de base » visé par l'autorité des marchés financiers (AMF).

Le programme EMTN présente un grand intérêt pour des emprunteurs comme le Département de l'Eure. Il permet :

- de couvrir les besoins de financement à tout moment quels que soient le volume ou la durée ;
- de minimiser les frais financiers : actuellement le taux d'emprunt obligataire est moins élevé qu'un financement bancaire ;
- d'élargir le panel des prêteurs ;
- d'arbitrer entre possibilités d'émission : syndiquée/non syndiquée, cotée/non cotée ;
- de bénéficier d'une grande réactivité pour trouver un financement et/ou profiter des conditions de marché favorables.

A la clôture de l'exercice 2016, l'encours du programme s'élève à 77 M€ en progression de 5 M€ sur un an. Le taux d'utilisation du programme EMTN est de 19,25 % à fin 2016.

### 6.1.2 Les placements privés

En 2014, le Département s'est doté d'une documentation sur mesure lui permettant de contracter des prêts en bilatéral directement auprès de compagnies d'assurances et autres investisseurs institutionnels. L'encours issu des placements privés est stable en 2016 à 15 M€, détenu par la compagnie d'assurance Allianz.

## 6.2 Les opérations de financement en 2016

Le besoin de financement par emprunt a représenté 5 M€ pour l'exercice 2016 contre 30 M€ pour l'exercice antérieur. Ce besoin de financement a été satisfait via le programme EMTN du Département.

Le tableau suivant vous présente les caractéristiques de l'émission obligataire 2016.

| Outil de financement | Chef de file | Date d'émission | Montant | Taux        | Maturité |
|----------------------|--------------|-----------------|---------|-------------|----------|
| EMTN                 | BRED         | 16/12/2016      | 5 M€    | Fixe 0,828% | 8 ans    |

### Convention de financement de 65 M€ auprès de la Banque Européenne d'Investissement

Le 9 décembre le Département a signé une convention de financement avec la Banque européenne d'investissement (BEI). Elle porte sur un montant de 65 M€. La spécificité des financements institutionnels est double:

- les conditions financières offertes sont particulièrement favorables dans une logique d'accompagnement de l'investissement public;
- en contrepartie, le contenu des projets financés doit s'inscrire dans le cadre des priorités stratégiques du prêteur.

En l'espèce, le financement sous forme de prêt est destiné à financer sur 5 ans, 20 opérations d'investissement du Département dont 19 en faveur des collèges eurois et une opération en faveur du foyer départemental de l'enfance. Le total de ces projets s'élève à 135,6 M€. En effet, le principe consiste à justifier deux euros d'investissement pour obtenir un euro de prêt.

Le prêt BEI représente une double opportunité pour le Département.

L'intérêt est, avant tout, financier (la marge contractualisée s'établit à Euribor 3 mois + 0,405%). Grâce au coût très compétitif du financement BEI, le Département va réaliser des économies budgétaires importantes sur les frais financiers.

Ensuite, cette ressource permet de diversifier et de sécuriser, pour les cinq prochaines années, une partie du besoin de financement par emprunt du Département. En termes de stratégie financière, il s'agit d'un outil efficace pour une gestion budgétaire fluide et indépendante des contraintes de financement externes.

## 7. Gestion de la trésorerie en 2016

### 7.1 Les outils de gestion de la trésorerie du Département

L'objectif de la gestion de la trésorerie est d'assurer la couverture à tout moment du décalage entre les encaissements et les décaissements. Cela implique un niveau d'encaisse suffisant pour répondre aux besoins opérationnels du Département. Pour accomplir cette mission à moindre coût, le Département a diversifié ses sources de financement à court terme en 2012 par la mise en place d'un programme de billets de trésorerie. Cet instrument qui permet d'accéder directement aux marchés financiers est utilisé de manière complémentaire avec les lignes de trésorerie traditionnelles.

#### 7.1.1 Les lignes de trésorerie

Le Département dispose au 31 décembre 2016 de deux lignes de trésorerie pour un montant global de 50 M€, un montant identique à 2015. Il est à noter que ces lignes permettent de renforcer les disponibilités à court terme et d'améliorer les ratios de liquidité du Département.

Le tableau suivant présente les caractéristiques des lignes de trésorerie du Département à fin 2016 :

| Prêteur          | Date de signature du contrat | Montant | Indice        | Durée initiale |
|------------------|------------------------------|---------|---------------|----------------|
| Caisse d'Epargne | 08/07/2016                   | 20 M€   | EONIA + 0,40% | 12 mois        |
| Crédit Agricole  | 07/07/2016                   | 30 M€   | E1M + 0,55%   | 12 mois        |

#### 7.1.2 Les Titres Négociables à Court Terme (TNCT ou NEU CP)

Le programme de TNCT du Département présente les grandes caractéristiques suivantes :

- Montant du plafond d'encours de 100 M€ ;
- Montant minimal d'émission de 150 K€ ;
- Durée indéterminée du programme ;
- Durée initiale de chaque billet supérieure ou égale à 1 jour et inférieure à 364 jours ;
- Autorité de régulation : Banque de France.
- Cet outil de financement de la trésorerie permet :
- d'optimiser la gestion de la trésorerie par un coût de financement moins élevé que les lignes de trésorerie ;

- de diversifier et garantir l'accès au financement de court terme notamment en période de crise bancaire ;
- d'anticiper les nouvelles réglementations bancaires de plus en plus contraignantes ;
- d'accéder aux marchés des capitaux et bénéficier de l'excellente appréciation de son risque de crédit (notation financière) ;
- de constituer une base de prêteurs plus large que via une ligne de trésorerie.

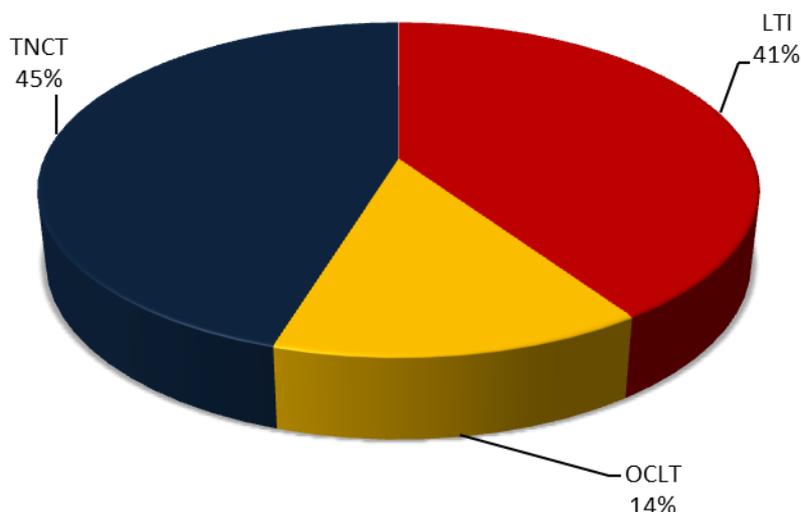
## 7.2 Le financement de la trésorerie en 2016

### 7.2.1 Les ressources mobilisées pour la trésorerie

Le besoin de financement résultant du décalage entre les encaissements et les décaissements a atteint 55,2 M€ sur l'exercice 2016. Il était de 218,6 M€ en 2015. Le comblement de ce besoin a été réalisé de la façon suivante :

- financement par TNCT pour 25 M€ (186 M€ en 2015);
- financement par ligne de trésorerie pour 22,4 M€ (26,5 M€ en 2015);
- financement par emprunts revolving pour 7,8 M€ (6,2 M€ en 2015).

Répartition des sources de financement à court terme du Département



### 7.2.2 Les frais financiers liés à la trésorerie

Les charges d'intérêts liées à la gestion de la trésorerie, hors intérêts emprunts revolving comptabilisés en intérêts de la dette, s'élèvent à 4,2 K€ en 2016 contre 4,1 K€ en 2015. Toutefois, en prenant en compte les produits financiers perçus au titre des taux négatifs sur les émissions de TNCT pour un montant de 9,7 K€, le coût financier de la trésorerie a été plus que compensé par les taux négatifs et affiche un résultat financier positif de 5,5 K€. Ainsi, les

charges financières sur l'année ne concernant que la ligne de trésorerie pour un montant de 4,2 K€.

Sur la période 2011-2016, les frais financiers sont passés de 115 K€ en 2011 à 4,2 K€ à la clôture de l'exercice 2016. Le tableau ci-après retrace l'évolution de ces frais sur une période de 6 ans :

| En K€  | 2011          | 2012         | 2013         | 2014         | 2015        | 2016       |
|--|---------------|--------------|--------------|--------------|-------------|------------|
| Frais financiers liés à la trésorerie                  | 115,0         | 34,8         | 26,8         | 44,5         | 4,1         | 4,2        |
| Produits financiers liés à la trésorerie               | 0,0           | 0,0          | 0            | 0,0          | 2,9         | 9,7        |
| <b>Résultat financier sur opérations de trésorerie</b> | <b>-115,0</b> | <b>-34,8</b> | <b>-26,8</b> | <b>-44,5</b> | <b>-1,2</b> | <b>5,5</b> |

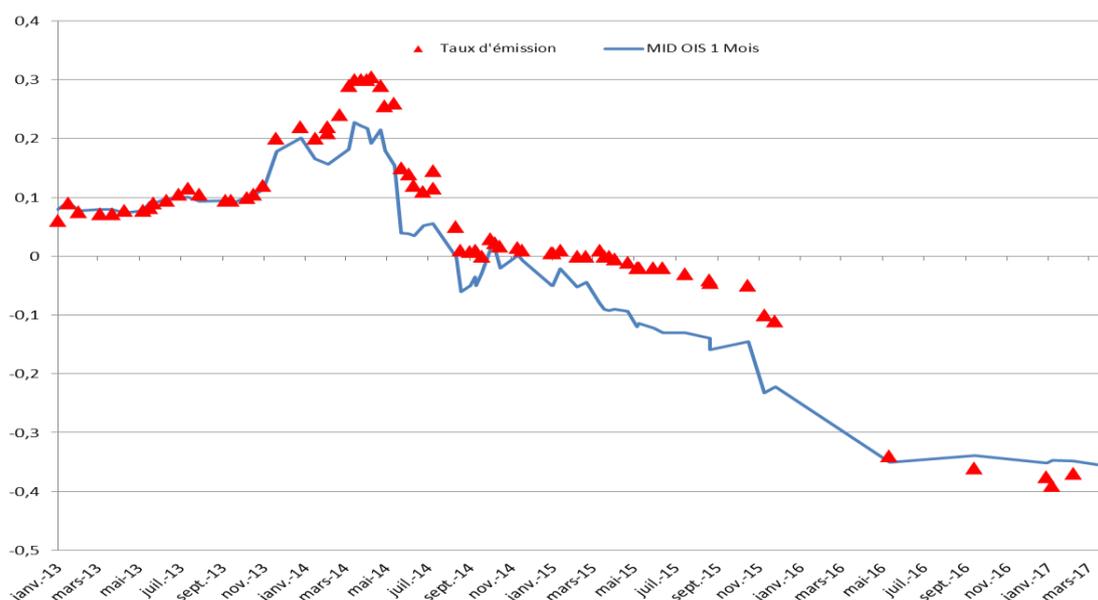
### 7.2.3 Le financement par titres négociables à court terme

En 2016, les TNCT ont permis de couvrir 45 % des besoins de trésorerie du Département. Le montant cumulé des tirages sur l'année écoulée de 25 M€ est en forte baisse par rapport à 2015 (186 M€).

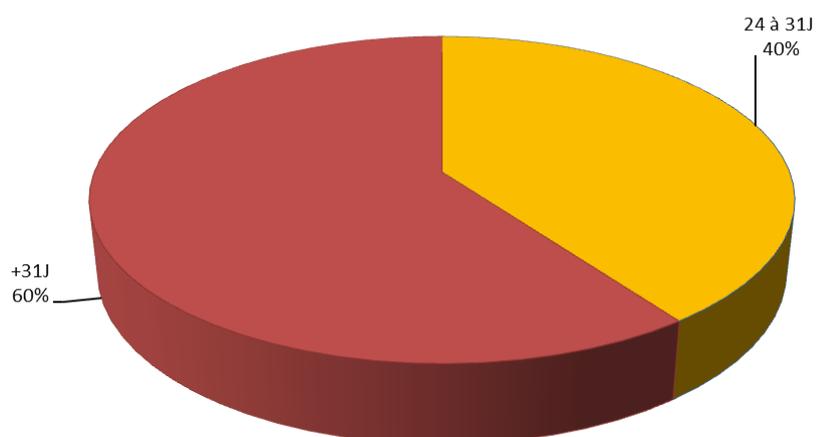
Le taux moyen d'émission se situe en territoire négatif et affiche -0,35 % en 2016 contre un taux négatif de -0,02 % en 2015.

Les éléments de reporting illustrés par des graphiques présentent les principaux indicateurs de gestion des TNCT. Il s'agit de :

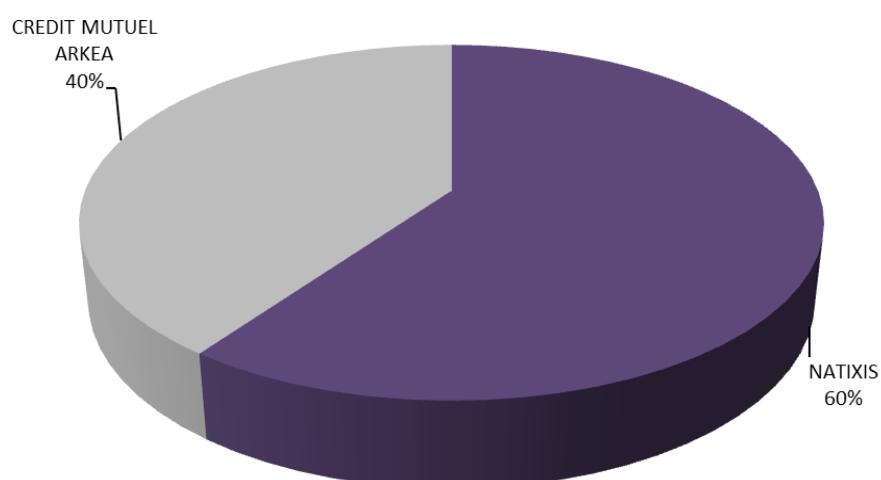
- la rémunération des émissions de TNCT et du taux de référence du marché (swap OIS)



- la répartition des émissions en fonction de leur durée

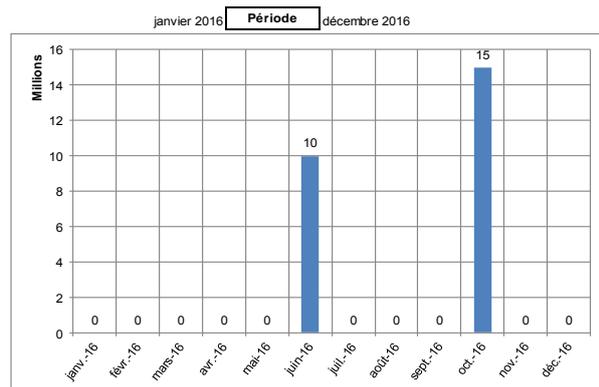


- la répartition par institution financière chargée entre autres de placer les titres du Département auprès des investisseurs



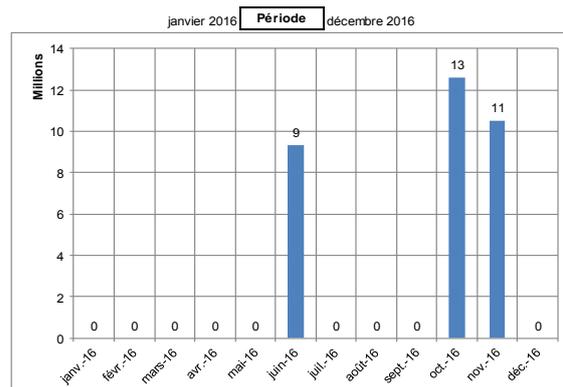
- le profil des émissions réalisées sur l'année

NOMINAL DES EMISSIONS SUR LES 12 DERNIERS MOIS



| Reporting NEUCP sur 12 mois |            |             |           |           |
|-----------------------------|------------|-------------|-----------|-----------|
|                             | Nominal    | Encours (€) | Durée (J) | Taux (bp) |
| Statistiques-Min            | 10 000 000 | 9 333 333   | 28        | -36       |

ENCOURS MOYEN MENSUEL SUR LES 12 DERNIERS MOIS



| Reporting NEUCP sur 12 mois |            |             |           |           |
|-----------------------------|------------|-------------|-----------|-----------|
|                             | Nominal    | Encours (€) | Durée (J) | Taux (bp) |
| Statistiques-Max            | 15 000 000 | 12 580 645  | 47        | -34       |

## 8. La gestion du risque de liquidité

Le financement de marché notamment par titres négociables à court terme a conduit le Département à mettre en place deux ratios de gestion du risque de liquidité. Ces ratios qui sont semblables à ceux utilisés par le secteur bancaire permettent d'évaluer le niveau du risque de marché du Département et la qualité du pilotage de sa liquidité. Il s'agit :

- du ratio de back-up : ce ratio mesure le taux de couverture des émissions de TNCT par de la disponibilité sur les lignes de trésorerie. Ce ratio permet de déterminer la capacité du Département à rembourser ses TNCT en situation de stress sur les marchés financiers. A fin 2016, le Département disposait d'un important volant de liquidité, constitué de 50 M€ de lignes de trésorerie et de lignes revolving d'un montant de 19 M€ pour couvrir des émissions d'un encours moyen de 2,4 M€ ;
- du ratio de liquidité court terme (RLCT) : ce ratio mesure la capacité du Département à honorer ses engagements financiers au cours des 12 prochains mois. À fin 2016, le RLCT s'est établi à 536 % contre 170 % au 31 décembre 2015. Le renforcement de la position de liquidité s'explique majoritairement par la souscription du contrat de financement de 65 M€ sur 5 ans auprès de la BEI, qui vient sécuriser une partie des besoins futurs de financement du Département.

|   | décembre-15 | décembre-16 |
|---|-------------|-------------|
| Solde Moyen 515 sur 12 mois (A)                   | 7,52M€      | 18,19M€     |
| Disponibilités sur enveloppes mobilisables (B)    | 52,42M€     | 115,80M€    |
| Service de la dette sur les 12 prochains mois (C) | 35,28M€     | 24,99M€     |
| <b>Ratio de liquidité court terme (A+B) / (C)</b> | <b>170%</b> | <b>536%</b> |

**ANNEXE 9**  
**Synthèse du Budget primitif 2017**

## LE BUDGET PRIMITIF 2017

### I – L'équilibre du budget primitif 2017

Le budget primitif 2017 du Département est équilibré à hauteur de 717 M€, dont 510,6 M€ en fonctionnement et 206,4 M€ en investissement. Ainsi, la section d'investissement représente près de 30 % (28,8 %), et ce en dépit du poids des dépenses sociales partiellement compensées par l'État.

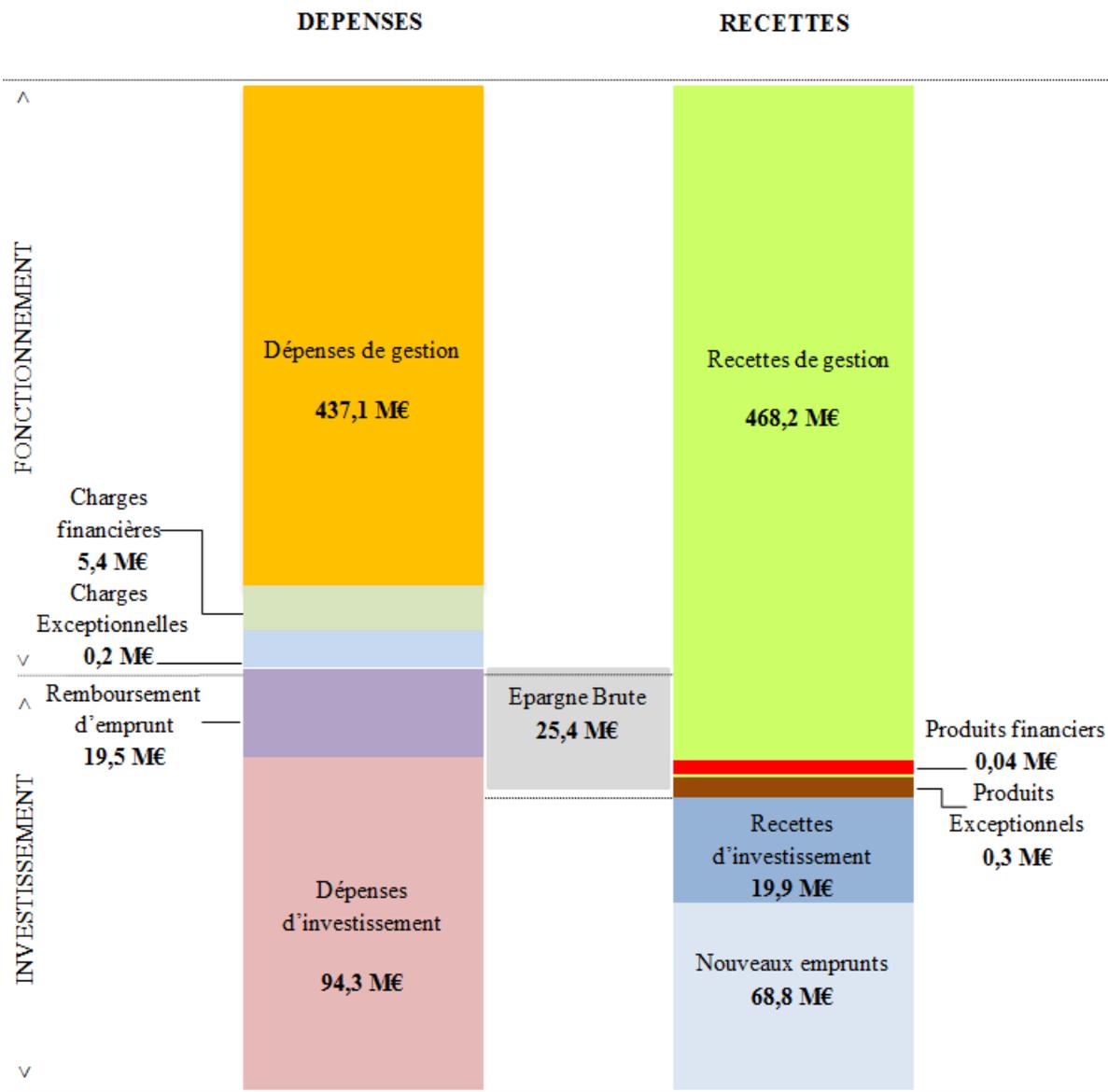
#### EQUILIBRE GENERAL DU BUDGET

|                           | OBJET                              | BP 2016     | BP 2017     | Structure | Ev°2017/2016 |
|---------------------------|------------------------------------|-------------|-------------|-----------|--------------|
| DEPENSES                  | <b>FONCTIONNEMENT</b>              | 531 310 616 | 510 561 453 | 71%       | -3,9%        |
|                           | <b>opérations réelles</b>          | 460 389 113 | 443 151 381 | 80%       | -3,7%        |
|                           | <i>opérations d'ordre</i>          | 70 921 504  | 67 410 072  |           | -5,0%        |
|                           | <b>INVESTISSEMENT</b>              | 198 348 128 | 206 404 922 | 29%       | 4,1%         |
|                           | <b>opérations réelles</b>          | 113 134 509 | 114 061 227 | 20%       | 0,8%         |
|                           | <i>Mouvements neutres (mixtes)</i> | 40 000 000  | 40 000 000  | 7%        | 0,0%         |
|                           | <i>opérations d'ordre</i>          | 45 213 619  | 52 343 696  |           | 15,8%        |
|                           | <b>TOTAL DEPENSES</b>              | 729 658 744 | 716 966 375 | 100%      | -1,7%        |
|                           | <b>opérations réelles</b>          | 573 523 621 | 557 212 608 |           | -2,8%        |
|                           | <i>Mouvements neutres (mixtes)</i> | 40 000 000  | 40 000 000  |           | 0,0%         |
| <i>opérations d'ordre</i> | 116 135 123                        | 119 753 767 |             | 3,1%      |              |
| RECETTES                  | <b>FONCTIONNEMENT</b>              | 531 310 616 | 510 561 453 | 71%       | -3,9%        |
|                           | <b>opérations réelles</b>          | 497 098 997 | 468 567 757 | 84%       | -5,7%        |
|                           | <i>opérations d'ordre</i>          | 34 211 619  | 41 993 696  |           | 22,7%        |
|                           | <b>INVESTISSEMENT</b>              | 198 348 128 | 206 404 922 | 29%       | 4,1%         |
|                           | <b>opérations réelles</b>          | 76 424 624  | 88 644 851  | 16%       | 16,0%        |
|                           | <i>Mouvements neutres (mixtes)</i> | 40 000 000  | 40 000 000  |           | 0,0%         |
|                           | <i>opérations d'ordre</i>          | 81 923 504  | 77 760 072  |           | -5,1%        |
|                           | <b>TOTAL RECETTES</b>              | 729 658 744 | 716 966 375 | 100%      | -1,7%        |
|                           | <b>opérations réelles</b>          | 573 523 621 | 557 212 608 |           | -2,8%        |
|                           | <i>Mouvements neutres (mixtes)</i> | 40 000 000  | 40 000 000  |           | 0,0%         |
| <i>opérations d'ordre</i> | 116 135 123                        | 119 753 767 |             | 3,1%      |              |

Le budget primitif 2017 signifie :

- une épargne brute de 25,4 M€ et un taux d'épargne brute de 5,7 % ;
- une épargne nette de 5,9 M€ et un taux d'épargne nette de 1,3 %.

## II – L'équilibre financier du budget principal (opérations réelles)



### III – Les Dépenses

Les agrégats en fonctionnement confirment à la fois le poids et le dynamisme des dépenses sociales. Ils portent ensuite la marque d'effets de périmètre avec les effets de la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement et le transfert de compétences vers la Région.

| Chap.   | Dépenses                                | BP 2016            | BP 2017            | Ev°BP17/BP16 |
|---------|---|--------------------|--------------------|--------------|
|         | <b>Opérations réelles</b>               |                    |                    |              |
| 011     | Charges à caractère général             | 23 832 884         | 24 139 805         | 1,3%         |
| 012     | Charges de personnel et frais assimilés | 95 968 374         | 98 242 462         | 2,4%         |
| 014     | Atténuations des produits               | 4 174 300          | 4 748 300          | 13,8%        |
| 016     | APA                                     | 36 286 000         | 39 737 500         | 9,5%         |
| 015/017 | RSA                                     | 75 700 000         | 86 156 000         | 13,8%        |
| 65/6586 | Autres charges de gestion courante      | 211 481 297        | 184 074 315        | -13%         |
| 66      | Charges financières                     | 6 275 018          | 5 365 000          | -14,5%       |
| 67      | Charges exceptionnelles                 | 6 196 240          | 213 000            | -96,6%       |
| 022     | Dépenses imprévues                      | 475 000            | 475 000            | 0,0%         |
|         | <b>Total dépenses réelles</b>           | <b>460 389 113</b> | <b>443 151 381</b> | <b>-3,8%</b> |

**En investissement**, malgré la nouvelle baisse des dotations de l'État, le budget 2017 comprend une accentuation de l'effort. Les dépenses passent de 90,8 M€ à 92,7 M€, soit une hausse de 2 %.

| Chap. | Dépenses   | BP 2016           | BP 2017           | Ev°BP17/BP16  |
|-------|--|-------------------|-------------------|---------------|
|       | <b>Opérations réelles</b>                                    |                   |                   |               |
|       | <b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>                                 | <b>90 842 526</b> | <b>92 687 560</b> | <b>2,0%</b>   |
|       | <i>EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX (Invest Directs)</i>           | <i>53 411 891</i> | <i>47 250 234</i> | <i>-11,5%</i> |
| 20    | Immobilisations incorporelles                                | 5 976 765         | 6 130 948         | 2,6%          |
| 21    | Immobilisations corporelles                                  | 5 651 650         | 5 405 268         | -4,4%         |
| 23    | Immobilisation en cours                                      | 41 786 476        | 35 714 018        | -14,5%        |
|       | <i>EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX (Invest Indirects)</i>     | <i>37 430 635</i> | <i>45 437 326</i> | <i>21,4%</i>  |
| 204   | Subventions d'équipement versées                             | 37 275 635        | 45 250 561        | -21,4%        |
| 45    | Travaux pour compte de tiers                                 | 155 000           | 186 764           | 20,5%         |
|       | <b>DEPENSES FINANCIERES</b>                                  | <b>22 291 982</b> | <b>21 373 667</b> | <b>-4,1%</b>  |
| 13    | Subventions d'investissement (Opérations de régularisations) | 1 110             |                   | -100%         |
| 16    | Emprunts et dettes assimilées                                | 20 950 388        | 19 495 667        | -6,9          |
| 26    | Participations et créances rattachées                        |                   | -                 | n.c           |
| 27    | Autres immobilisations financières                           | 1 055 484         | 1 593 000         | 50,9%         |

|                               |                    |             |             |       |
|-------------------------------|--------------------|-------------|-------------|-------|
| 020                           | Dépenses imprévues | 285 000     | 285 000     | 0,00% |
| <b>Total dépenses réelles</b> |                    |             |             |       |
|                               |                    | 113 134 509 | 114 061 227 | 0,8%  |

### III – Les Recettes

Les recettes de fonctionnement sont affectées par un effet de périmètre, à savoir le transfert de 25 % du produit de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) à la Région dans le cadre des transferts de compétences issus de la loi n°2015-991 du 7 août 2015. Ce transfert de ressources a ainsi sa contrepartie en dépenses. En neutralisant celui-ci, c'est bien la baisse des dotations de l'État qui est le fait générateur de la diminution en valeur absolue des recettes de fonctionnement, et donc de l'épargne.

#### SECTION DE FONCTIONNEMENT

| Chap.                         | Recettes                                    | BP 2016     | BP 2017     | Ev°BP17/BP16 |
|-------------------------------|---|-------------|-------------|--------------|
|                               | <b>Opérations réelles</b>                   |             |             |              |
| 70                            | Produits des services, du domaine et ventes | 1 896 500   | 1 539 767   | -18,8%       |
| 731                           | Impositions directes                        | 181 519 821 | 150 779 824 | -16,9%       |
| 73                            | Impôts et taxes                             | 161 761 917 | 164 900 000 | 1,9%         |
| 74                            | Dotations, subventions et participations    | 117 657 124 | 106 871 359 | -9,2%        |
| 75                            | Autres produits de gestion courante         | 14 813 135  | 19 684 214  | 32,9%        |
| 013                           | Atténuations de charges                     | 297 000     | 1 635 761   | 450,8%       |
| 016                           | APA   | 12 990 000  | 17 784 000  | 36,9%        |
| 015/017                       | RSA   | 5 000 000   | 5 045 000   | 0,9%         |
| 76                            | Produits financiers                         | 40 000      | 40 000      | 0,0%         |
| 77                            | Produits exceptionnels                      | 1 123 500   | 287 833     | -74,4%       |
| <b>Total recettes réelles</b> |   |             |             |              |
|                               |   | 497 098 997 | 468 567 757 | -5,7%        |

La perte de CVAE est neutre à court terme. En revanche, elle signifie une perte de dynamisme à moyen terme dans la mesure où le Département ne bénéficiera de l'évolution de celle-ci que sur une part réduite. Le transfert de CVAE a été présenté comme un outil au service de la montée en puissance institutionnelle des régions. En toute logique, il s'agit donc bien d'un nouveau moyen, pour l'État, d'affaiblir les départements.

| OBJET                             | BP 2016            | BP 2017            | Ev°BP2017/BP2016 |
|-----------------------------------|--------------------|--------------------|------------------|
| TFPB                              | 107 500 000        | 105 000 000        | -2,3%            |
| CVAE                              | 61 000 000         | 32 000 000         | -47,5%           |
| IFER                              | 650 000            | 680 000            | 4,6%             |
| FNGIR                             | 5 969 821          | 5 969 821          | 0,0%             |
| <i>Ss-total fiscalité directe</i> | <i>175 119 821</i> | <i>143 649 821</i> | <i>-18,0%</i>    |

La fiscalité indirecte est, pour l'essentiel, atone. Le fait marquant concerne les droits de mutation à titre onéreux. Le dynamisme du marché immobilier au cours du deuxième semestre 2017 permet d'extrapoler à partir de cette tendance et d'anticiper un produit 2017 de 54 M€.

| OBJET  | BP 2016           | BP 2017           | Ev°BP2017/BP2016 |
|--|-------------------|-------------------|------------------|
| <b>TSCA</b>  | 53 000 000        | 53 000 000        | 0,0%             |
| <b>TICPE</b>   | 42 000 000        | 42 000 000        | 0,0%             |
| <i>Ss-total fiscalité transférée</i>                     | <i>95 000 000</i> | <i>95 000 000</i> | <i>0,0%</i>      |
| <b>Taxe d'Aménagement (ex TDCAUE/TDENS)</b>              | 3 661 917         | 3 600 000         | -1,7%            |
| <b>Taxe d'électricité</b>                                | 7 000 000         | 6 800 000         | -2,9%            |
| <b>DMTO</b>  | 52 000 000        | 54 000 000        | 3,8%             |
| <i>Ss-total fiscalité immobilière et autre fiscalité</i> | <i>62 661 917</i> | <i>64 400 000</i> | <i>2,8%</i>      |

Les nouvelles baisses des dotations de l'État représentent près de 10 M€ en 2017, dont :

- 7,2 M€ à travers la dotation globale de fonctionnement (DGF) ;
- 2,7 M€ à travers la dotation de compensation de réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) et la dotation pour transfert de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale (DTCE-FDL).

| OBJET                               | BP 2016            | BP 2017           | Ev°BP2017/BP2016 |
|-------------------------------------|--------------------|-------------------|------------------|
| <b>Dotations Globales de l'Etat</b> | 92 418 059         | 85 194 479        | -7,8%            |
| <i>DGF</i>                          | <i>88 233 817</i>  | <i>81 033 817</i> | <i>-8,2%</i>     |
| <i>DGD</i>                          | <i>4 184 242</i>   | <i>4 160 662</i>  | <i>-0,6%</i>     |
| <b>DCRTP</b>                        | 7 697 762          | 5 811 792         | -24,5%           |
| <b>Allocations compensatrices</b>   | 3 340 000          | 2 575 000         | -22,9%           |
| <i>Ss-total dotations de l'Etat</i> | <i>103 455 821</i> | <i>93 581 271</i> | <i>-9,5%</i>     |

En matière de dotations sociales, il existe une hausse de la dotation APA. Elle a un équivalent en dépenses. Elle résulte en effet de la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement.

| OBJET  | BP 2016           | BP 2017           | Ev°BP2017/BP2016 |
|--|-------------------|-------------------|------------------|
| <b>FSE</b>   | 1 624 040         | 900 000           | -44,6%           |
| <b>Dotation PCH</b>                                | 5 510 000         | 5 700 000         | 3,4%             |
| <b>Dotation MDPH</b>                               | 650 000           | 680 000           | 4,6%             |
| <b>Dotation APA</b>                                | 12 930 000        | 17 724 000        | 37,1%            |
| <b>FMDI</b>  | 4 100 000         | 4 200 000         | 2,4%             |
| <i>Ss-total dotations liées à l'action sociale</i> | <i>24 814 040</i> | <i>29 204 000</i> | <i>17,7%</i>     |

En matière de péréquation, il existe un supplément de 2,1 M€ par rapport au budget primitif 2016. Cela renvoie notamment à l'envergure plus importante des fonds. En effet, les droits de mutation à titre onéreux atteignent à nouveau des niveaux élevés sur des territoires littoraux et en région parisienne et les augmentations de taux décidées par de nombreuses collectivités se répercutent sur les frais de gestion de la taxe foncière sur les propriétés bâties.

| OBJET   | BP 2016           | BP 2017           | Ev°BP2017/BP2016 |
|---|-------------------|-------------------|------------------|
| <b>Fonds de Péréquation des DMTO</b>                              | 3 100 000         | 4 500 000         | 45,2%            |
| <b>Fonds de Péréquation de la CVAE</b>                            | -                 | -                 | n.c.             |
| <b>Dotations de Compensation Péréquée (Frais de gestion TFPB)</b> | 6 400 000         | 7 130 003         | 11,4%            |
| <b>Fonds de Solidarité</b>  | 1 000 000         | 1 000 000         | 0,0%             |
| <i>Ss-total péréquation</i>                                       | <i>10 500 000</i> | <i>12 630 003</i> | <i>20,3%</i>     |

**Les recettes réelles d'investissement** s'élèvent à 88,6 M€ en 2017 contre 76,4 M€ en 2016, en hausse de 16% par rapport au budget 2016.

Hors emprunt, les recettes d'investissement sont stables. En revanche, leur composition évolue avec un effort particulier en matière de cessions suite à la volonté d'optimiser le patrimoine du Département, mais de moindres subventions reçues.

| Chap.          | Recettes  | BP 2015           | BP 2016           | Ev°BP16/BP15 |
|----------------|---|-------------------|-------------------|--------------|
|                | <b>Opérations réelles</b>                                   |                   |                   |              |
| 10 (sauf 1068) | Fonds propres d'origine externe                             | 7 000 000         | 5 500 000         | -21,4%       |
| 024            | Produits des cessions d'immobilisations                     | 1 035 000         | 3 215 000         | 210,6%       |
| 13             | Subventions d'équipement reçues                             | 11 667 827        | 10 157 758        | -12,9%       |
| 16             | Emprunts et dettes assimilées                               | 55 637 797        | 68 759 093        | 23,6%        |
| 27             | Remboursements de prêts                                     | 1 024 000         | 1 013 000         | -1,1%        |
| 45             | Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte | 60 000            |                   | -100%        |
|                | <b>Total recettes réelles</b>                               | <b>76 424 624</b> | <b>88 644 851</b> | <b>16,0%</b> |

## **ANNEXE 10**

### **Tableau prévisionnel du profil d'extinction de la dette**

## TABLEAU PRÉVISIONNEL

### Echéancier annuel du service de la dette

Département de l'Eure - montants en Euros

| ANNÉE | AMORTISSEMENT | INTÉRÊT      | ANNUITÉ       | ENCOURS        |
|-------|---------------|--------------|---------------|----------------|
| 2016  | 19 715 686,91 | 4 184 853,86 | 23 900 540,77 | 248 818 683,23 |
| 2017  | 18 494 952,98 | 3 626 956,64 | 22 121 909,62 | 230 323 730,25 |
| 2018  | 20 936 744,58 | 3 346 676,25 | 24 283 420,83 | 209 386 985,67 |
| 2019  | 19 969 884,53 | 3 085 963,32 | 23 055 847,85 | 189 417 101,14 |
| 2020  | 20 290 374,84 | 2 858 546,96 | 23 148 921,80 | 169 126 726,30 |
| 2021  | 22 631 798,92 | 2 638 501,57 | 25 270 300,49 | 146 494 927,38 |
| 2022  | 15 186 465,74 | 2 363 469,71 | 17 549 935,45 | 131 308 461,64 |
| 2023  | 15 571 899,83 | 2 177 139,58 | 17 749 039,41 | 115 736 561,81 |
| 2024  | 19 321 452,04 | 2 003 013,46 | 21 324 465,50 | 96 415 109,77  |
| 2025  | 20 043 684,13 | 1 860 694,78 | 21 904 378,91 | 76 371 425,64  |
| 2026  | 17 694 054,79 | 1 465 170,81 | 19 159 225,60 | 58 677 370,85  |
| 2027  | 19 380 704,26 | 1 070 598,56 | 20 451 302,82 | 39 296 666,59  |
| 2028  | 18 250 000,00 | 632 999,70   | 18 882 999,70 | 21 046 666,59  |
| 2029  | 17 755 000,00 | 308 697,36   | 18 063 697,36 | 3 291 666,59   |
| 2030  | 1 583 332,52  | 6 782,02     | 1 590 114,54  | 1 708 334,07   |
| 2031  | 1 124 999,96  | 3 105,78     | 1 128 105,74  | 583 334,11     |
| 2032  | 583 334,11    | 513,98       | 583 848,09    | 0,00           |

**ANNEXE 11**  
**Charte Gissler**

|  |             |
|--|-------------|
| <b>IV - ANNEXES</b>                            | <b>IV</b>   |
| <b>ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE</b>    |             |
| <b>TYPLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS</b> | <b>B1.4</b> |

**B1.4 - TYPLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)**

| Structures / Indices sous-jacents  | (1)<br>Indices en euros | (2)<br>Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices | (3)<br>Ecart d'indices zone euro | (4)<br>Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro | (5)<br>Ecart d'indices hors zone euro | (6)<br>Autres indices |
|--|-------------------------|--|----------------------------------|--|---------------------------------------|-----------------------|
| (A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) | 37 produits             | 0 produits   | 0 produits                       | 0 produits   | 0 produits                            | 0 produits            |
|  | 100,00 % de l'encours   | 0,00 % de l'encours  | 0,00 % de l'encours              | 0,00 % de l'encours  | 0,00 % de l'encours                   | 0,00 % de l'encours   |
|  | 248 818 683,23 €        | 0,00 €   | 0,00 €                           | 0,00 €   | 0,00 €                                | 0,00 €                |
| (B) Barrière simple. Pas d'effet de levier   | 0 produits              | 0 produits   | 0 produits                       | 0 produits   | 0 produits                            | 0 produits            |
|  | 0,00 % de l'encours     | 0,00 % de l'encours  | 0,00 % de l'encours              | 0,00 % de l'encours  | 0,00 % de l'encours                   | 0,00 % de l'encours   |
|  | 0,00 €                  | 0,00 €   | 0,00 €                           | 0,00 €   | 0,00 €                                | 0,00 €                |
| (C) Option d'échange (swaption)  | 0 produits              | 0 produits   | 0 produits                       | 0 produits   | 0 produits                            | 0 produits            |
|  | 0,00 % de l'encours     | 0,00 % de l'encours  | 0,00 % de l'encours              | 0,00 % de l'encours  | 0,00 % de l'encours                   | 0,00 % de l'encours   |
|  | 0,00 €                  | 0,00 €   | 0,00 €                           | 0,00 €   | 0,00 €                                | 0,00 €                |
| (D) Multiplicateur jusqu'à 3; multiplicateur jusqu'à 5 capé  | 0 produits              | 0 produits   | 0 produits                       | 0 produits   | 0 produits                            | 0 produits            |
|  | 0,00 % de l'encours     | 0,00 % de l'encours  | 0,00 % de l'encours              | 0,00 % de l'encours  | 0,00 % de l'encours                   | 0,00 % de l'encours   |
|  | 0,00 €                  | 0,00 €   | 0,00 €                           | 0,00 €   | 0,00 €                                | 0,00 €                |
| (E) Multiplicateur jusqu'à 5   | 0 produits              | 0 produits   | 0 produits                       | 0 produits   | 0 produits                            | 0 produits            |
|  | 0,00 % de l'encours     | 0,00 % de l'encours  | 0,00 % de l'encours              | 0,00 % de l'encours  | 0,00 % de l'encours                   | 0,00 % de l'encours   |
|  | 0,00 €                  | 0,00 €   | 0,00 €                           | 0,00 €   | 0,00 €                                | 0,00 €                |
| (F) Autres types de structure  | 0 produits              | 0 produits   | 0 produits                       | 0 produits   | 0 produits                            | 0 produits            |
|  | 0,00 % de l'encours     | 0,00 % de l'encours  | 0,00 % de l'encours              | 0,00 % de l'encours  | 0,00 % de l'encours                   | 0,00 % de l'encours   |
|  | 0,00 €                  | 0,00 €   | 0,00 €                           | 0,00 €   | 0,00 €                                | 0,00 €                |

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/2016 après opérations de couverture éventuelles.

**ANNEXE 12**  
**Synthèse des ratios ATR**

Département de l'Eure - Budget principal - CA - 2016

|   |          |
|---|----------|
| <b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>                         | <b>I</b> |
| <b>INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES</b> | <b>A</b> |

| Informations statistiques                    |         |   |         |
|--|---------|---|---------|
|  | Valeurs |   | Valeurs |
| Population totale                            | 591 616 | Nombre de m <sup>2</sup> de surface utile de bâtiments (4)            | 533 724 |
| Longueur de la voirie départementale (en km) | 4 390   | Nombre d'organismes de coopération auxquels appartient le département | 4       |

| Informations fiscales (N-2)       |             |  |  |
|-----------------------------------|-------------|--|--|
| Potentiel fiscal et financier (1) |             | Valeurs par habitant pour le département<br>(population DGF) | Moyennes nationales du potentiel financier par catégorie (2) |
| Fiscal                            | Financier   |  |  |
| 236 923 616.00                    | 306 588 442 | 502.23   | 572.94   |

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et financier définis à l'article L. 3334-6 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Il s'agit du potentiel financier défini à l'article L. 3334-6-1 pour les départements urbains et R. 3334-3-1 du CGCT pour les départements non urbains. Le potentiel financier moyen par catégorie figure sur la fiche de la répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2.

| Informations financières – ratios |  | Valeurs | Moyennes nationales |
|-----------------------------------|--|---------|---------------------|
| 1                                 | Dépenses réelles de fonctionnement/population  | 768.76  |                     |
| 2                                 | Produit des impositions directes/population  | 282.92  |                     |
| 3                                 | Recettes réelles de fonctionnement/population  | 869.52  |                     |
| 4                                 | Dépenses d'équipement brut/population  | 115.07  |                     |
| 5                                 | Encours de dette/population (3)  | 420.57  |                     |
| 6                                 | DGF/population   | 149.15  |                     |
| 7                                 | Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (4)   | 20.0%   |                     |
| 8                                 | Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital/recettes réelles de fonctionnement (4) | 88,41%  |                     |
| 9                                 | Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (4)  | 13.0%   |                     |
| 10                                | Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (3) (4)   | 48.37%  |                     |

(3) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31/12/N.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Département de l'Eure - Budget principal - BP - 2017

|   |          |
|---|----------|
| <b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>                         | <b>I</b> |
| <b>INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES</b> | <b>A</b> |

| Informations statistiques                    |         |   |         |
|--|---------|---|---------|
|  | Valeurs |   | Valeurs |
| Population totale                            | 595 043 | Nombre de m <sup>2</sup> de surface utile de bâtiments (4)            | 533 724 |
| Longueur de la voirie départementale (en km) | 4390    | Nombre d'organismes de coopération auxquels appartient le département | 2       |

| Informations fiscales (N-2)       |                |   |  |
|-----------------------------------|----------------|---|--|
| Potentiel fiscal et financier (1) |                | Valeurs par habitant pour le département (population DGF) | Moyennes nationales du potentiel financier par catégorie (2) |
| Fiscal                            | Financier      |   |  |
| 243 452 225,00                    | 307 030 111,00 | 500,09  | 570.23   |

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et financier définis à l'article L. 3334-6 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Il s'agit du potentiel financier défini à l'article L. 3334-6-1 pour les départements urbains et R. 3334-3-1 du CGCT pour les départements non urbains. Le potentiel financier moyen par catégorie figure sur la fiche de la répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2.

| Informations financières – ratios |  | Valeurs | Moyennes nationales |
|-----------------------------------|--|---------|---------------------|
| 1                                 | Dépenses réelles de fonctionnement/population  | 744,74  |                     |
| 2                                 | Produit des impositions directes/population  | 231,38  |                     |
| 3                                 | Recettes réelles de fonctionnement/population  | 787,45  |                     |
| 4                                 | Dépenses d'équipement brut/population  | 155.77% |                     |
| 5                                 | Encours de dette/population (3)  | 418,15  |                     |
| 6                                 | DGF/population   | 136,18  |                     |
| 7                                 | Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (4)   | 22,17%  |                     |
| 8                                 | Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital/recettes réelles de fonctionnement (4) | 98.52%  |                     |
| 9                                 | Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (4)  | 19.78%  |                     |
| 10                                | Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (3) (4)   | 53.10%  |                     |

(3) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 01/01/N.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

(5) Les valeurs devant figurer dans cet état sont celles du dernier CA adopté avant le vote du budget concerné.

 Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.